

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

DE LA

LIMITATION DU TAUX DE L'INTÉRÊT

EN MATIÈRE CIVILE

Je me suis demandé s'il n'y avait pas lieu de chercher la définition de l'usure, non pas dans le taux de l'intérêt, mais dans les manœuvres qui pouvaient accompagner le prêt.

LÉON SAY, 1877.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le Mardi 30 Mai 1899, à 8 h. 1/2.

PAR

HENRI REISENTHÉL

Avocat

Président : M. MASSIGLI, professeur.

Suffragants { MM. LÉON MICHEL, professeur.
THALLER, professeur.

PARIS

A. CHEVALIER-MARESCQ & C^{ie}, ÉDITEURS

20, rue Soufflot, 20

—
1899

THÈSE

POUR

LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs

DE LA

LIMITATION DU TAUX DE L'INTÉRÊT

EN MATIÈRE CIVILE

Je me suis demandé s'il n'y avait pas
lieu de chercher la définition de l'u-
sure, non pas dans le taux de l'inté-
rêt, mais dans les manœuvres qui
pouvaient accompagner le prêt.

LÉON SAY, 1877.

THÈSE POUR LE DOCTORAT

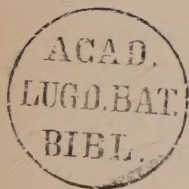
L'ACTE PUBLIC SUR LES MATIÈRES CI-DESSUS

sera soutenu le Mardi 30 Mai 1899, à 8 h. 1/2.

PAR

HENRI REISENTHÉL

Avocat



Président : M. MASSIGLI, *professeur*.

Suffragants { MM. LÉON MICHEL, *professeur*.
THALLER, *professeur*.

PARIS

A. CHEVALIER-MARESCQ & C^{ie}, ÉDITEURS

20, rue Soufflot, 20

—
1899

INTRODUCTION

Le prêt à intérêt a joué un rôle considérable dans l'histoire des peuples et il a partout et à toutes les époques soulevé de graves controverses.

« Condamné comme un vol par les penseurs les plus fameux, Aristote, Caton, Sénèque, Plutarque, prohibé pendant des siècles, au moins dans une large mesure, par la religion catholique, il fut défendu par la législation civile pendant tout le moyen âge, et, en France, sa légitimité n'a été proclamée pour la première fois que par le décret des 3-12 octobre 1789 (1) ».

A part quelques très rares exceptions, la légitimité du prêt à intérêt n'est plus aujourd'hui contestée ; mais une autre difficulté se présente, celle de savoir si le législateur doit laisser aux parties la liberté d'en fixer le taux à leur gré, ou si, au contraire, l'intérêt public n'exige pas que ce taux soit soumis à un contrôle légal et maintenu dans des limites strictement déterminées.

1. Guillouard, *Traité du prêt*, page 134, n° 109.
Reisenthel

C'est cette question que nous allons essayer de résoudre en nous appuyant sur les données de l'histoire, de l'économie politique et du droit.

Nous ne nous occuperons que de l'intérêt conventionnel en matière civile ; la loi du 12 janvier 1886 a supprimé la limitation en matière commerciale et nous établirons dans la troisième partie de cette étude la distinction entre les prêts civils et les prêts commerciaux.

Quant au taux de l'intérêt légal il avait été fixé à 5 0/0 en matière civile et à 6 0/0 en matière commerciale par la loi du 3 septembre 1807. Un projet de loi déposé par MM. Rouanet et Lacombe et plusieurs de leurs collègues est actuellement soumis au Parlement : il tend à abaisser le taux légal à 3 0/0 en matière civile et à 4 0/0 en matière commerciale. Dans la séance du 9 décembre 1898, la Chambre des députés l'a voté sans discussion en deuxième délibération (1).

Avant d'exposer et de discuter la solution que la législation française actuelle a donnée à la question du taux de l'intérêt conventionnel en matière civile, il est intéressant de rechercher comment elle avait été résolue aux différentes époques et dans les différentes législations.

1. *Journal officiel*, n° du 10 décembre 1898, p. 2797.

PREMIÈRE PARTIE

Étude historique et comparative des législations sur le taux de l'intérêt.

CHAPITRE PREMIER

LE TAUX DE L'INTÉRÊT DANS L'ANTIQUITÉ

§ 1^{er}. *Hindous*

Le plus ancien monument de la législation des Hindous, le Code des lois de Manou, recommande le prêt gratuit sans interdire toutefois le prêt à intérêt. Seuls les prêtres et les guerriers, qui composent les classes supérieures, ne peuvent en tirer un lucre, sauf le cas de nécessité.

Pour les prêts maritimes le taux était illimité : il en était de même pour certains prêts terrestres, à raison des risques qu'ils faisaient courir au prêteur. Le taux de l'intérêt civil, qui atteignait à l'origine 5 0/0 par mois, fut plus tard réduit à

12 0/0 par an. Mais on avait toutefois établi une distinction entre le prêt sur gage et le prêt simple : dans le premier cas le taux maximum était invariablement fixé à 1/4 0/0 par mois ; dans le second, il pouvait s'élever jusqu'à 2 0/0, si le débiteur était un brahmane, et à 6 0/0 si le débiteur était un soudra de la quatrième caste.

La loi de Manou n'édicteait d'ailleurs aucune pénalité contre l'usure et ne prononçait même pas la nullité du contrat qui en était entaché ; elle se bornait à réduire au taux légal la stipulation d'intérêt qui lui était supérieure. L'anatocisme était prohibé et lorsque le montant des intérêts atteignait le double du capital le prêteur était déchu du droit de les réclamer (1).

§ 2. Hébreux.

La loi de Moïse se basant sur ce principe que tous les juifs, descendant d'Abraham, d'Isaac et de Jacob sont les membres d'une même famille contient une double disposition sur le prêt à intérêt, selon qu'il est consenti par un juif à un autre juif, ou par un juif à un étranger « *non foenerabis fratri tuo ad usuram pecuniam, nec fruges,*

1. *Les contrats*, par Henri Beaume ; *Etude sur le droit des Hindous*, par Gibelin.

nec quamlibet alienam rem : sed alieno » (1).

Nous trouvons le même principe dans le Lévitique (2) « *si attenuatus fuerit frater tuus et infirmus manu... , ne accipias usuras ab eo, nec amplius quam dedisti. Pecuniam non dabis ei ad usuram, et frugum superabundantiam non exiges* ».

1° En ce qui concerne le prêt entre juifs, il y avait donc une prohibition absolue et formelle de toute stipulation d'intérêt.

La nécessité du prêt à intérêt ne se faisait d'ailleurs pas sentir chez les Israélites, qui ne se livraient ni à l'industrie, ni au commerce, et avaient pour seuls revenus le produit de leurs terres et de leurs troupeaux.

On peut voir aussi dans cette prohibition une application des idées sociales et politiques, qui avaient inspiré Moïse dans l'organisation de son peuple. Les socialistes modernes le considèrent comme un précurseur et vantent les tendances démocratiques de sa législation. Voulant avant tout faire des Hébreux un peuple de frères, il se proposait de maintenir ou de rétablir entre eux l'égalité primitive : c'est dans ce but qu'avaient été établis l'abolition des dettes entre juifs, tous les sept ans, et le retour des biens aliénés aux anciens

1. Deutéronome, chap. XXIII, V. 19 et 20.

2. Lévitique, chap. XXV, V. 35, 36, 37.

propriétaires, tous les cinquante ans, lors du jubilé. La prohibition du prêt à intérêt supprimait l'une des principales causes de discordes et d'inégalités.

2° Vis-à-vis des étrangers le prêt à intérêt était permis, mais l'était-il sans limitation de taux, la législation hébraïque autorisait-elle la perception d'intérêts usuraires ?

Nous pensons que Moïse avait simplement admis la stipulation d'un intérêt modéré. Les juifs désignaient l'usure par le mot « *nesech* », qui signifie non seulement diminution, mais aussi morsure, ce qui semble indiquer le caractère odieux, qui, dans leur pensée, s'attachait à cette pratique. Ils y voyaient une source de malédictions « *vir, si fuerit justus et ad usuram non commodaverit et amplius non acceperit, hic justus est, vita vivet* (1) ». Le saint homme Job ruiné et couvert d'ulcères est considéré comme une victime expiatoire : ses parents lui demandent si les maux dont ils souffrent ne sont pas une punition de Dieu, s'il n'a pas exigé des gages usuraires « *abstulisti enim pignus fratrum tuorum sine causa* » (2). Quoiqu'il en soit, il est certain que les juifs ne tardèrent pas à abuser de l'autorisation, qui leur était accordée de prêter aux étrangers : le prophète

1. Prophetia Ezechielis, cap. XVII, v. 5.

2. Lib. Job. cap. 22. v. 6.

Jérémie le constate et le leur reproche dans ses lamentations (1).

§ 3. *Egyptiens et Assyriens.*

Chez ces peuples riches et essentiellement commerçants le prêt à intérêt fut très vite répandu.

A *Ninive* le taux était illimité : on pouvait librement stipuler un intérêt annuel du $\frac{1}{4}$, du $\frac{1}{3}$, de $\frac{1}{2}$ du capital.

A *Babylone* le maximum était de 20 0/0 par an (un sekel pour une mine ou 1 pour 60 par mois).

Quant au taux légal, il atteignait en *Egypte* 30 0/0 pour l'argent et 33 0/0 pour les denrées et les marchandises. Ce taux qui nous paraît excessif n'était pas alors trop élevé et se trouvait proportionné à la richesse du sol et à l'abondance des produits de la terre.

Une loi célèbre de Bocchoris faisait cesser les intérêts dès que la dette était doublée, ce qui avait lieu en trois ans. On avait recours à différents moyens pour éluder cette prescription : on calculait d'avance l'intérêt jusqu'à une époque déterminée et on en grossissait le capital qui produisait ainsi de nouveaux intérêts pendant la période légale ; ou bien encore, sans stipuler

1. Prophet. Jérém. cap. VI, v. 13. cap. VIII. v. 10.

d'intérêts, on insérait une clause pénale pour le cas où le contrat ne serait pas exécuté par le débiteur. Cette somme était habituellement fixée à la moitié du capital prêté ; mais certaines formalités étaient requises pour la validité de la convention : un acte écrit avec tous les caractères de l'authenticité devait être rédigé par un homme de loi en présence de six témoins, lorsqu'il s'agissait d'un prêt simple, et de seize témoins lorsqu'il s'agissait d'un prêt hypothécaire. Les garanties données au contrat par la présence des témoins, augmentaient ainsi selon l'importance des mesures exécutoires auxquelles la dette pouvait donner lieu.

§ 4. *Grecs.*

Navigateurs et marchands, les Grecs connurent de bonne heure les diverses manifestations du crédit.

C'est chez eux que l'on rencontre pour la première fois des hommes n'ayant d'autre profession que le commerce de l'argent : les « *τραπεζίται* » et des individus dont le principal revenu consiste en capitaux prêtés à intérêt, les « *δανεισται* ».

Les « *τραπεζίται* », ainsi appelés à cause des tables ou comptoirs qu'ils dressaient sur l'agora, s'établirent d'abord dans les ports, puis se répan-

dirent dans toutes les villes importantes. Le commerce de l'argent fut d'ailleurs très répandu en Grèce. Sous les successeurs d'Alexandre, Athènes, Sinope, Ténos avaient leurs banques publiques et certains temples, tels que ceux de Delphes, de Délos, d'Ephèse et de Samos prêtaient à intérêt les sommes souvent considérables dont se composaient leurs trésors (1).

Mais en Grèce la plupart des prêts étaient commerciaux : tout l'argent disponible allait au négoce, qui pouvait emprunter à un taux très élevé à raison des bénéfices considérables qu'il réalisait. En dehors des commerçants il n'y eut guère d'emprunteurs que les fils de famille.

Solon admit en matière de prêt la liberté absolue (2) : les Athéniens ne connurent pas de taux maximum, les contractants étaient libres de le fixer à leur gré. Le calcul de l'intérêt avait pour base le nombre cent ; ce qui s'explique par la valeur de la principale monnaie, la mine, qui valait cent drachmes. A Athènes, l'intérêt n'atteignit jamais un taux inférieur à 10 0/0 par an : lorsque le prêteur était un particulier, le taux habituel était de 12 0/0, les banquiers prêtaient à un taux supérieur qui s'éleva parfois jusqu'à 36 0/0 et at-

1. *Revue des deux mondes*, livraison, 15 novembre 1873.

2. Caillemer, *Etudes sur les antiquités juridiques d'Athènes*. 9^e étude, page 12 et s.

teignit même 50 0/0 au début de l'ère chrétienne ; quant aux prêts à la grosse, le taux moyen paraît avoir été de 24 1/2 0/0 à 30 0/0.

Ce que nous venons de dire sur le prêt à intérêt s'appliquait non seulement à Athènes, mais d'une façon générale et, sauf quelques légères variantes, à toutes les cités de la Grèce. Il faut en excepter toutefois Lacédémone : les Spartiates avaient une organisation toute militaire, ils affectaient l'amour de la guerre, le mépris du commerce et des richesses. Leurs lois prohibaient les monnaies d'or et d'argent, la monnaie de fer seule était tolérée : la circulation en était lente et difficile ; au dire de Plutarque, il fallait une salle entière pour loger dix mines et deux bœufs pour les transporter. Avec de telles institutions le prêt à intérêt ne pouvait pas être d'un usage fréquent à Sparte et il faut rejeter comme invraisemblable l'opinion de Corneille de Pauw (1) qui prétend qu'à Lacédémone, dès que les citoyens étaient parvenus à l'âge où la loi les dispensait du service militaire, ils commençaient à se livrer à l'usure et devenaient des « soldats banquiers ». M. Caillemer (2) ne voit dans cette opinion de Corneille de Pauw qu'un tribut payé par son auteur à l'amour du paradoxe et à sa haine contre les Lacédémoniens.

1. *Recherches philosophiques sur les Grecs*, tome II, IV^e partie, p. 348, Berlin 1788.

2. Caillemer, *Des Intérêts*, p. 38.

CHAPITRE II

LE TAUX DE L'INTÉRÊT A ROME.

§ 1. *La loi des XII tables.*

Plus que partout ailleurs le prêt à intérêt a tenu une grande place dans la législation romaine. Les partisans de la limitation légale invoquent volontiers les traditions romaines et prétendent y trouver un argument en faveur de leur thèse.

Il est utile de faire observer tout d'abord qu'il est téméraire de vouloir ici raisonner par analogie. Il faut connaître les causes qui ont amené à Rome l'effroyable extension de l'usure qui bouleversa si souvent et si profondément la République, il faudrait prouver ensuite que l'action légale en arrêta les progrès et démontrer qu'il y a identité de mœurs et de situation entre les sociétés anciennes et modernes. Poser ainsi la question c'est la résoudre.

C'est dans l'état social des Romains qu'il faut chercher l'explication des maux dont l'intérêt semble avoir été la cause apparente. La division des citoyens en deux classes, patriciens et plé-

béiens, avait abouti à concentrer entre les mains des premiers, avec le monopole des fonctions sacerdotales, politiques et judiciaires, la puissance et la fortune. Exclusivement agriculteurs et soldats, méprisant les arts manuels et le négoce, les petits propriétaires étaient sans cesse arrachés à leurs travaux par les nécessités de la guerre. « Au « retour, la gêne était la compagne de la gloire. « Ils trouvaient leurs champs sans cultures, leurs « réserves détruites, leur capital entamé, et, afin « de payer l'arriéré de leurs fermages, ils emprun- « taient aux patriciens, seuls dépositaires de la « richesse territoriale et monétaire, pour lesquels « la guerre n'était qu'un moyen de plus de l'aug- « menter. Les intérêts absorbaient d'abord le pa- « trimoine puis dévoraient la personne même du « débiteur sur laquelle l'insolvabilité donnait le « droit terrible de vie et de mort. C'en est assez « pour expliquer les dettes, les soulèvements et « les retraites sur le Mont Sacré (1). »

Le taux de l'intérêt fut d'abord libre à Rome ; il faut arriver à la loi des XII tables pour trouver la première restriction, le taux maximum désigné sous le nom d'*unciarium fœnus* (2). Nous

1. *Les lois sur l'intérêt* : par Joseph Lair, page 103.

2. *Primo XII tabulis sanctum ne quis unciario fœnore amplius exercerat, cum antea ex libidine locupletium agitaretur* (Tacite *Annales*, IV, 16).

laissons de côté l'opinion de Montesquieu, qui a prétendu dans « l'Esprit des Lois » (1), que cette limitation était d'une époque plus récente et serait due à une loi proposée en 399 U. C. par les tribuns Diulius et Mænius. Le témoignage de Tacite paraît indiscutable : à une époque où la loi des XII tables était suffisamment connue, comment admettre que cet historien ait pu commettre une confusion aussi grave ? Caton confirme d'ailleurs cette opinion en termes formels « *tabulæ XII posuerunt furem duplo condemnari, fœnatorem quadruplo* » (2).

Mais quelle était exactement l'étendue de la limitation apportée par la législation des Décemvirs à la stipulation des intérêts ? Quel taux représentait *l'unciarium fœnus*

Cette expression qui pour Tacite et ses contemporains devait sans doute être claire, ne laisse pas que d'être fort obscure pour nous (3). De nombreuses discussions se sont élevées sur cette question et diverses solutions ont été proposées.

Nous mentionnerons simplement en passant le système imaginé par Saumaise. D'après lui, *l'unciarium fœnus* serait un taux maximum de « un

1. Livres XXII, chap. 22.

2. *De re rustica*, proœm.

3. Accarias, *Précis de Droit Romain*, t. II, n° 872, p. 1141, note 4 (1^{re} Edit.).

pour cent » par an : en l'admettant il devient impossible d'expliquer ces soulèvements populaires occasionnés à Rome par l'exagération des usures, et les récits de Tite-Live et de Tacite deviennent incompréhensibles (1).

Nous ne nous attacherons pas davantage à l'opinion de Guy Coquille qui prétend que l'*unciarium fœnus* représentait un intérêt de cent pour cent par an (2).

Restent les deux systèmes de Niebuhr et de Gravina, qui réunissent le plus grand nombre de suffrages parmi les jurisconsultes et les érudits.

Système de Niebuhr (3). Il se base sur ce que les Romains prenaient comme terme de comparaison l'as, qui dans leur système monétaire représentait le capital par excellence et se divisait en douze parties appelées *uncia*, once. En interdisant de stipuler un taux supérieur à celui de l'*unciarium fœnus*, la loi des XII tables veut dire que pour chaque as prêté, le créancier ne peut exiger

1. Saumaise, *De modo usurarum*, cap. VII, page 267, 271. Ce système adopté par Pothier (*Pandectæ Justinianæ*, édit. 1782, lib. XII, tit. I, article I, tome I, p. 623) est encore suivi de nos jours par le monde des littérateurs (Burnouf, *Œuvres complètes de Tacite*, page 194, Rollin, *Histoire Romaine*, lib. VIII, § I.

2. *Commentaire sur la coutume du Nivernais*, titre des cheptels XXI, art. 15.

3. Niebuhr, *Histoire romaine*, t. V, p. 77.

un intérêt supérieur à une once. Il s'agit ici d'un intérêt annuel, car dans l'ancienne législation romaine jusqu'au sixième siècle il n'est pas question d'intérêts mensuels, ils sont toujours calculés par année. Le taux de l'intérêt aurait donc été de huit et un tiers pour cent dans l'année cyclique de dix mois et de dix pour cent dans l'année civile de douze mois, établie à Rome par Numa et seule en vigueur au moment des XII tables.

Niebuhr trouve un premier argument en faveur de sa thèse dans un passage de Festus : « *Unciaria lex dici cœpta est quam L. Sulla et Q. Pompeius tulerunt, quâ sanctum est ut debitores decimam partem* ». Ici s'arrête la citation, le texte est incomplet, mais ne paraît-il pas désigner par les mots *unciaria lex* une loi sur l'intérêt et par *decimam partem*, le dixième du capital ?

Le second argument de Niebuhr est tiré des principes du droit romain, en matière de « *retentiones ex dote* (1) ».

Propter graviores mores, c'est-à-dire lorsqu'elle s'était rendu coupable d'une faute grave contre la morale, l'adultère par exemple, la femme subissait sur sa dot une retenue d'un sixième.

Propter leviores mores, c'est-à-dire pour les

1. Niebuhr, *Histoire romaine*, t. V, p. 82.

autres fautes, la retenue n'était que d'un huitième (1).

Le mari dans les mêmes circonstances encourait aussi une pénalité :

Propter graviores mores : au lieu d'avoir un délai de trois ans pour restituer la dot par tiers chaque année, il devait la rendre aussitôt après le divorce.

Propter leviores mores : la dot devait être restituée par le mari « *senum mensum die* », c'est-à-dire, d'après Niebuhr (2), par tiers de six mois en six mois.

Avec ce système on arrive à cette conséquence, que les pénalités édictées contre le mari et contre la femme sont équivalentes.

Propter majores mores : la femme perd un sixième de sa dot, en la restituant immédiatement, le mari perd l'intérêt d'un an pour le premier tiers de la dot, l'intérêt de deux ans pour le deuxième tiers et l'intérêt de trois ans pour le troisième tiers. Or cet intérêt étant d'un douzième du capital pour un an, pour deux ans il sera de deux douzièmes ou d'un sixième de la dot, chiffre égal à celui qui est fixé pour la femme.

Propter minores mores, la femme perd un huitième de sa dot. D'après Niebuhr, le mari res-

1. *Ulpiani regula*, t. VI, *Dotes* parag 12 et 13.

2. Niebuhr, *Hist. rom.* t. V, p. 81.

titue immédiatement le premier tiers, le second tiers au bout de six mois, et le dernier tiers au bout d'un an. Il perd ainsi l'intérêt d'un an pour le premier tiers, d'un an et demi pour le deuxième et de deux ans pour le dernier tiers, ce qui fait un an et demi d'intérêt sur la totalité de la dot. L'intérêt étant d'un douzième du capital, l'intérêt d'un an et demi sera d'un huitième, c'est-à-dire la pénalité encourue par la femme.

Suivant Schrader le mari doit restituer la somme en un seul paiement au bout de six mois, ce qui lui fait perdre six mois d'intérêt pour le premier tiers, un an pour le deuxième et deux ans et demi pour le troisième. L'intérêt d'un an et demi donnant un huitième, Schrader arrive au même résultat que Niebuhr, mais il traduit *se-num mensum die*, comme s'il y avait *sex mensum die*. Cette traduction n'est pas exacte, le mot *seni*, comme *bini*, *terni*, a toujours exprimé chez les jurisconsultes des termes de six, de deux, de trois..., il n'a jamais signifié six que chez les poètes (1).

Le système de Niebuhr a réuni beaucoup d'adhésions dans le monde savant. Saumaise (2) en avait déjà trouvé la trace dans une dissertation d'un docteur en théologie du xvii^e siècle et l'avait com-

1. Ovide, *Métamorphoses* XII, v. 429 ; *Fast.* v. 623.

2. Saumaise, *Dissertatio de fenore trapezitico*, p. 64.

battu « avec toutes les aménités familières aux auteurs qui écrivent en latin (1) » ; des auteurs allemands, Schrader et Tigeström l'ont également adopté. En France, il a également trouvé de nombreux partisans ; M. Ortolan (2), M. Giraud (3), M. Troplong et M. Duruy (4).

Malgré les imposantes autorités qu'il a su conquérir, ce système nous paraît devoir être rejeté pour trois raisons principales :

1° L'argument tiré du texte de Festus ne prouve absolument rien. Ce texte est incomplet et on ne peut faire sur sa signification que des conjectures plus ou moins ingénieuses et hasardées.

On pourrait prétendre également avec vraisemblance, que ce texte est un fragment d'une de ces lois, si nombreuses à l'époque de Sylla, qui firent remise aux débiteurs d'une partie du capital ou des intérêts, de la dixième partie, dans l'espèce, *decimam partem*.

2° Quant au passage d'Ulpien, relatif aux *retentiones ex dote*, la traduction qu'en donne Niebuhr n'est pas admissible. L'expression *senum mensum die* désigne trois paiements égaux de six

1. Troplong, *Le droit civil expliqué*, t. XIV. Du prêt : préface p. 23.

2. Ortolan, *Explication historique des Institutes de Justinien*, t. II, p. 622.

3. Giraud, *Des nexi*, p. 15.

4. Duruy, *Hist. des Romains*, t. I, p. 241.

mois ; les délais accordés au mari sont maintenus au cas de *minores mores*, mais réduits de moitié, tandis que, d'après le calcul de Niebuhr, le premier terme se trouve supprimé, puisque le premier tiers de la dot est immédiatement exigible.

C'est uniquement pour les besoins de sa cause que Niebuhr a eu recours à ces diversités fantaisistes : c'est aussi l'opinion de M. Pellat (1).

3° Ce système conduit d'ailleurs à des conséquences inadmissibles. Il est incontestable qu'à l'époque classique le taux était de 12 0/0, s'il avait été, comme le soutient Niebuhr, de 8 1/3 ou de 10 0/0 au moment de la loi des XII Tables, alors que les patriciens avaient toute l'influence, on serait forcé de conclure que le taux de l'intérêt se serait élevé à Rome, à mesure que la puissance du peuple y aurait augmenté.

Système de Gravina (2). L'opinion que nous allons maintenant exposer et qui nous paraît la plus exacte, a été successivement adoptée par Cujas (3), Montesquieu (4), Laferrière (5) et Pellat (6) :

1. Pellat, *Textes sur la dot*, traduits et commentés (Edit. 1853), p. 30.

2. Gravina, *Esprit des lois romaines* (Trad. Réquier, 1821), p. 77.

3. Cujas, *De usuris*, t. IX, col. 346.

4. Montesquieu, *Esprit des Lois*, civ. 22, chap. 22.

5. Laferrière, *Histoire du Droit civil*, t. 1, p. 153

6. Pellat, *Textes sur la dot*, 1^{re} édit. 1847, p. 32.

elle enseigne que le taux représenté par l'expression *unciarium fœnus* était de 12 0/0 par an. L'*unciarium fœnus* se confond donc avec la *centesima usura*. M. Pellat apporte à cette interprétation un argument de grande valeur qu'il trouve dans la précision qui caractérise le langage des jurisconsultes romains. Ils appliquent souvent l'épithète de *legitima* à la *centesima usura* ; or cette épithète était exclusivement réservée aux institutions dérivant de la loi des XII Tables, comme : *Tutela legitima*, *hereditas legitima*, et elle n'aurait pas été donnée à la *centesima usura* si elle avait été d'importation prétorienne.

Il est bien certain d'ailleurs que si les deux expressions *centesima usura* et *unciarium fœnus* n'avaient pas eu le même sens, Tacite, qui les emploie fréquemment, en aurait fait ressortir la différence.

§ 2. *Prohibition du prêt à intérêt.*

La stipulation d'un intérêt supérieur au maximum fixé par la loi des XII Tables faisait encourir au prêteur l'amende du quadruple, c'est-à-dire la restitution au quadruple des intérêts excédant le taux légal. Cette sanction resta impuissante, comme le sera toujours d'ailleurs une loi de maximum en matière d'intérêt : l'usure devait forcément rester

impunie dans la société romaine, où ceux qui la pratiquaient, les patriciens, disposaient presque complètement de la justice. Il ne rentre pas dans le cadre de ce travail de faire le récit des luttes incessantes qu'a soulevées à Rome la question des intérêts, il faudrait embrasser l'histoire de toutes les révoltes et de toutes les séditions qui agitèrent la République romaine.

De nombreuses mesures législatives, les lois *Licinia*, *Marcia* et *Pœtelia* essayèrent de faire rendre gorge aux usuriers et enfin en 412 la loi *Genucia* interdit le prêt à intérêt. Cette loi fut complétée dans la suite par la loi *Sempronia* (1) en 361 et par la loi *Gabinia* (2) en 635. La première soumettait les alliés et les peuples du Latium aux dispositions prohibitives du prêt à intérêt, et la seconde défendait aux alliés d'emprunter à Rome. C'était pour prévenir une ruse des usuriers qui faisaient souscrire l'obligation au nom d'un allié ou d'un latin, qui jouait ainsi fictivement le rôle de prêteur.

La suppression du prêt à intérêt resta d'ailleurs une mesure absolument illusoire et Plaute (3) nous montre les usuriers trafiquant en plein forum. Les lois sur les dettes se multiplient aux appro-

1. Tite-Live, *Hist.* XXXV, VII.

2. Cicéron, *Ad attic.*, V. 21, 255, édition Nisard, p. 242.

3. Plaute, *Curcul.*, a. IV, sc. II.

ches de l'Empire. En 665 le consul Valérius Flaccus impose aux créanciers une réduction des $\frac{3}{4}$ sur le montant de leurs créances (1) ; cette mesure fut confirmée par Sylla (2) quelques années plus tard, et à son retour des Gaules, César (3) se vit contraint de prendre une mesure analogue.

L'interdiction du prêt à intérêt ne fut supprimée qu'en 701 par un sénatus-consulte qui fixa à *un pour cent par mois, centesima usura*, le taux maximum de l'intérêt.

§ 3. *Législation impériale.*

L'élévation de ce taux resté longtemps légal montre l'âpreté des hommes d'argent. Auguste donne un exemple de désintéressement à ses contemporains en fondant une banque publique de prêts gratuits (4). S'inspirant de cet exemple, Tibère ouvre sur son Trésor une banque de cent millions de sesterces avec faculté d'emprunter pour trois ans sans aucun intérêt sous la seule condition de donner une caution en bien-fonds d'une valeur double de la somme empruntée (5). Alexan-

1. Duruy, *Hist. des Rom.* t. II, p. 595.

2. Duruy, *Hist. des Rom.* t. II, p. 701,

3. Suétone, *J. C. Cæsar*, XLII, p. 45 (édit. Garnier).

4. Suétone, *Oct. Aug.* XLI, p. 49 (édit. Garnier).

5. Tacite, *Annales* VI, 7.

dre Sévère pour favoriser les petits emprunteurs, spécialement ceux de la classe agricole et leur permettre d'acheter des terres prête à trois pour cent d'intérêt payable sur le produit du fonds (1). Dioclétien et Maximin établissent la note d'infamie contre ceux qui prêtent à un taux supérieur à la *centesima usura* (2), mais cette disposition est abolie par Théodose II et Valentinien III, qui rétablissent la peine du quadruple édictée par la loi des XII tables et depuis longtemps tombée en désuétude (3), et ils frappent rétroactivement de celle du double ceux qui dans le passé avaient excédé la *centesima usura*.

Avec Justinien nous trouvons un système complet et original sur le prêt à intérêt. Il distingue trois catégories de prêteurs et deux classes d'emprunteurs : le taux de l'intérêt varie d'après chacune d'elles et s'abaisse en raison directe du rang du créancier.

Les personnes illustres (4), les patriciens et les nobles ne peuvent prêter au-dessus de 4 0/0, le fisc (5), les cités et les simples citoyens (6) au-dessus de 6 0/0, les commerçants et les artisans au-

1. Duruy, *Hist. des Romains*, t. VI, p. 292.

2. L. 20, *Ex quibus causis infamia irrogatur*, C. II, 12.

3. L. 2, *Code Théodosien*, II, 33.

4. L. 26, § 1, *De usur.* C. IV, 32.

5. L. 3, *De fiscal. usur.* C. X, 8.

6. L. 26, § 1, *De usur.* C. IV, 32.

dessus de 8 0/0 par an, sauf en matière de prêts maritimes ou de prêts de denrées pour lesquels le maximum de l'intérêt est fixé à 12 0/0. Les cultivateurs ne paient plus que 4 0/0 et leurs terres et leurs bestiaux sont déclarés insaisissables (1).

La peine du quadruple n'existe plus contre les usuriers, mais le contrat est déclaré nul pour tout ce qui excède l'intérêt légal et les intérêts indûment perçus sont imputés sur le capital.

L'influence des idées chrétiennes amena sous l'empereur Basile la prohibition du prêt à intérêt, mesure de courte durée, car l'empereur Léon le Philosophe l'autorise de nouveau au taux de 4 0/0, qui fut maintenu jusqu'à la fin de l'empire.

1. Novel, XXXII, cap. I ; XXXIII, cap. I ; XXXIV.

CHAPITRE III

DOCTRINE DE L'ÉGLISE SUR LE PRÊT À INTÉRÊT.

Cette question ne rentre pas directement dans le cadre de notre étude sur la limitation du taux de l'intérêt : il est cependant nécessaire d'y consacrer quelques lignes pour expliquer comment les doctrines ecclésiastiques ont amené la condamnation du prêt à intérêt lui-même et sa disparition presque complète pendant tout le moyen âge et jusqu'à la Révolution.

Pour bien apprécier l'influence du Christianisme sur cette question du prêt à intérêt, il faut se rendre compte de ce qu'était l'usure au moment où l'Eglise par la voie de ses conciles et de ses docteurs commença à imprimer une direction à la société. Voici en quels termes s'exprime à ce sujet M. Charles Périn, dans son étude sur l'usure et la loi de 1807 (1). « Faut-il s'étonner que l'Eglise condamne le prêt « à intérêt et qu'elle use de tout ce qu'elle a de « puissance sur les consciences pour l'extirper « des mœurs ? Le mal qui épuisait cette société à

1. Ch. Périn, *l'Usure et la loi de 1807*, p. 8 et 9.

« l'agonie se résume en deux mots : la passion du
« luxe et l'horreur du travail. De là cette exploi-
« tation qui s'exerce par l'impôt et les confisca-
« tions dans l'ordre des relations publiques, par
« l'usure dans l'ordre des relations privées. On
« prête pour vivre dans l'oisiveté des rapines de
« l'usure et on emprunte après avoir épuisé son
« bien pour le luxe pour prolonger une existence
« et des jouissances qu'on n'a pas le courage de
« demander au travail. La terre est abandonnée
« et épuisée : il faut y ramener le travail avec le
« capital. Que pouvait-on faire de mieux pour y
« réussir que d'interdire aux riches de chercher
« dans les spéculations habituellement iniques du
« prêt à intérêt des profits qui les dispensaient du
« travail ? Il est dans la vie des peuples, comme
« dans la vie des individus, des maux extrêmes
« qui ne peuvent être guéris que par des remèdes
« héroïques. »

Les pères de l'Eglise sont unanimes dans leurs
anathèmes contre l'usure « les emprunts, dit saint
« Basile, sont une occasion de mensonge, de
« cruauté et de perfidie. Que font ceux qui prêtent
« à intérêt sinon s'enrichir de la misère d'autrui,
« tirer avantage de la faim et de la nudité du pau-
« vre, être innaccessibles aux mouvements de
« l'humanité ? Faire l'usure c'est recueillir où l'on

« n'a rien semé, c'est une cruauté indigne d'un chrétien, indigne d'un homme ».

Nous trouvons la même réprobation chez les autres orateurs chrétiens, saint Grégoire de Nazianze, saint Jean Chrysostome, saint Grégoire de Nysse, saint Ambroise, saint Jérôme et saint Augustin qui entreprirent de véritables campagnes contre l'usure. Les docteurs faisaient découler cette interdiction de ce verset souvent cité de l'évangile selon saint Luc (1) : « *mutuum date, nihil inde sperantes* ». Il y a dans ce texte, et cette opinion est partagée aujourd'hui par les auteurs les plus orthodoxes, un précepte de pure charité qui n'a pas la signification qu'on lui a longtemps attribuée, ainsi que le prouve d'ailleurs un passage de l'évangile selon saint Mathieu (2) où la légitimité de l'intérêt est formellement reconnue. M. Rossi disait un jour spirituellement « Mon Dieu ! dans cette malheureuse affaire du taux de l'intérêt, où tout le monde devrait être d'accord, il y a un obstacle dans un texte sacré que je respecte fort, mais qu'on interprète d'une façon tout à fait inexacte : *mutuum date, nihil inde sperantes*, cela veut dire tout simplement : quand vous prêtez votre argent vous n'êtes jamais sûrs qu'on vous le rendra ».

1. *Evang. secundum Lucam*, cap. IV, v. 35.

2. *La parabole des talents*. Saint-Mathieu CXXV, v. 14 et 1.

Quoi qu'il en soit les commentateurs et les interprètes furent plus rigoureux que l'auteur de la doctrine qu'ils devaient propager et la prohibition du prêt à intérêt fut proclamée dans de nombreux conciles. Citons notamment les conciles de Nicée, en 325, de Latran, en 1139, 1179, et 1215, de Lyon en 1245 et 1274.

La prohibition de l'Eglise ne s'appliqua d'abord qu'aux clercs, mais peu à peu elle se généralisa ; lorsque l'avènement des princes chrétiens eut mis le bras séculier au service de l'Eglise, les maximes de la morale religieuse furent transformées en obligations positives et l'interdiction de l'intérêt, étendue aux laïques, passa dans les lois civiles de l'empire d'Occident.

CHAPITRE IV

LE TAUX DE L'INTÉRÊT PENDANT LE MOYEN AGE ET JUSQU'A LA RÉVOLUTION.

Dans le capitulaire d'Aix-la-Chapelle en 789 (1), Charlemagne se basant sur une décrétale du pape saint Léon défend aux laïques comme aux clercs la pratique de l'usure « *omnino omnibus interdictum est ad usuram quidquid dare* ». Il renouvelle sa prohibition dans le capitulaire de Nimègue en 806 (2), et déclare qu'il y a usure toutes les fois que « *amplius requiritur quam datur* ». L'usure consiste donc à cette époque, non dans la stipulation d'un intérêt trop élevé, mais dans la stipulation d'un intérêt quelconque. Cette signification persistera d'ailleurs jusqu'à la Révolution et plus tard Pothier définira l'usure « *quidquid extra sortem mutuata exigitur* ».

La prohibition du prêt à intérêt fut renouvelée à diverses époques et nous la retrouvons mentionnée dans de nombreuses ordonnances. Citons no-

1. Baluze, *Capitularia regum Francorum*, t. I, col. 215, édit. 1780.

2. Baluze, *Cap. reg. franc.*, t. I, col. 454, XII et XVII.

tamment sous Philippe-le-Bel l'ordonnance de Montargis en janvier 1311, et l'ordonnance de Poissy en décembre 1312, sous Philippe VI de Valois l'ordonnance d'Orléans du 25 mars 1322, sous Charles IX l'ordonnance de Fontainebleau en mars 1567, sous Henri III l'ordonnance de Blois en mai 1579. Toutes ces ordonnances furent confirmées par un arrêt de règlement du 10 janvier 1777, qui prescrivait que les ordonnances du royaume, déclarations du roi, arrêts et règlements de la cour rendus précédemment sur l'usure fussent exécutés selon leurs formes et teneur : « le tout sous peine de mulctes, amendes pécuniaires, bannissement, confiscation de corps et biens, amendes honorables et autres peines corporelles, selon l'exigence des cas et la gravité des délits ainsi qu'il est portée par les ordonnances, arrêts et règlements ci-dessus dits ». — Cette sévérité des ordonnances devait fatalement amener dans la pratique quelques dérogations. Les lois seront toujours impuissantes à supprimer un contrat, qui, comme le prêt à intérêt, joue un rôle essentiel dans la vie économique d'une nation, et de bonne heure nous voyons apparaître des exceptions à la prohibition du prêt, soit en faveur de certaines contrées, soit au profit de certaines personnes. L'esprit public chercha de plus et trouva des combinaisons

permettant d'obtenir sous une autre forme les avantages du prêt à intérêt.

« On reprit en sous-œuvre, dit M. Troplong (1)
« des combinaisons négligées par les Romains, la
« coutume aiguillonnée par la nécessité sut les
« ranimer, les féconder, leur donner plus d'im-
« portance et de développement. On en inventa
« d'autres, dans lesquelles l'intelligence des na-
« tions modernes s'est montrée l'égale de ce que
« l'esprit romain a su découvrir de plus ingénieux
« en jurisprudence. C'est de ces efforts tentés dans
« des directions diverses, pour échapper aux étrein-
« tes d'une fausse situation économique qu'est
« venue l'impulsion donnée au contrat de change,
« au contrat d'assurance, au contrat de constitu-
« tion de rente, à la rente viagère, aux monts-de-
« piété, aux sociétés en commandite, etc. Toutes
« choses ou peu pratiquées, ou n'ayant pas de
« nom dans la civilisation romaine ».

Nous allons rapidement passer en revue les exceptions apportées à la prohibition du prêt à intérêt et voir quelles mesures furent prises pour en réglementer le taux.

1^o *Exceptions territoriales.* — Quelques cités obtinrent directement du pouvoir royal la dispense des prohibitions (2), mais le midi tout entier s'en

1. Troplong, *Préface du Prêt.* p. 136, 137.

2. V. acte de Louis VII en faveur des bourgeois de Château-

dispensa lui-même. Dans les pays de droit écrit, l'influence du droit romain était restée prépondérante et les parlements cédant aux mœurs, aux traditions et à l'autorité des lois romaines, se dispensèrent de faire exécuter les règles relatives au prêt à intérêt. En Lorraine et dans le Barrois, l'usure excessive était seule interdite : le taux légal de l'intérêt fixé par les ducs à 7 0/0 en 1572 fut abaissé en 1646 à 3 1/2 0/0 et relevé à 5 0/0 par une ordonnance du 25 novembre 1667.

Une autre exception avait été admise au profit des marchands fréquentant les *foires de Champagne* (1) : Philippe le Bel les avait autorisés à prêter pendant la durée de ces foires au taux de 15 0/0 par an, mais les peines corporelles et la confiscation n'étaient encourues que par les marchands qui exigeaient plus de 20 0/0.

Le même principe fut ensuite étendu aux *foires de Lyon* (2) : les négociants fixaient eux-mêmes, « *par advis commun* », le taux de l'intérêt qui, un peu avant Dumoulin, était généralement inférieur à 8 0/0, mais qui finit par atteindre 16, 17 et 18 0/0. Ce droit fut confirmé par Henri III, Henri IV,

neuf (Tours) dans les *Établiss. de Rouen*, par Giry, t. I, p. 190, n. 1.

1. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, III, p. 12 et 13.

2. Ord. d'Angers, février 1443, de Laurière, 43^e vol. p. 399.

Louis XIII et Louis XIV sans limitation de taux, pourvu qu'il n'y ait ni fraude ni déguisement.

2° *Exceptions personnelles.* — L'autorisation de prêter à intérêt fut encore accordée par le pouvoir royal à deux classes d'individus : les Juifs et les Lombards.

Les Juifs. — C'est une étude très curieuse que celle de la condition des Juifs dans notre ancien droit : sans entrer dans de longs développements sur cette question, constatons à leur égard deux phénomènes. Profondément méprisé par les populations, le Juif n'appartenait à aucune caste sociale, c'était une sorte d'épave, propriété du seigneur sur la terre duquel il s'était fixé. Il trouvait toutefois une compensation dans le trafic de l'argent : le prêt à intérêt que la loi de Moïse lui permettait, comme nous l'avons vu de pratiquer vis-à-vis des étrangers, fit de lui le banquier universel.

« On connaît, dit M. d'Avenel (1), la législation
« spéciale et incohérente appliquée pendant quatre
« cents ans par les princes de l'Europe aux
« tristes banquiers de leurs états, Juifs et Lom-
« bards, traités tantôt comme des vaches à lait
« qu'on nourrit à discrétion pour qu'elles rendent
« davantage, tantôt comme des ennemis de la
« paix publique que l'on rançonne et que l'on

1. D'Avenel, *Histoire économique de la propriété, des salaires, des denrées et de tous les prix en général*, 1894, t. I, p. 77.

« détruit. Tolérés, expulsés, rappelés, ces instru-
« ments odieux et nécessaires du crédit demeurent
« dans le monde civilisé du xii^e au xvi^e siècles,
« comme l'oiseau sur la branche — oiseaux à demi
« sauvages sur des branches à moitié pourries —
« vont, viennent, dressent ou replient leurs tables
« de changeur sur les places des villes, ouvrent
« ou ferment leurs échoppes selon les besoins et
« les caprices des potentats et des foules.

« Tantôt l'Etat allongeait, en faveur des Lom-
« bards, la durée légale de validité des dettes con-
« tractées auprès d'eux, en rendait la prescription
« plus difficile ; les officialités ecclésiastiques
« mettaient aussi leurs foudres à la disposition
« des usuriers, lançaient des formules d'*injonc-*
« *tion* pour forcer les débiteurs à s'acquitter en-
« vers ces infidèles. Tantôt les gouvernements
« condamnaient à l'exil perpétuel les tribus hé-
« braïques, et la juiverie de chaque cité — hom-
« mes, femmes, enfants et bagages — déguerpis-
« sait tristement par terre ou par eau, à la
« recherche d'un lieu plus hospitalier ».

On comprend facilement que sous un pareil régime le taux de l'intérêt devait s'élever en proportion des risques que couraient les capitaux et les prêteurs eux-mêmes et les chiffres énormes, auxquels ce taux était fixé légalement, ne semblent pas aussi surprenants.

Sous Philippe-Auguste les juifs enrichis par l'usure étaient, au dire de Rigord, propriétaires de la moitié de Paris (1), et par un édit de 1182 (2), ce monarque, poussé par l'opinion publique et tenté probablement aussi par leurs trésors, prononça la confiscation de leurs biens et leur expulsion du royaume. Nous les voyons ensuite, à des intervalles rapprochés, successivement rappelés, puis chassés de nouveau. En 1206 (3), ils obtiennent à prix d'argent de rentrer en Champagne et dans le domaine royal et de prêter à intérêt, mais on leur fixa un taux maximum de *deux deniers par livre et par semaine (c'est-à-dire 43 fr. 75 0 0 par an)* (4). Expulsés de nouveau par saint Louis en 1254 (5), ils furent autorisés à rentrer sous Philippe le Hardi son successeur. Philippe le Bel les chassa en 1306, (6) après avoir pris la précaution de les faire rembourser par leurs débiteurs, afin de rendre la confiscation de leurs biens plus profitable au trésor ; Louis le Hutin les

1. Edit. Delaborde, p. 24.

2. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. I, p. 170.

3. Isambert, *op.*, cit., t. I, p. 199.

4. Arbois de Jubainville, *Revue historique du droit français et étranger*, t. IV, p. 418, t. V, p. 521.

5. De Laurière, *Ord. des rois de France de la troisième race*, 1^{er} vol., p. 73.

6. *Ord. du 27 août*, de Laurière, 1^{er} vol., p. 443.

rappela en 1315 (1) : « dès la première année de
« son règne, dit Delamare, il permit aux juifs de
« se rétablir en France ; le temps d'y demeurer fut
« néanmoins limité à treize années. Ils financè-
« rent pour obtenir cette permission 122.500 livres
« dans les coffres du roy et lui cédèrent les $\frac{2}{3}$ de
« ce qui leur était dû en France lorsque le roi son
« père les avait exilés. Il leur fut permis d'exiger
« *douze deniers par livre et par semaine* (260 0/0
« *par an*) » (2).

Chassés quelques années plus tard ils rentrent en 1360 (3) avec l'autorisation de prêter jusqu'à un taux maximum de *quatre deniers par livre et par semaine*, disposition qui fut confirmée par Charles V en 1372 (4). Enfin en 1394 (5) ils sont bannis à perpétuité du royaume par Charles VI : c'est la dernière mesure générale qui fut prise contre eux. Ils rentrèrent peu à peu en France et ils y étaient nombreux lorsque le décret du 27 septembre 1791 leur conféra le titre de citoyens français et les soumit au droit commun en toutes matières supprimant ainsi le régime spécial dont ils avaient été l'objet.

Les Lombards, qui partageaient avec les Israéli-

1. *Ord. du 28 juillet*, de Laurière, 1^{er} vol., p. 595.

2. *Traité de la police*, 2^e édit. 1722, t. I, p. 304.

3. *Ord. de mars 1360*, Isambert, t. V, p. 114.

4. *Ord. du 18 juillet 1372*, de Laurière, 5^e vol., p. 490.

5. *Ord. du 7 septembre 1394*, de Laurière, 7^e vol., p. 675.

tes le mépris populaire, avaient trouvé comme eux une compensation dans le commerce de l'argent : on les désignait sous le nom de *Caoursins*, nom qui leur était attribuée probablement à cause de la ville de *Caorsa* en Piémont (1). Les conciles du xiii^e siècle s'en occupent à diverses reprises et nous trouvons des mesures les concernant dans les ordonnances du xiv^e siècle. On les tolérait et ils obtinrent à prix d'argent le privilège de tenir des banques et de prêter à intérêt : Dumoulin prétend qu'ils en usaient assez largement pour doubler parfois leur capital en trois ou quatre mois (2).

Ce régime arbitraire dura jusqu'au xvr^e siècle. L'autorité religieuse avait admis la légitimité de l'intérêt dans les trois cas *lucrum cessans*, *damnum emergens* et *periculum sortis* et le taux fut dès lors soumis à des règles plus fixes.

Par un édit de mars 1567 Charles IX le fixa au *denier douze* ; Henri IV, craignant de voir ses sujets abandonner le commerce et l'agriculture pour des spéculations faciles et trompeuses le réduisit au *denier seize* en juillet 1601. Il fut encore abaissé au *denier dix-huit* par Louis XIII en mars

1. D'après d'autres auteurs cette expression viendrait de Cahors, ville de France, dont les habitants encouragés par l'exemple de banquiers installés chez eux, se seraient également occupé de banques et en auraient fondé dans les villes voisines.

2. Dumoulin, *Usures*, p. 64.

1634 et au *denier vingt*, c'est-à-dire 5 0/0 par un édit de Louis XIV de décembre 1665 (1).

Sous le règne de Louis XV, sous l'influence du système de Law, l'augmentation factice des capitaux par l'émission du papier amena une baisse considérable du taux de l'intérêt qui fut fixé à 2 0/0 par un édit de mars 1720 (2), qui ne fut pas d'ailleurs enregistré par le Parlement. Il fut successivement ramené au *denier trente*, en juin 1724 et un an après, en juin 1725 (3) au *denier vingt* : ce taux resta en vigueur jusqu'en 1789.

1. Bailleux de Marisy, *Revue des deux mondes* ; livr. du 15 février 1878.

2. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XXI, p. 180.

3. Isambert, *op. cit.* t. XXI, p. 293.

CHAPITRE V

LE TAUX DE L'INTÉRÊT PENDANT LA PÉRIODE INTERMÉDIAIRE.

C'est la loi des 3-12 octobre 1789 qui proclama la validité du prêt à intérêt. La motion présentée par Pétion de Villeneuve était ainsi conçue : « L'Assemblée Nationale considérant que la circulation rapide du numéraire est une source féconde de prospérité, qu'elle anime et vivifie l'agriculture et le commerce ; considérant qu'il importe de rendre plus facile et plus fréquent le prêt à intérêt, ordonne que le prêt à intérêt et à temps sera admis sur simples billets ou contrats dans tout le royaume, et abroge toutes les lois qui pourraient être contraires ».

Pétion de Villeneuve avait conclu non seulement à la légitimité du prêt à intérêt, mais aussi à la liberté absolue du taux. « On peut proposer de rendre l'argent commercable, disait-il, la concurrence en diminuera le prix » et Target ajoutait : « éloignez toute fixation de taux et tenez-vous en aux conventions particulières ». Cette seconde

partie de sa proposition, combattue par l'abbé Maury, fut finalement repoussée et l'Assemblée se prononça en ces termes : « Tous les particuliers, « corps, communautés et gens de mainmorte « pourront à l'avenir prêter de l'argent à terme « fixe, avec stipulation d'intérêt, suivant le taux « déterminé par la loi, sans entendre rien innover « dans les usages des différentes places de com-
« merce ».

Ce texte indique clairement qu'en matière commerciale le taux n'était pas abandonné à la libre détermination des parties, et la jurisprudence considéra comme usuraire toute stipulation d'intérêt faite à un taux supérieur à celui avoué à la Bourse.

En matière civile, le *taux déterminé par la loi* restait celui de 5 0/0 établi par l'édit de 1725, encore en vigueur à cette époque.

Par un décret des 11-16 avril 1793, la convention, pour empêcher le discrédit du papier-monnaie, interdit la vente du numéraire de la République, dans toute l'étendue du territoire français ou occupé par les armées françaises sous peine de six mois de fer (art. 1^{er}). L'or et l'argent disparurent de la circulation et les intérêts s'élevèrent à des taux exorbitants.

Un décret du 6 floréal, an III (25 avril 1795), abrogea ces dispositions et déclara que l'argent

était une marchandise, mais il fut lui-même rapporté peu de temps après, le 2 prairial an III (21 mai 1795), et le commerce de la monnaie métallique fut de nouveau interdit.

Le régime de la liberté fut rétabli par la loi du 5 thermidor, an IV (23 juillet 1796), dont l'article premier est ainsi conçu : « à dater de la publication de la présente loi, chaque citoyen sera libre de contracter, comme bon lui semblera ; les obligations qu'il aura souscrites seront exécutées dans les termes et valeurs stipulés ».

Le but principal de cette loi était évidemment de lever la défense faite par la Convention de stipuler des paiements en numéraire, mais ne devait-elle pas aussi avoir pour effet de faire disparaître les règles limitatives contenues dans la loi de 1789 et de rendre absolue *la liberté du taux de l'intérêt* ?

La jurisprudence a varié sur cette question. Jusqu'en 1809 (1), la Cour de cassation reconnut force de loi aux dispositions de 1789, mais à cette époque elle se prononça pour leur abrogation, reconnaissant ainsi, sous le régime de la loi du 5 thermidor an IV, le principe de la liberté du taux de l'intérêt.

1. Cassation, 3 mai 1809.

CHAPITRE VI

LE TAUX DE L'INTÉRÊT SOUS LE CODE CIVIL.

Nous arrivons aux travaux préparatoires du Code civil.

L'article 34 du projet présenté au Conseil d'Etat par Galli, dans la séance du 7 pluviôse an XII (28 février 1804), concluait à l'établissement d'un taux maximum, que les contractants ne pourraient dépasser. Il était ainsi conçu : « Le taux de l'intérêt est déterminé par des lois particulières ».

« L'intérêt qui aura été stipulé à un taux plus fort sera réduit conformément à la loi. Si l'intérêt a été payé au-dessus du taux légitime, l'excédent sera imputé, année par année, sur le capital qui sera réduit d'autant. Ces dispositions ne s'appliquent pas aux négociations commerciales (1) ».

La rédaction de cet article donna naissance à

1. Fenet, *Recueil complet des travaux préparatoires du Code civil*, t. XIV, p. 429.

une discussion très vive. Elle fut appuyée par Cambacérès, Tronchet et Maleville.

« Il nous suffit, disait ce dernier, de la triste
« expérience que nous avons faite et de ce qui se
« passe chaque jour sous nos yeux, pour savoir
« s'il est bien utile de laisser le taux de l'intérêt
« à l'arbitraire des conventions et de ne pas fixer
« au moins une mesure à ces conventions. A-t-on
« jamais vu en France, l'intérêt porté à un taux
« aussi scandaleux que depuis que la Convention
« a lâché législativement cette déclaration impru-
« dente que l'argent était une marchandise ? On
« a dit que ce sont les circonstances qui font le
« le taux de l'intérêt : c'est une erreur. L'opinant
« vient de parcourir des départements ravagés
« par l'usure, et il a reconnu que le prix excessif
« de l'argent est bien moins l'ouvrage des cir-
« constances que de la cupidité qui abuse des be-
« soins (1). »

Regnaud de Saint-Jean d'Angély, Treilhard et Béranger se firent les défenseurs de la thèse de la liberté du taux de l'intérêt : « Cet article, disait
« Regnaud, décide une question depuis longtemps
« controversée, celle de savoir si la loi doit fixer
« le taux de l'intérêt, et si les particuliers ne peu-
« vent dans leurs stipulations l'élever plus haut.

1. Fenet, t. IV, p. 433.

« L'affirmative a certainement des avantages, mais
« elle n'est pas sans inconvénients. C'en est un,
« d'abord, que de porter une loi qui sera éludée
« au gré des parties, car il serait facile de mas-
« quer la stipulation d'un intérêt excédant le taux
« que la loi aurait fixé. C'est un autre inconvé-
« nient non moins fâcheux que de mettre le sys-
« tème de législation en contradiction avec le
« système administratif, de lier les particuliers
« dans leurs négociations à une règle dont le
« gouvernement sera forcé de s'écarter dans les
« siennes ».

Tronchet proposa une nouvelle rédaction amen-
dée par Treichard et l'article 34 devint l'article 1907
du Code civil ainsi conçu :

« *L'intérêt est légal ou conventionnel. L'intérêt
« légal est fixé par la loi. L'intérêt convention-
« nel peut excéder celui de la loi, toutes les fois
« que la loi ne le prohibe pas. Le taux de l'inté-
« rêt conventionnel doit être fixé par écrit* ».

Cet article porte la trace des luttes dont il a été
l'objet. Il consacre le principe de la liberté en ma-
tière de stipulations d'intérêts, mais par ces mots :
« toutes les fois que la loi ne le prohibe pas », il
accorde une satisfaction aux adversaires de cette
idée en leur faisant espérer une loi future, qui
viendra la restreindre en cas de besoin. C'est en ce
sens que s'exprimait Bouteville, dans son rapport

au Tribunat, au nom de la section de législation, dans la séance du 16 ventôse, an XII. « L'élévation du taux de l'intérêt est un mal, un grand mal. Le taux peu élevé ou très bas de l'intérêt est en quelque sorte le vrai garant de la prospérité publique. Mais en supposant qu'il soit possible de concourir à ce but par une loi qui fixerait un taux au delà duquel la stipulation de l'intérêt serait défendue, n'est-il pas très constant que cette fixation dépend de la situation actuelle d'un Etat ; que la fixation ne pouvant être que relative à l'époque où elle serait faite, le seul soin du Code civil dans lequel une telle loi ne peut trouver sa place est de poser le principe, que c'est à l'œil de l'administrateur de suivre de moment en moment l'état du corps politique dont le bonheur lui est confié, à juger de l'influence possible du remède et du moment où il peut être utilement et sagement employé (1) » ?

La limitation que semblait annoncer l'article 1907, ne tarda pas à se produire ; elle est contenue dans la loi du 3 septembre 1807, dont nous allons étudier les dispositions dans la seconde partie de ce travail. C'est encore cette loi qui nous régit à l'heure actuelle, sauf deux modifications qu'elle a subies : la première par la loi des 19-27

1. Fenet, t. XIV, p. 473.

décembre 1850 sur le délit d'usure, la seconde par la loi du 12 janvier 1886, qui a proclamé la liberté du taux de l'intérêt en matière commerciale.

CHAPITRE VII

LE TAUX DE L'INTÉRÊT DANS LES LÉGISLATIONS ÉTRANGÈRES ACTUELLES.

Avant de passer à l'étude du taux de l'intérêt dans la législation française actuelle, il est nécessaire pour avoir une idée complète de la question de rechercher la solution qui lui est donnée par les législations étrangères. Il ressortira de cette étude comparative un enseignement précieux : nous constaterons que presque tous les peuples, après avoir adopté nos lois, les ont peu à peu modifiées en les améliorant, et qu'ils nous ont dans cette matière, comme dans beaucoup d'autres, devancé dans la voie des réformes, alors que nous sommes encore sous l'empire de dispositions bientôt séculaires.

SECTION I. — Pays dans lesquels le taux de l'intérêt est complètement libre.

§ 1. *Allemagne.*

Sous l'influence du droit canonique, l'Allemagne a longtemps maintenu la prohibition du prêt à intérêt; en 1577 une ordonnance de police impériale l'autorisa, mais sous la forme détournée de l'achat d'une rente et exceptionnellement pour les prêts faits par les juifs. Ce fut la Diète de 1654 qui permit en matière de prêts ordinaires la stipulation d'un intérêt conventionnel au taux de 5 0/0. Le principe était entamé, de nouvelles brèches ne tardèrent pas à se produire; les règles limitatives supprimées successivement en Wurtemberg, dans les villes Hanséatiques, en Saxe, puis en Prusse par la loi du 12 mai 1866, furent abolies pour tous les États allemands par la loi fédérale du 14 novembre 1867. La Bavière abrogea les lois sur l'usure par la loi du 5 décembre 1867.

C'était la liberté complète : toutefois, aux termes de l'article 2 de la loi de 1867, celui qui garantit un taux d'intérêt plus élevé que 6 0/0 par an a le droit d'offrir le remboursement de la dette en prévenant son créancier six mois d'avance à partir

de l'expiration du premier semestre depuis la formation du contrat, et ce nonobstant toutes clauses ou conventions contraires. Le Code pénal de 1870 ne contient aucune disposition concernant l'usure. Cette liberté par trop absolue ayant engendré des abus, des réclamations s'élevèrent de tous côtés, diverses propositions furent faites pour remédier à cette situation et aboutirent à la loi du 24 mai 1880 qui comprend trois articles.

Le premier a pour objet d'intercaler entre les articles 302 et 303 du Code pénal allemand une série de quatre articles aux termes desquels, le fait de profiter de la détresse, de la légèreté ou de l'inexpérience d'un emprunteur pour exiger de lui des avantages pécuniaires dépassant le taux usuel de l'intérêt et se trouvant en disproportion choquante avec le service rendu, est puni d'un emprisonnement de six mois au plus et d'une amende pouvant s'élever à 3.000 marks. Lorsque des moyens détournés ont été employés pour parvenir à la stipulation illicite l'emprisonnement peut être porté à un an et l'amende à 6.000 marks. La cession d'une créance usuraire et le fait d'en poursuivre le recouvrement sont frappés des mêmes peines. Quant à ceux qui font de l'usure un métier ils peuvent être condamnés à un emprisonnement de trois mois au moins et à une amende variant de 100 à 15.000 marks.

L'article 2 complète l'article 350 du Code pénal qui punissait d'une amende de 150 marks au plus, ou des arrêts, les individus exerçant le commerce de prêteurs sur gages ou d'acheteurs à réméré, en cas de contravention aux règlements qui régissent l'exercice de leur profession. Le législateur a cru devoir ajouter une disposition visant spécialement le cas où ces individus prêteraient à un taux dépassant le taux fixé par les lois et règlements.

L'article 3 déclare nuls les contrats usuraires. Le débiteur a droit à la restitution avec les intérêts des avantages pécuniaires payés par lui ou en son nom. La faculté de demander cette restitution se prescrit par cinq ans et le créancier a le droit de son côté de réclamer ce qu'il a fourni en vertu du contrat annulé.

En résumé la loi de 1880 maintenait le principe de la liberté du taux de l'intérêt et se bornait à réprimer les abus qui pourraient être faits de cette liberté. Ce système a été maintenu et renforcé par la loi du 19 juin 1893 dont le résultat essentiel est d'étendre les sanctions édictées par la loi de 1880 à tous contrats ayant le crédit pour objet, à tous actes juridiques dans lesquels sont stipulés des avantages constituant une lésion énorme, mais dans ce dernier cas, s'il y a habitude seulement. La nouvelle loi cherche aussi à entraver certaines

spéculations, notamment les spéculations foncières en soumettant certaines professions à un régime d'autorisation et de surveillance.

Voici d'ailleurs le texte de la loi :

Article I^{er}. (Au Code pénal sont faites les modifications et intercalations qui suivent) :

§ 302, *a*. « Celui qui en abusant des besoins, de la faiblesse d'esprit ou de l'inexpérience d'un autre, dans les conditions d'un prêt, d'un délai de créance, ou de *tout autre contrat bilatéral conclu dans le même but économique.....* »

§ 302, *b*. (Reproduction textuelle de la sanction prévue par l'ancienne loi).

§ 302, *c* (nouveau). Sera puni de la même peine celui qui par métier ou habituellement, dans les conditions d'un acte juridique autre que ceux prévus à l'article 302, *a*, et en abusant des besoins, de la légèreté, ou de l'inexpérience d'un autre, se fait promettre ou procurer, soit à lui-même, soit à un tiers des profits qui excèdent de telle manière la valeur de sa prestation, que, d'après les circonstances de l'acte, ces profits se trouvent en disproportion choquante avec cette prestation.

Article II. La loi du 24 mars 1880 sur l'usure est modifiée comme suit :

Article 3. Les contrats faits en contravention des paragraphes 302. *a*, 302. *b*, et 302 *c* sont nuls. Tous les profits usuraires doivent être restitués.

Article 4. (nouveau). Celui qui se livre par métier aux affaires d'argent et de crédit, doit faire chaque année le compte de toute personne qui, dans le cours de l'année, a conclu avec lui une affaire de cette nature et est devenue de ce chef son débiteur et communiquer à ce débiteur et dans les trois mois de la clôture de l'année un extrait écrit de ce compte, portant et le total et la cause de l'obligation.

Celui qui se sera soustrait volontairement à cette obligation sera puni d'une amende jusqu'à 500 marks ou d'arrêt et perdra le droit aux intérêts de l'année écoulée pour les affaires qui devaient être portées à l'extrait.

Ces dispositions ne s'appliquent pas :

1° Quand la dette ne résulte que d'une seule affaire conclue pendant l'année, sur l'existence et le montant de laquelle le débiteur a reçu une communication écrite.

2° Aux banques publiques, banques d'émission, banques de crédit foncier ou banques hypothécaires par actions, établissements publics de prêts, caisses d'épargnes, sociétés enregistrées quand il ne s'agit que d'affaires conclues avec leurs membres.

Article III. Le paragraphe 3, alinéa 1^{er} de l'article 35 de la loi industrielle, est modifiée comme suit : « il en est de même de ceux qui exercent l'in-

dustrie habituelle du placement du bétail (location), du commerce du bétail ou des fonds de terre (1).

Tel est le dernier état de la législation allemande (2).

§ 2. *Autriche-Hongrie.*

Le taux de l'intérêt est aujourd'hui régi en Autriche par la loi du 14 juin 1868, qui a abrogé les dispositions restrictives antérieures. Mais, de même qu'en Allemagne, la nécessité se fit bientôt sentir de chercher en dehors de la limitation du taux de l'intérêt des mesures de protection pour les emprunteurs.

1. La loi industrielle prévoit l'interdiction de l'exercice de certaines industries pour les individus dont la moralité n'est pas suffisante. La loi nouvelle étend cette mesure au commerce des bestiaux et des fonds de terre auxquels se livraient surtout les usuriers.

2. Le nouveau Code civil promulgué le 18 août 1896 et qui entrera en vigueur le 1^{er} janvier 1900, ne contient pas de dispositions nouvelles concernant le taux de l'intérêt. Notons cependant qu'aux termes de l'article 39 de la loi d'introduction, « la loi du 14 novembre 1867 relatives aux intérêts conventionnels est abrogée ». L'article 699 (Liv. II, § 7, titre V), contient les dispositions suivantes : « s'il n'a pas été fixé d'époque de remboursement du prêt, l'échéance dépend de la dénonciation du créancier ou du débiteur. Le délai de dénonciation est de trois mois pour les prêts de plus de 300 marcs et d'un mois pour ceux de moindre valeur.

S'il n'a pas été stipulé d'intérêt, le débiteur est en droit de restituer même sans dénonciation.

En 1875 la Chambre des députés de Galicie invitait le gouvernement à « rechercher et à examiner dans quelle mesure la situation économique alarmante, faite aux petits propriétaires fonciers par suite des dettes excessives qui les obéraient, pourrait être améliorée par des modifications apportées à la législation civile ».

Les paysans Galiciens, trop peu éclairés pour sauvegarder utilement leurs intérêts, avaient été les victimes de spéculateurs sans scrupules ; l'intérêt stipulé était souvent de 50, de 100, de 200, de 500 et même parfois de 1000 pour cent et le nombre des ventes forcées était devenu considérable, de toutes parts s'élevaient des réclamations. C'est de ce mouvement d'opinion qu'est sortie la loi du 19 juillet 1877, spéciale à la Galicie, à la Lodomérie, à la Bukowine et à quelques autres pays, elle ne rétablit en aucune façon le maximum du taux de l'intérêt, mais elle considère et punit comme délit le fait de celui qui dans une opération de crédit abuse de la faiblesse d'esprit de l'emprunteur pour stipuler en sa faveur un avantage exorbitant (art. 1^{er}). Tout en prononçant la nullité de l'acte, le jugement de condamnation accorde à l'emprunteur une juste indemnité pour compenser la privation de jouissance qu'il a eue à subir (art. 2).

Plusieurs assemblées provinciales ayant de-

mandé la généralisation de ces mesures, une circulaire fut adressée par M. Glaser, ministre de la Justice, à tous les agents du gouvernement pour leur demander s'ils jugeaient nécessaire d'étendre à toute l'Autriche la loi du 19 juillet 1877. Les résultats de cette enquête motivèrent les deux lois suivantes :

1^o *La loi du 28 mai 1881*, dont voici l'article 1^{er} :

« Quiconque dans une opération ayant pour but d'accorder ou de proroger un crédit, exploite sciemment la légèreté du débiteur, sa faiblesse d'intelligence, sa situation nécessiteuse, son inexpérience ou son excitation d'esprit, en se faisant promettre ou donner, à lui ou à un tiers, des avantages pécuniaires, qui, par leur exagération sont de nature à causer ou à hâter la ruine de ce débiteur, se rend coupable d'un délit et sera puni d'un emprisonnement de rigueur de un à trois mois et d'une amende de 100 à 300 florins ».

2^o *La loi du 2 mai 1883*, spéciale à la Hongrie, qui déclare punissable « le fait d'exploiter la situation nécessiteuse d'autrui, sa faiblesse ou son inexpérience, en stipulant des avantages qui par leur exagération compromettent la fortune de l'emprunteur ». Il faut toutefois que le taux stipulé soit supérieur à 8 0/0.

3^o *Russie.*

Jusqu'en 1879, le taux de l'intérêt en matière civile ne devait pas excéder 6 0/0 sous peine, la première fois, d'une amende qui ne pouvait dépasser le triple de la somme des intérêts usu-raires ; la seconde fois, outre ladite amende, de trois semaines à trois mois d'arrêts ; la troisième fois, toujours en sus de l'amende, d'un emprisonnement de huit mois à un an et quatre mois.

En 1863, le chef de la deuxième section de la chambre privée de l'Empereur proposa d'abandonner la fixation du taux de l'intérêt à la volonté des contractants. La proposition resta en suspens pendant une quinzaine d'années ; elle a abouti enfin le 6 mars 1879, à une décision du conseil de l'Empire sanctionnée par l'Empereur.

D'après l'article 1^{er} de cette décision, il est permis de stipuler des intérêts pour toute espèce de prêts et le taux en est abandonné à l'appréciation des parties. Il est toutefois nécessaire que le taux soit précisé dans le titre remis par le débiteur au créancier (art. 2) ; le débiteur a de plus le droit, dans tout prêt stipulant un intérêt supérieur au taux légal de 6 0/0, de rembourser le capital moyennant un avertissement écrit et préalable de 3 mois (art. 3).

Toutefois pour remédier aux abus qui pourraient résulter de la liberté absolue du prêt à intérêt, le

ministre de la justice fut invité à soumettre au conseil de l'Empire un projet de loi pour réprimer les prêts considérés comme usuraires. L'assemblée générale du conseil de l'Empire, délibérant sur le projet du ministre de la justice, a décidé à l'unanimité qu'il était nécessaire de poursuivre l'usure et a adopté les dispositions suivantes approuvées par S. M. l'Empereur *le 24 mai 1893*.

I. Ceux qui font profession de prêter aux habitants de la campagne : 1° du blé ou d'autres aliments, ou bien : 2° de l'argent, moyennant remboursement de cette dette pécuniaire totalement ou partiellement en blé, aliments ou travail, s'ils ont profité de la situation malheureuse de l'emprunteur pour lui imposer des conditions dures et non conformes aux usages locaux, encourent : la première fois, des arrêts pour une durée de trois mois au plus ; en cas de récidive un emprisonnement de un à six mois.

La transaction conclue dans ces conditions étant usuraire est réputée nulle, mais le créancier n'est pas privé de son droit de recouvrer le blé, les aliments ou l'argent qu'il a effectivement fournis, déduction faite de ce qu'il a déjà reçu.

II. La section IV du chapitre XIII du Code des peines infligées par les juges de paix, doit être complétée par les dispositions suivantes :

Art. 180. Tout prêt d'argent à un taux exces-

sif, ou sous condition d'un dédit excessif : 1° si l'emprunteur a été contraint par une nécessité connue du prêteur d'accepter des conditions d'emprunt onéreuses et dures dans leurs conséquences, ou ; 2° Si quelqu'un faisant profession de prêter, a déguisé de quelque manière des intérêts excessifs, par exemple, en comprenant les intérêts dans le capital, ou sous forme, soit de droits de garde, soit de dédit, etc... ; cet acte usuraire entraîne pour le coupable un emprisonnement d'une durée de deux mois à un an et quatre mois et, en outre, suivant l'appréciation du tribunal, une amende jusqu'à 300 roubles.

Est puni de la même peine, celui qui a acquis une créance, dont il connaît le caractère usuraire, et en réclame l'exécution, ou en reçoit le paiement. La créance usuraire est réputée nulle, mais le créancier n'est pas privé de son droit de recouvrer le capital qu'il a effectivement versé, déduction faite des paiements reçus.

L'intérêt ne dépassant pas 12 0/0 par an, n'est pas considéré comme excessif.

III. L'article 202 du Code pénal est rédigé ainsi qu'il suit : les tenanciers de caisses de prêt ou leurs commis, qui se sont approprié ou ont dilapidé l'objet laissé en gage, ou en ont concédé l'usage à autrui, ou bien ont fait de l'usure, encourent les peines fixées pour ces actes criminels, (Code des

peines infligées par les juges de paix, articles 173 à 177 ; Code pénal, article 1681, 1682 et 1707), et en outre sont privés pour toujours du droit de tenir des caisses de prêt.

IV. La troisième partie de l'article 1688 du Code pénal est rédigée ainsi qu'il suit : « mais si le coupable, pour atteindre son but, a usurpé la qualité de fonctionnaire d'Etat ou public, ou bien a rédigé ou employé sciemment un document ou un papier de commerce reconnus faux, ou a commis un faux quelconque, ou à l'aide de boissons alcooliques ou autres, ou par des moyens quelconques, a réduit sa victime à l'inconscience ou, recourant aux promesses ou assurances fausses a profité de l'absence chez sa victime d'une compréhension claire de la nature et de la portée de l'obligation qu'elle contracte, encourt :

La perte de tous les droits spéciaux personnels et inhérents à la classe à laquelle il appartient et la déportation en Sibérie ou l'incorporation dans les compagnies disciplinaires, conformément à l'article 31 du Code pénal (peine du 5^e degré). »

V. La section II du chapitre V de la division XII du Code pénal est complétée ainsi qu'il suit :

Art. 1707. Les coupables avec récidive des actes criminels prévus à l'article 180 du Code des peines infligées par les juges de paix, ou qui en font une profession encourent :

La perte de tous les droits spéciaux, personnels et inhérents à la classe à laquelle ils appartiennent et la déportation dans une des provinces éloignées, sauf la Sibérie, ou l'emprisonnement conformément à l'article 33 du Code pénal (peines du 1^{er} ou 2^e degré).

La créance usuraire est réputée nulle, mais le créancier n'est pas privé de son droit de récupérer le capital qu'il a effectivement avancé, sous déduction des paiements reçus.

§ 4. *Angleterre.*

La stipulation d'intérêts avait été autorisée et réglementée en Angleterre dès le xvi^e siècle ; le taux avait été fixé successivement à 10 0/0 sous Henri VIII et Elisabeth, à 8 0/0 sous Jacques I^{er}, à 6 0/0 sous Charles II et à 5 0/0 sous la reine Anne. Ce fut le dernier taux maximum, mais l'abrogation du système restrictif se fit d'une manière progressive et prudente. La liberté fut d'abord proclamée en matière commerciale par une loi de 1833, qui n'était que provisoire et ne devint loi du Royaume que vingt ans après en 1853. En 1841 la liberté du taux fut accordée partiellement en matière civile ; les prêts inférieurs à dix livres sterling, ou garantis par une hypothèque, restaient soumis à la limitation.

Enfin en 1854, sur la proposition de lord Gladstone, le Parlement consacra d'une façon générale la liberté par une loi votée le 10 août, qui dispose dans son article 1^{er}, que « toutes les lois existantes contre l'usure sont abrogées ».

On maintint cependant deux exceptions : 1^o l'une pour les *Pawnbrokers*, ou prêteurs sur gages, qui font en Angleterre l'office de nos Monts-de-Piété et qui ne peuvent dépasser le taux de 10, 15 ou 20 0/0 selon les circonstances ; 2^o l'autre, au cas de condamnation judiciaire à une somme d'argent ; le taux est alors de 4 0/0 en Angleterre et de 5 0/0 en Ecosse.

L'Irlande et l'Ecosse jouissent comme l'Angleterre du régime de la liberté qui a été pour ces pays un véritable bienfait.

« Il serait aussi facile, disait un célèbre économiste, M. Macleod, de faire remonter les fleuves vers leurs sources, que de rétablir les lois sur l'usure. »

§. 5 *Belgique.*

La Belgique avait adopté la loi française de 1807, qui resta en vigueur jusqu'au 5 mai 1865. Déjà en 1860, lors de la revision du Code pénal, la question du taux de l'intérêt avait été mise en discussion ; elle le fut de nouveau en 1865, à propos de la question des banques : « Depuis trente ans,

disait M. Pirmez dans la séance du 22 février, nous avons fait de remarquables progrès; nous nous efforçons de faire tomber les entraves qui arrêtaient l'essor du travail et du commerce, et le projet que nous discutons nous conduira à proclamer une liberté de plus (1) ».

La loi du 5 mai 1865 fut votée par 77 voix contre 2; son article premier est ainsi conçu :

« Le taux de l'intérêt conventionnel est déterminé librement par les parties intéressées ».

Toutefois le Code pénal de 1867 prévient les abus possibles de cette liberté dans son article 494 ainsi conçu :

« Quiconque aura habituellement fourni des valeurs de quelque nature que ce soit, à un taux excédant l'intérêt légal, et en abusant des faiblesses ou des passions de l'emprunteur, sera condamné à un emprisonnement d'un mois à un an et à une amende de 1.000 francs à 10.000 francs, ou à l'une de ces peines seulement ».

Ajoutons qu'une loi du 20 décembre 1890 a abaissé le taux de l'intérêt légal à 4 1/2 pour cent en matière commerciale.

§ 6. *Italie.*

La liberté du taux de l'intérêt fut proclamée dans

1. *Indépendance belge*, des 23, 24 et 25 février 1865.

le royaume de Piémont par la loi du 5 juin 1857, due à l'initiative de M. de Cavour. Cette loi accordait en même temps à l'emprunteur la faculté de rembourser son créancier au bout de cinq ans, quand le loyer de l'argent dépasserait le taux légal fixé à 5 0/0 en matière civile et à 6 0/0 en matière commerciale.

Ces dispositions furent étendues à toute l'Italie par l'article 1831 du Code civil publié le 25 juin 1865 : « croyez-vous, disait M. de Forcade la Roquette, dans son discours au Sénat, que les Italiens s'en trouvent mal ? J'ai consulté sur cette question des hommes très compétents, qui se trouvent dans une haute situation, et l'on m'a raconté ce fait, c'est que, depuis 1857 que la loi n'existe plus, on s'en est trouvé très bien : il paraît même que depuis cette loi, il y a une classe d'industrie qui tend à disparaître, ce sont les usuriers ; parce qu'aujourd'hui on n'est plus obligé de prendre ses précautions contre la loi, on prête à un intérêt moindre ».

§ 7. *Espagne.*

Lors de la revision en 1850 du Code pénal de 1848, on omit volontairement de faire figurer dans la nouvelle rédaction les dispositions relatives à

l'usure. C'était consacrer la liberté du taux de l'intérêt que proclama d'ailleurs peu après la loi du 14 mars 1856, qui exige seulement que la stipulation d'intérêt soit fixée par écrit.

Aux termes de l'article 8 de cette loi, le taux légal est déterminé chaque année par le Conseil d'État.

§ 8. *Suisse.*

La matière des intérêts est régie en Suisse pour partie par le Code fédéral des obligations, et pour partie par le droit cantonal.

Le Code fédéral, après avoir fixé le taux légal à 5 0/0 (art. 83), réserve les droits législatifs des cantons quant aux dispositions à prendre contre les abus en matière d'intérêts conventionnels, et quant aux règles sur les prêts hypothécaires et sur le maximum du taux de l'intérêt licite en cette matière (art. 337).

Il serait trop long d'entrer dans le détail de la législation de chaque canton : disons seulement que la liberté de l'intérêt existe en Suisse dans presque tous les cantons, sauf à Berne et dans deux ou trois autres.

§ 9. *Portugal.*

Le Portugal a admis dès 1833 la liberté du taux de l'intérêt. Aux termes de l'article 1640 du Code civil les parties peuvent le fixer à leur gré.

§ 10. *Hollande.*

La Hollande a également renoncé aux dispositions limitatives qu'elle nous avait empruntées en copiant la loi de 1807.

Par une loi du 28 décembre 1857, elle est revenue aux principes de notre Code civil : « l'intérêt conventionnel peut excéder l'intérêt légal toutes les fois que la loi ne le défend pas ; le taux doit en être fixé par écrit ».

§ 11. *Norvège*

Après avoir renoncé à la réglementation en 1842 la Norvège y était revenue en 1851. La liberté du taux de l'intérêt vient d'y être de nouveau consacrée par la loi du 29 juin 1888, qui abroge les dispositions antérieures concernant l'usure et édicte, dans son article 4, des pénalités contre : « quiconque abuse des besoins, de la légèreté, de

la faiblesse d'esprit, ou de l'inexpérience d'autrui, pour se procurer contre des avances d'argent, ou un délai de paiement, des avantages pécuniaires, en disproportion grave et manifeste avec ce qui est accordé au débiteur... ».

§ 12.

La liberté du taux de l'intérêt existe au *Brésil* depuis la loi du 24 octobre 1822 confirmée par le Code de commerce de 1850, et au *Chili* depuis une loi de 1828. Dans ce dernier pays le taux qui, sous l'influence du système restrictif, s'élevait souvent à 36 0/0 est descendu à 8 ou 10 0/0 depuis que la liberté a été proclamée.

SECTION II. — Pays dans lesquels la liberté du taux de l'intérêt est incomplète ou nulle.

§ 1. *Suède.*

D'après le *Rikeslag* de 1734, qui est encore en vigueur sur ce point, l'intérêt conventionnel ne peut dépasser le taux de 6 0/0 par an, sous peine pour le créancier de perdre tout à la fois l'intérêt et un dixième du capital (titre du commerce, chap. IX, parag. 6).

La liberté existe cependant depuis la loi du 13 septembre 1864, pour les prêts non hypothécaires et consentis pour une durée de moins de six mois.

§ 2. *Danemark.*

En vertu de la loi du 6 avril 1855, le taux de l'intérêt n'est libre que pour les prêts qui ne sont pas garanties par une hypothèque. Dans les prêts hypothécaires, l'intérêt ne peut dépasser le taux légal sans une autorisation du ministre.

§ 3. *Monténégro.*

Le taux de l'intérêt conventionnel est limité à 100/0. La convention qui stipule un taux supérieur n'est pas seulement nulle, elle expose le créancier à une amende de 20 0/0 du capital de la dette. (Code général des biens de 1883 ; traduction Dareste et Rivière, art. 534).

§ 4. *Monaco.*

Une ordonnance du 6 juillet 1877 a maintenu les règles limitatives en élevant toutefois le taux maximum de l'intérêt conventionnel de 5 0/0 à 6 0/0.

§ 5. *Egypte.*

L'intérêt conventionnel ne peut dépasser 12 0/0 d'après les dispositions de l'article 582 du Code civil.

Le taux légal est de 7 0/0 en matière civile et de 9 0/0 en matière commerciale (articles 183 et 184).

§ 6. *Etats-Unis.*

Chaque état à sa législation particulière. La liberté du taux de l'intérêt existe en Californie, dans la Caroline du sud, la Floride, le Maine, le Massachussets, l'état de Névada et le Texas. Il est limité dans les états suivants : New-York, Illinois, Indiana, New-Hampshire et Tennessee.

§ 7. *Canada.*

Le Code civil du Bas-Canada, dans son article 1785, n'apporte pas de limitation au taux de l'intérêt conventionnel en matière civile, sauf exception pour certaines corporations qui sont soumises au taux maximum de 6 0/0, qui est le taux légal.

Pour la Nouvelle-Ecosse un acte du 23 mai 1873 autorise les parties à élever ce taux au moyen de

conventions spéciales jusqu'à 7 0/0, lorsqu'il s'agit d'un prêt garanti sur des propriétés foncières, et jusqu'à 10 0/0, s'il s'agit d'un prêt garanti sur une propriété mobilière, ou par la responsabilité personnelle de l'emprunteur.

Un acte de 1875 a aboli toutes les lois sur l'usure dans la province du Nouveau-Brunswick et déclaré obligatoire le taux convenu entre les parties, sauf pour les banques, qui restent soumises aux lois spéciales qui les régissent.

Par cet examen rapide des législations étrangères nous avons pu constater que presque tous les peuples, et surtout ceux qui occupent le premier rang par leur situation politique et économique, ont admis d'une façon générale et sans restriction le principe de la liberté du taux de l'intérêt. La France seule, avec quelques États d'une importance secondaire, a conservé les règles limitatives ; les prêts commerciaux en sont affranchis depuis la loi du 12 janvier 1886, réforme incomplète, dont nous apprécierons la valeur et la portée dans la troisième partie de ce travail. Pourquoi ne pas l'avoir étendue aux prêts civils ?

Ce qui a paru désirable partout ailleurs, serait-il dangereux pour la France seulement ? La science économique est partout la même, il ne faut pas méconnaître ses enseignements :

« Quand on gouverne un peuple comme le nôtre, disait M. Ollivier, qui est généreux, qui est fier, qui est susceptible sur le point d'honneur, il n'est pas prudent, il n'est pas digne de le condamner toujours à des parallèles, qui, à la longue, lui paraîtraient humiliants » (1).

1. Corps législatif, séance du 27 mars 1865.

SECONDE PARTIE

Législation française actuelle du taux de l'intérêt en matière civile.

La loi du 3 septembre 1807 est due à l'initiative personnelle de Napoléon I^{er}. Trompé par les circonstances, qui jamais n'avaient été plus mauvaises pour essayer de la liberté du taux de l'intérêt, et désolé de voir que le calme et la confiance ne reparaissaient pas assez vite, que les emprunts étaient difficiles et onéreux, l'Empereur crut trouver un remède à cette situation dans l'abaissement et la limitation arbitraire du prix de l'argent. Au moment de se rendre à la séance du Conseil d'Etat, où la loi devait être présentée, il disait à son ministre des finances, M. Mollien, qui lui avait souvent exprimé son opinion sur les lois usuraires, qu'il considérait comme inefficaces et dangereuses : « Je vais faire discuter une loi qui n'est pas dans le goût de vous autres, idéologues, car elle doit déclarer usuraire tout intérêt qui excède 5 0/0 ».

Lors de la discussion devant le corps législatif, l'orateur du gouvernement, le tribun Jaubert, s'exprima en ces termes :

« Le Code laissait toute liberté dans les stipulations, seulement il déclarait que la fixation de l'intérêt restait dans le domaine du législateur. Cette sage circonspection s'explique par les circonstances où nous étions alors. Sans doute le germe de toute amélioration existait le 18 brumaire, mais toutes les traces des anciens malheurs n'avaient encore pu être effacées. Le Code civil a donc fait tout ce qu'il était possible, dans les circonstances où il a paru. Ajoutons que le Code qui ne doit contenir que des règles éternelles, ne pouvait pas non plus fixer le taux de l'intérêt qui est variable de sa nature, et qu'il suffisait de le laisser dans le domaine de la loi. Le temps est venu où il s'agit d'examiner si cette fixation est nécessaire. Il suffit pour le décider de jeter les yeux sur les maux qu'a produits et que produit encore l'arbitraire de ces stipulations. N'avez-vous pas vu naguère encore, au grand scandale des mœurs, des tourbes d'hommes, jadis voués aux travaux de l'agriculture, aux arts et aux professions libérales, aux métiers, se précipiter avec fureur dans les gouffres de l'agiotage ! »

Le projet fut adopté par 226 voix contre 23.

La loi du 3 septembre 1807 comprend cinq articles, dont voici l'énumération :

Art. 1. L'intérêt conventionnel ne pourra excéder en matière civile, cinq pour cent, ni en matière de commerce, six pour cent ; le tout sans retenue.

Art. 2. L'intérêt légal sera en matière civile de cinq pour cent, et en matière de commerce de six pour cent, aussi sans retenue.

Art. 3. Lorsqu'il sera prouvé que le prêt conventionnel a été fait à un taux excédant celui qui est fixé par l'article 1^{er}, le prêteur sera condamné par le tribunal saisi de la contestation à restituer cet excédent, s'il l'a reçu, ou à en souffrir la réduction sur le principal de la créance, et pourra même être renvoyé, s'il y a lieu, devant le tribunal correctionnel pour y être jugé conformément à l'article suivant.

Art. 4. Tout individu, qui sera prévenu de se livrer habituellement à l'usure, sera traduit devant le tribunal correctionnel et en cas de conviction condamné à une amende qui ne pourra excéder la moitié des capitaux qu'il aura prêtés à usure. S'il résulte de la procédure qu'il y a eu escroquerie de la part du prêteur, il sera condamné, outre l'amende ci-dessus, à un emprisonnement qui ne pourra excéder deux ans.

Art. 5. Il n'est rien innové aux stipulations d'intérêts par contrats ou autres actes faits jusqu'au jour de la publication de la présente loi.

Avant de passer à l'étude approfondie des dispositions restrictives du taux de l'intérêt conventionnel, il est utile de présenter quelques courtes observations sur la retenue dont parle l'article 1^{er}, ainsi que sur les dispositions transitoires de la loi (art. 5), et sur son application aux prêts consentis à l'étranger.

Qu'est-ce que la retenue ? — L'article 1^{er} après avoir fixé le taux de l'intérêt à 5 0/0 en matière civile et à 6 0/0 en matière commerciale, ajoute : « le tout sans retenue ». Quel est le sens de cette expression ?

Elle fait allusion, en l'abolissant, à un droit qui avait été accordé dans notre ancienne législation aux débiteurs de rentes, et aux emprunteurs, dans les cas exceptionnels où le prêt à intérêt était permis. Ils étaient autorisés, comme le dit Pothier « lorsque le roi pour les besoins de l'Etat jugeait à propos de lever pendant un certain temps le dixième ou le vingtième des revenus de ses sujets, à retenir et faire déduction à leurs créanciers des dixième et vingtième des arrérages de rentes qu'ils devaient, courus pendant le temps que doit durer l'imposition.

La raison est que le créancier doit au roi le dixième ou le vingtième du revenu de tous ses biens et par conséquent de la rente qui lui est due ; d'un autre côté les revenus des biens du débiteur

de la rente ne doivent s'estimer que sous la déduction des rentes dont ils sont chargés. Ainsi, lorsque le débiteur a payé au roi le dixième ou le vingtième du revenu de ses biens, sans que le roi lui ait fait déduction du dixième ou vingtième des rentes dont ses biens sont chargés, ce débiteur se trouve avoir payé le dixième ou vingtième des dites rentes pour et en acquit des créanciers auxquels il les doit, et il est par conséquent fondé à les retenir et à en faire déduction auxdits créanciers sur les arrérages qu'il leur doit » (1).

Le prêteur qui mettait à la charge de l'emprunteur le paiement des impositions augmentait d'autant le taux des arrérages ou des intérêts, cette stipulation était considérée comme un moyen indirect d'excéder le taux légitime et constituait un délit d'usure.

C'est au XVIII^e siècle que l'on voit apparaître l'impôt du dixième sur le revenu. Etabli par une déclaration de Louis XIV, du 14 octobre 1710 (2), à l'occasion de la guerre de la succession d'Espagne, il devait être supprimé trois ans après la conclusion de la paix, mais il fut en réalité perçu jusqu'en 1717. Nous le retrouvons en 1733 (3) : pendant la guerre

1. Pothier, *Traité du contrat de constitution de rente*, n. 425.

2. Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XX, p. 558.

3. Is., t. XXI, p. 380.

de Pologne il fut perçu pendant quatre ans et en 1749 (1), il fut supprimé définitivement pour faire place à *l'imposition du vingtième de tous les biens et revenus*. Ce dernier impôt subsista jusqu'à la loi du 22 novembre et 1^{er} décembre 1790, qui a établi la contribution foncière.

La loi du 3 septembre 1807 déclare que la non retenue est de droit pour l'intérêt conventionnel comme pour l'intérêt légal. La clause qui tendrait à faire supporter à l'emprunteur tout impôt ou contribution mis ou à mettre sur le revenu serait usuraire, si l'intérêt augmenté de l'impôt formait un taux supérieur à 5 0/0.

Dispositions transitoires. — La loi de 1807 ne dispose que pour l'avenir et reste complètement étrangère aux conventions passées antérieurement à sa promulgation. C'est ainsi qu'un prêt ayant été consenti pour cinq ans au taux de huit pour cent le 1^{er} juillet 1805, les intérêts auront été dus à ce taux jusqu'au 1^{er} juillet 1810, nonobstant les dispositions législatives, qui avaient rétabli le taux maximum de 5 0/0. Mais le droit du prêteur était évidemment limité par les termes et pour la durée de la convention. Si le prêt avait été consenti pour un temps illimité, jusqu'à parfait paiement, par exemple, les intérêts auraient été dus au taux de

1. Is., t. XXII, p. 223.

8 0/0 jusqu'au jour où le capital aurait été intégralement rendu ; mais si, la somme ayant été stipulée remboursable à une époque déterminée, au bout de dix années par exemple, elle ne l'avait pas été à cette date, soit en vertu du consentement tacite du prêteur, soit par suite d'une prorogation expresse de délai, l'emprunteur aurait-il pu la conserver aux mêmes conditions ? Evidemment non : on se serait trouvé en présence d'une convention nouvelle, qui, prenant la place de la première, aurait dû être conforme aux règles limitatives en vigueur à l'époque où elle aurait pris naissance et le prêteur n'aurait eu droit qu'aux intérêts calculés à 5 0/0.

Prêts consentis à l'étranger. « Après avoir examiné l'effet de la loi dans le temps, examinons maintenant son effet dans l'espace (1) ». Quel doit être le sort d'une stipulation d'intérêt faite en pays étranger, à un taux excédant l'intérêt licite en France, lorsque l'exécution en est poursuivie devant les tribunaux français ?

La jurisprudence et la majorité des auteurs se prononcent en faveur de l'application de la loi du lieu où a été passé le contrat (2). M. Duvergier a

1. Guillouard, *op. cit.*, p. 183, n. 142.

2. Bordeaux, 26 janvier 1831, Sirey, 31, II, 178 ; Cass., 10 juin 1857, Sirey, 59, I, 751 ; Bourges, 6 mars 1860, Sirey, 60, II, 621 ; Bordeaux 22 août 1865, Sirey, 66, II, 217 ; Bastia, 19

combattu cette solution : il a soutenu que les lois limitatives du taux de l'intérêt intéressent l'ordre public et les bonnes mœurs et qu'en conséquence les parties n'ont pas le droit d'y déroger par des conventions particulières : « Ne serait-il pas absurde, dit-il, d'accorder aux conventions qui auraient été arrêtées en pays étranger, une protection qu'on refuserait à celles qui se seraient formées sur le territoire français ? Les unes et les autres présentent les mêmes inconvénients, elles doivent être l'objet d'une égale réprobation. » (1).

M. Duvergier se méprend sur le caractère du prêt à intérêt : l'intérêt de l'argent est une valeur absolument relative représentant à la fois les risques courus par le prêteur, les profits dont il se prive et les gains que peut trouver l'emprunteur, il est par conséquent soumis à des règles qui varient suivant les circonstances et les pays. Le taux maximum de 5 0/0, qui est considéré en France comme une loi d'ordre public, peut ne pas répondre aux conditions économiques d'un pays voisin. Ce principe est tellement vrai que notre législation elle-même l'a sanctionné : en raison des ris-

mars 1866, Sirey, 66, II, 255 ; Chambéry, 12 février 1869, Sirey, 70, II, 9. — Voir en ce sens : Proudhon, *Droit civil*, t. I, p. 153 ; Troplong, *Du Prêt*, n. 359 ; Pont, *Des Petits Contrats* t. I, n. 270. p. 126 ; Aubry et Rau, IV, § 396, p. 607.

1. Duvergier, *Du Prêt*, n. 313. *Sic*, Garnier, *De l'usure*, n. 73, Bertauld, *Questions pratiques et doctrinales*, I, n. 49. 52.

ques plus grands que courent les capitaux dans les colonies, les parties sont autorisées à y stipuler des intérêts plus élevés que le taux fixé par la loi de 1807, qui ne s'applique qu'à la France continentale.

Il en résulte que, si deux personnes, même françaises, ont passé dans un pays étranger un contrat de prêt licite d'après les lois de ce pays, ce contrat est valable et devra être reconnu tel par les tribunaux français auxquels les parties pourront s'adresser pour son exécution. Il importe cependant de faire une remarque : s'il était prouvé que les parties contractantes s'étaient rendus à l'étranger uniquement pour y contracter un prêt à intérêt en fraude à la loi française — hypothèse d'ailleurs invraisemblable — les tribunaux devraient se refuser à en reconnaître la validité « *fraus omnia corrumpit* ». Comme le dit très justement la Cour de Bastia : « les juges ont toujours la faculté et le moyen de rechercher et de punir la fraude » (1).

Ces préliminaires étant posés, nous allons étudier la nature et l'étendue des dispositions restrictives de la loi de 1807 et les sanctions qui en garantissent l'exécution.

1. Bastia, arrêt précité du 19 mars 1866.

CHAPITRE PREMIER

LIMITATION DU TAUX DE L'INTÉRÊT EN MATIÈRE CIVILE.

« L'intérêt conventionnel ne pourra excéder en matière civile 5 0/0. »

L'article premier de la loi du 3 septembre 1807, contient donc l'abrogation du premier alinéa de l'article 1907 du Code civil. Il retire aux parties le droit de fixer à leur gré le taux de l'intérêt en établissant un taux maximum qu'elles ne peuvent dépasser.

Cette disposition consacre une exception au principe de la liberté des conventions et doit en conséquence recevoir une interprétation restrictive : pour déterminer exactement son champ d'application nous allons rechercher quels sont les contrats soumis à ses prohibitions et quels sont ceux qui leur échappent.

SECTION I. — Contrats soumis à la limitation.

1° Il est bien certain tout d'abord que la limitation vise uniquement les intérêts dus en vertu

d'un prêt. Ce sont les emprunteurs seuls que la loi de 1807 a voulu protéger : la limitation a succédé à la prohibition absolue de l'intérêt, qui, dans l'ancien droit n'existait qu'en matière de prêt. « Ce n'est que dans le contrat de prêt, disait Pothier (1), que se commet l'usure proprement dite, les autres contrats sont bien susceptibles de différentes injustices, et, en général, dans tous les contrats il y a injustice lorsque l'une des parties exige de l'autre plus que le juste équivalent de ce que par le contrat elle lui a donné, ou s'est obligé de lui donner, et ces espèces d'injustices qui se commettent dans les autres contrats sont aussi quelquefois dans un sens impropre, *lato et improprio sensu*, appelées usures. Mais l'usure proprement dite, qui est celle dont nous traitons, ne se commet que dans le contrat de prêt ; c'est ce qui résulte de la définition que nous en avons donnée : « *lucrum ex mutuo exactum* ».

L'article 1907 paraît bien spécial au prêt et c'est uniquement pour ce contrat qu'il laisse prévoir une réforme législative. Lorsque cette réforme fut accomplie par la loi de 1807, nous voyons que le contrat de prêt est seul mentionné dans ses dispositions. L'intention du législateur paraît donc bien certaine.

1. Pothier, *Traité de l'usure*, n. 88.

Reisenthel

L'opinion contraire a pourtant été soutenue (1). Ses partisans, généralisant l'application de l'article 1^{er} de la loi de 1807, ont prétendu que la limitation n'était pas écrite uniquement en vue du prêt, mais qu'elle s'appliquait à tous les contrats. L'article 1^{er} de la loi, disent-ils, parle de l'intérêt conventionnel en général et l'article 3, en s'occupant du prêt, ne contredit en rien ce principe, car il était naturel, pour en faire l'application, de citer le contrat où l'on rencontre le plus fréquemment des stipulations d'intérêts. La fixation d'un taux maximum étant d'ailleurs une mesure de protection en faveur du débiteur, il est juste que la loi le lui accorde dans tous les cas où il peut subir les prétentions exagérées de son créancier, quel que soit le titre qui donne naissance à la créance, que ce soit un prêt, une vente, ou tout autre contrat.

M. Guillouard, qui dans son traité de la vente (2) s'était rallié à cette opinion, l'a abandonnée depuis ; voici comment il s'explique à ce sujet dans son traité du prêt (3) : « L'examen nouveau que nous venons de faire de la question nous amène à

1. Duvergier et Toullier, *Prêt*, n. 280 ; Colmet de Santerre, t. VII ; § 97 bis ; Laurent, t. XXIV, n. 332. — Petit, *De l'usure*, p. 53 et s.

2. Guillouard, *Traité de la vente*, t. II, n. 562.

3. Guillouard, *Traité du Prêt*, n. 156.

changer d'opinion. Les mots « *intérêt conventionnel* » de l'article 1^{er} de la loi du 3 septembre 1807 sont employés en opposition avec les mots « *intérêt légal* » de l'article 2 et n'ont nullement pour but d'atteindre les conventions autres que le prêt, comme le prouvent à la fois ces expressions de l'article 3 le « *prêt conventionnel* » et la corrélation de cette loi avec l'article 1907. Au point de vue des motifs de la loi, comme nul n'est jamais obligé d'acheter tandis qu'on peut être obligé d'emprunter, il y avait une raison de distinguer entre le prêt et la vente.

D'ailleurs, et ceci nous paraît déterminant, les parties sont libres de fixer comme bon leur semble le prix de la vente et l'élévation des intérêts au-dessus de cinq pour cent ne constitue qu'un mode de détermination du prix, qui sera d'autant moins élevé que les intérêts le seront davantage.

Il en sera de même en matière de constitution de dot, où le constituant peut s'obliger à payer les intérêts de la dot, dont il ne remet pas le capital, au-dessus de cinq pour cent, ou en matière de legs, où le testateur peut imposer au débiteur d'un legs particulier, héritier ou légataire universel, de payer les intérêts de ce legs au-dessus du taux légal ».

Nous avons cru devoir reproduire intégralement

ce passage, qui constitue le meilleur exposé du système que nous avons adopté.

Ici se présente une autre difficulté : les dispositions de la loi de 1807 doivent-elles s'appliquer à la constitution de rente en perpétuel ? M. Favard de Langlade (1) a soutenu que non en se basant sur ce que la loi de 1807 ne parle que du prêt à intérêt et non du contrat de constitution de rente, où, le capital étant aliéné, le prêteur a définitivement renoncé au droit d'en exiger le remboursement.

Il s'appuie sur l'édit de février 1770, qui, en fixant les intérêts au denier vingt, avait ajouté « nous n'entendons rien innover aux contrats de constitution, ni aux billets portant promesse de passer contrat de constitution », et il ajoute que le Code civil a clairement confirmé cette distinction en classant à part ces deux contrats par les articles 1905, 1907 et 1909.

Cette opinion est généralement repoussée (2). Il paraît difficile d'établir une distinction entre le prêt et la constitution de rente. Le Code civil semble bien considérer ce contrat comme une simple variété du prêt ; il suffit de se rappeler les

1. *Répertoire*, Intérêts, n. 7.

2. Duranton, t. XVII, n. 603 ; Petit, p. 99 et 391 ; Duvergier, *Du Prêt*, n. 326 et 327 ; Troplong, *Du Prêt*, n. 446 ; Pont, *Des petits contrats*, n. 328 ; Aubry et Rau, t. IV, § 396, texte et note 31, p. 608 ; Guillouard, n. 153.

termes de l'article 1909 « le prêt prend le nom de constitution de rente, quand le prêteur s'est interdit d'exiger le capital », dans l'article 1912 nous retrouvons également le mot prêteur. Si le législateur avait voulu exempter de ses limitations la constitution de rente, il aurait certainement rappelé dans la loi de 1807 l'édit de 1770 dont M. Favard tire argument : cet oubli est significatif. Ce serait d'ailleurs laisser aux usuriers un moyen trop facile d'échapper aux prohibitions légales : ils pourraient stipuler le taux de la rente à cinquante pour cent et même au delà, plaçant ainsi leurs exactions sous la protection de la loi. La faculté de rachat serait un remède insuffisant pour permettre à l'emprunteur de se libérer d'un intérêt ruineux, puisqu'aux termes de l'article 1911, le créancier peut stipuler que le remboursement n'aura pas lieu avant dix ans.

La constitution de rente est donc soumise aux mêmes restrictions que le prêt à intérêt et les applications que nous allons faire du principe la concernent également : nous verrons toutefois qu'il y a lieu de faire une exception pour le contrat de rente viagère.

2° Nous venons de voir que la loi de 1807 avait été rédigée spécialement et uniquement en vue des prêts d'argent. Mais pour être efficaces il faut que ses dispositions puissent atteindre dans les con-

trats de prêts, non seulement les stipulations directes d'intérêts excessifs, mais encore toutes les combinaisons, tous les procédés employés pour procurer au prêteur des avantages usuraires.

Les usuriers connaissent trop bien les sanctions qui les menacent, tant au point de vue civil qu'au point de vue pénal, pour exiger ouvertement un intérêt supérieur au taux licite, ils préfèrent dissimuler leurs prétentions sous l'un des nombreux déguisements que la pratique a suggérés à la fraude. Les tribunaux ont pour mission de les découvrir et de les démasquer : nous allons constater que ce n'est pas toujours chose facile.

A. Un des moyens les plus usités pour cacher un prêt usuraire, consiste à faire souscrire à l'emprunteur un *billet énonçant une somme supérieure* au capital prêté. Vous me prêtez, par exemple, cent francs, je vous signe une reconnaissance de cent vingt francs, ce qui fait un intérêt à 20 0/0.

Ce procédé est très simple et en même temps très sûr, car il est ici presque impossible de faire la preuve de l'usure. C'est ainsi que des usuriers audacieux exercent leur commerce au vu et au su de tous, déjouent les investigations de la justice et réalisent d'énormes bénéfices sans qu'on puisse songer à les inquiéter.

B. On a souvent recours à un autre procédé, connu sous le nom de prélèvement des *intérêts en*

dedans. Il consiste à retenir l'intérêt sur le capital au moment du prêt : c'est à vrai dire l'application de l'escompte au prêt civil (1). Je vous emprunte mille francs au taux de 5 0/0 pour un an, au lieu de me verser intégralement cette somme, vous en prélevez l'intérêt et je ne touche que 950 francs. En vous remboursant mille francs à l'expiration du terme, je suis victime d'une opération usuraire : en effet, je vous ai payé l'intérêt d'une somme de cinquante francs que je n'ai pas reçue, et de votre côté, vous avez bénéficié en plus de l'intérêt de cette somme que vous avez retenu.

La doctrine et la jurisprudence sont d'accord pour condamner cette convention, et il a été jugé que l'intérêt pris en dedans est usuraire alors même qu'il ne dépasse pas cinq pour cent en matière civile (2).

C. Il faut voir aussi une perception usuraire dans le calcul de l'intérêt établi sur une année de 360 jours. L'origine de cet usage se trouve dans une loi du 18 frimaire, an III : « La Convention nationale décrète que l'intérêt annuel des capitaux sera compté par et pour trois cent soixante jours

1. Paul Pont, n. 292, p. 137.

2. Duvergier, *Du Prêt*, n. 299 ; Aubry et Rau, t. IV, p. 611, § 396, texte et note 46 ; Guillouard, n. 159. — Agen, 12 mai 1853, Dalloz, 54, II, 181 ; Cassation, 26 mai 1855, Dalloz, 55, I, 264 ; Limoges, 25 juillet 1865, Dalloz, 65, II, 207 ; Cassation, 28 juin 1876, Dalloz, 76, I, 385.

seulement. Il n'aura point de cours pendant les sans-culottides ».

Le préjudice causé à l'emprunteur n'est évidemment pas ici très considérable, et ce calcul a l'avantage de faciliter beaucoup le règlement des comptes. Cet usage est courant chez les banquiers, il ne faut pourtant pas hésiter à le proscrire dans les prêts civils, car il impose au débiteur un intérêt supérieur à 5 0/0 (1).

D. Une question très délicate et très discutée est celle de savoir si, en matière civile, le prêteur a le droit de stipuler, en sus de l'intérêt, une perception supplémentaire, une commission, à raison des démarches qu'il a pu faire pour se procurer les capitaux qu'il a remis à l'emprunteur. Je vous prête par exemple mille francs à 5 0/0 et je vous réclame une commission de 2 0/0, ce qui porte à 7 0/0 l'intérêt que vous me versez.

Il semble bien qu'on se trouve en présence d'une combinaison usuraire : c'est ce qu'ont proclamé plusieurs décisions de jurisprudence et notamment un arrêt de la Cour d'Agen du 19 juillet 1854 (2) ainsi motivé : « Considérant que si les

1. Aubry et Rau, IV, § 396, texte et note 47, p. 311 ; Guilouard, n. 160, p. 213 ; Pont, *Des Petits contrats*, I, p. 294. — Rouen, 19 juin 1847, Dalloz, 48, II, 120 ; Cass., 20 juin 1848, Dalloz, 48, I, 106 ; Cass., 14 mai 1852, Dalloz, 52, I, 309 ; cass., 4 janvier 1876, Dalloz, 76, I, 337.

2. Agen, 19 juillet 1854, Dalloz, 55, II, 164.

perceptions de droit d'escompte, de commission ou de change, faites en vertu de conventions commerciales réelles et sérieuses, sont autorisées dans une certaine mesure par les usages du commerce, ces perceptions faites en vertu de contrat de prêt, sous quelque forme et à quelque titre que ce soit, ne peuvent excéder le taux de l'intérêt réglé par la loi, sans être entachées d'usure ; qu'il n'y a par suite en matière de prêts civils de commission légitime que celle qui, réunie à la redevance qualifiée d'intérêt, n'excéderait pas cinq pour cent ;

Qu'à ce point de vue il importe peu que la commission soit perçue par un intermédiaire prêtant les fonds d'autrui, ou par le capitaliste prêtant ses propres fonds ; qu'en effet les lois répressives de l'usure sont des lois de protection pour les emprunteurs ; que c'est en vue de ces derniers que l'intérêt a été fixé, que la liberté des conventions a été restreinte ; que par suite, pour apprécier s'il y a usure, il faut envisager non pas le prêteur, mais l'emprunteur, considérer uniquement combien ce dernier a payé, et non pas entre qui s'est divisée la somme payée ;

Que par suite tous ceux qui, sciemment, reçoivent tout ou partie d'une perception supérieure au taux légal, sont co-auteurs d'un fait usuraire ; qu'à l'égard du courtier particulièrement, le seul dont il y ait à s'occuper aujourd'hui, le prétendu man-

dat pour lequel, alors que l'intérêt est déjà de cinq pour cent, il exige un salaire de l'emprunteur à qui il procure des fonds, n'est pas plus autorisé que le consentement dont se prévaudrait le capitaliste pour percevoir six ou sept ;

Qu'il suffît que par les conditions de ce mandat combiné avec les autres conditions du prêt, l'emprunteur soit grevé au delà des limites que la loi a fixées, pour qu'elle répute son consentement imposé par une sorte de contrainte morale, et qu'elle atteigne ceux qui en ont tiré profit ; que ces règles d'application, seules en harmonie avec l'esprit des lois de 1807 et de 1850 peuvent seules en assurer l'utilité pratique ».

Cette thèse indiscutable en principe est ici posée d'une manière trop absolue : « nous croyons, dit M. Guillaouard, que dans certains cas exceptionnels, où il y a l'accomplissement sérieux d'un mandat à côté d'un prêt d'argent que le mandataire a fait réaliser, il peut être dû au mandataire une commission » (1).

Il se trouve qu'ayant besoin d'argent, mais que ne pouvant offrir que des garanties insuffisantes, vous avez échoué dans vos démarches : aucun capitaliste n'a consenti à vous faire une avance de fonds.

1. Guillaouard, *Prêt*, n. 158, p. 211.

Pour vous rendre service et vous tirer d'embaras, je finis par trouver grâce à mon crédit un prêteur qui me demande l'intérêt légal, cinq pour cent : vous m'avez chargé d'un mandat, or, d'après l'article 1986 du Code civil, le mandat peut être salarié, le droit que je vous réclame à titre de commission, ne représente dans l'espèce que la rémunération de mes services et se trouve ainsi parfaitement légitime. En fait vous ne m'avez payé que le taux légal, le supplément perçu trouve sa cause dans le contrat accessoire qui s'est joint au prêt.

Il y a là évidemment une question de fait très délicate à établir : il peut se faire que le prêteur et le mandataire ne soient que deux complices, deux usuriers associés pour prêter au-dessus du taux légal. Il appartient aux tribunaux de rechercher dans les circonstances particulières de chaque cause qu'il leur est soumise si l'intervention du mandataire est sincère est justifiée.

E. Le Code civil dans son article 1154 prévoit et réglemente une autre combinaison qui pourrait dissimuler une usure énorme : nous voulons parler de *l'anatocisme*. Cette expression, comme l'indique d'ailleurs son étymologie (*ανωτοκος*, nouveau produit), sert à désigner la stipulation qui fait produire des intérêts aux intérêts. Au lieu de payer à son créancier les intérêts échus, le débi-

teur les garde et en sert l'intérêt : les intérêts sont de la sorte capitalisés. Je vous prête par exemple vingt mille francs à cinq pour cent, au bout d'une année vous me devez mille francs d'intérêt : si je conviens avec vous que vous garderez ces mille francs et que vous m'en servirez l'intérêt, vous me devrez désormais vingt et un mille francs et un intérêt annuel de mille cinquante francs. La seconde année, en suivant le même principe, votre dette se trouvera portée à vingt-deux mille cinquante francs et l'intérêt à 1102 fr. 50. Le capital de la dette se trouve ainsi rapidement doublé.

Les emprunteurs ne se rendent pas toujours compte des dangers de cette convention à laquelle recourent fréquemment les usuriers. A toutes les époques le législateur a dû intervenir pour interdire ou tout au moins restreindre l'anatocisme. Dans l'ancien droit romain il était permis de capitaliser les intérêts échus, la capitalisation des intérêts à écheoir était prohibée. Justinien supprima cette distinction et supprima l'anatocisme d'une façon absolue (1). Cette prohibition passa dans notre ancien droit français : sa portée d'ailleurs en était très restreinte, puisqu'elle ne trouvait son application que dans les cas exceptionnels où le prêt à intérêt était toléré.

1. Loi 28, C. *De usuris*, IV, 32.

Le Code civil autorise l'anatocisme en principe, mais lui assigne des limites destinées à garantir l'emprunteur. Voici comment s'exprime à ce sujet l'article 1154 : « Les intérêts échus des capitaux peuvent produire des intérêts, ou par une demande judiciaire, ou par une convention spéciale, pourvu que, soit dans la demande, soit dans la convention il s'agisse d'intérêts dus au moins pour une année entière ». Il résulte clairement de cet article que la restriction est double : il faut d'abord que les intérêts soient échus et qu'ils soient dus pour une année entière.

Mais pourrait-on, en prêtant un capital pour plusieurs années, stipuler dans l'acte même du prêt que l'intérêt échu chaque année se capitalisera et se joindra au capital pour devenir comme lui productif d'intérêts ?

La jurisprudence paraît aujourd'hui fixée dans le sens de l'affirmative (1). On justifie cette solution en disant que l'article 1154 n'aurait plus de signification si on l'entendait dans le sens d'intérêts échus : il est bien évident que le prêteur étant maître de disposer des intérêts de ses capitaux comme de ses capitaux eux-mêmes doit pouvoir,

1. Bastia, 16 juin 1856, D. P., 57, 2, 49 ; Bourges, 21 août 1872, D. P., 2, 482 ; Nancy, 10 avril 1878, D. P., 79, 2, 240 ; Nancy, 23 juin 1890, Dalloz, *Suppl. Rép.*, *Prêt à intérêt*, parag. 405.

si bon lui semble, les prêter à la même personne. D'ailleurs la clause qui rend productifs d'intérêts les intérêts à écheoir, dès qu'ils seront échus, est parfaitement valable : l'article 1130 autorise en principe les conventions sur les choses futures, il faudrait un texte formel pour les prohiber dans la matière qui nous occupe.

La doctrine soutient avec plus de raison, il nous semble, la solution contraire. La loi met sur la même ligne la convention et la demande judiciaire ; or il est incontestable que par une demande en justice on ne peut rendre productifs d'intérêts des intérêts qui ne sont pas échus. Ce qui est vrai de la demande en justice doit l'être aussi de la convention. Cette disposition est d'ailleurs pleine de sagesse : « la loi veut que chaque année le débiteur soit obligé d'ouvrir les yeux sur sa situation, qu'une convention spéciale ou une demande lui apprenne que sa dette grossit, grossit toujours, le force à aligner les chiffres et à s'arrêter enfin sur la pente fatale où il s'est engagé » (1).

Les intérêts doivent de plus être dus au moins pour une année entière. Si je vous prête 50.000 fr. avec intérêts à 5 0/0 payables tous les six mois, je ne pourrai pas convenir que vous garderez les 1250 fr. échus le premier semestre et que vous

1. Baudry-Lacantinerie, t. II, n. 904.

m'en servirez l'intérêt à 5 0/0 : cette convention ne sera valable que lorsque les intérêts seront dus pour une année entière.

« On dit partout que cette disposition a pour but d'éviter le grossissement trop rapide du capital par la capitalisation des intérêts et telle paraît avoir été en effet la pensée qui a guidé le législateur. Mais nous croyons qu'il n'avait pas de tables de logarithmes sous la main, ou, s'il en avait, qu'il n'a pas su s'en servir. Qu'on en juge : La capitalisation des intérêts faite tous les ans au taux de 5 0/0, ainsi que la loi le permet, double le capital en quatorze ans environ, le chiffre exact est 14, 21 ; la capitalisation qui serait faite tous les mois au même taux le doublerait en un nombre d'années représenté par 13, 78. Valait-il bien la peine pour d'aussi faibles différences de prohiber la capitalisation faite par périodes plus courtes qu'une année ? (1) ».

L'article 1155 contient plusieurs exceptions à la règle établie par l'article 1154 : « néanmoins les revenus échus, tels que fermages, loyers, arrérages de rentes perpétuelles ou viagères, produisent intérêt du jour de la demande ou de la convention. La même règle s'applique aux restitutions de fruits

1. Baudry-Lacantinerie, t. II, n. 905.

et aux intérêts payés par un tiers au créancier en acquit du débiteur ».

En ce qui concerne les fermages, les loyers et les restitutions de fruits par un possesseur de mauvaise foi, les dispositions de l'article 1155 sont inutiles : ce ne sont pas des intérêts, et la règle ne pouvait leur être applicable.

Pour les arrérages de rentes viagères l'exception se comprend tout naturellement : ils ne représentent pas seulement les intérêts du capital, mais une partie de ce capital lui-même, qui disparaît peu à peu et les dispositions de l'article 1154 relatives aux intérêts ne pouvaient les atteindre.

Quant aux arrérages de rentes perpétuelles, l'exception s'explique par cette considération que les dispositions restrictives de l'anatocisme visent spécialement les usuriers et que l'aliénation d'un capital moyennant une rente n'est pas le placement employé habituellement par les gens qui se livrent à l'usure.

Les intérêts payés par un tiers aux créanciers en acquit du débiteur, ne devraient pas tomber davantage sous l'application de l'article 1154, ils constituent en effet un véritable capital mis à la disposition du débiteur.

L'article 1155 présente une difficulté d'interprétation. Les revenus et les diverses prestations qui y sont mentionnés, peuvent-ils être capitalisés par

anticipation? Les parties peuvent-elles à l'avance convenir qu'elles produiront intérêt au fur et à mesure des échéances? Le mot « échus », qui figure dans l'article 1155, ne semble-t-il pas indiquer que l'exception n'a trait qu'à la seconde restriction et que, si la capitalisation est autorisée, même lorsque ces prestations ne sont pas dues pour une année entière, il n'en est pas moins nécessaire qu'elles soient échues?

Cette opinion est généralement repoussée. C'est par inadvertance sans doute que le mot « échus » s'est glissé dans la rédaction de l'article 1155. Nous avons observé en effet que presque toutes les prestations énumérées dans cet article ne pouvaient pas être considérées comme des intérêts; en conséquence le fait de les rendre productives d'intérêts ne saurait constituer l'anatocisme qui est l'intérêt des intérêts. Comment appliquer une disposition restrictive de l'anatocisme à des cas où il n'existe pas? L'interprétation restrictive de l'article 1155, serait d'ailleurs en contradiction avec la règle qui autorise celui qui paie les dettes d'autrui à rendre ses avances immédiatement productives d'intérêts et en particulier avec l'article 2001 qui fait courir les intérêts de plein droit, lorsque celui qui fait ces avances est un mandataire.

3° Nous avons vu que les prohibitions de la loi

de 1807 avaient été écrites en vue du prêt à intérêt seulement et que dans ce contrat elles atteignaient toutes les combinaisons qui permettent d'obtenir des intérêts usuraires. Mais le prêt à intérêt lui-même peut se dissimuler sous les apparences d'autres contrats : le législateur a eu certainement en vue tous les contrats qui, sous un déguisement quelconque constituent un prêt à intérêt, c'est-à-dire tous ceux dans lesquels l'une des parties livre à l'autre une somme d'argent que celle-ci s'oblige à rendre avec l'addition d'une seconde somme comme prix du service qu'elle a reçu.

Nous allons voir quels sont les principaux contrats qui peuvent cacher de là sorte un prêt usuraire.

D'abord la *donation* : une donation rémunératoire faite par l'emprunteur au prêteur doit-elle être annulée comme constituant un intérêt usuraire ? — Cette question ne peut être résolue d'une manière absolue. Ce que la loi ne permet pas c'est un accroissement d'intérêts ; lorsqu'il ressort des circonstances de la cause que la donation a été une condition essentielle du prêt et que les deux contrats n'en font en réalité qu'un seul, il est bien évident qu'elle doit être considérée comme dissimulant un acte usuraire et annulée (1). Mais si,

1. Pau, 17 janvier 1824 ; Bordeaux, 17 décembre 1827. Sirey 26, 2, 66 ; 29, 2, 134.

au contraire, il apparaît clairement que la libéralité est étrangère au prêt, qu'elle est sérieuse et loyale, l'acte de donation doit être respecté.

Il ne faut pas en effet que le désir d'atteindre la fraude rende trop fragiles les conventions, on arriverait par une sévérité trop scrupuleuse à créer une incapacité de recevoir que nos lois n'ont pas prévue.

• *Le contrat de vente* et en particulier la vente à réméré peut servir également à déguiser des stipulations usuraires. Les usuriers ont fréquemment recours à ce procédé qui les met en possession des biens de leurs débiteurs sans les obliger à recourir pour obtenir paiement à de longues et dispendieuses procédures.

La vente à réméré, qui est parfaitement licite en elle-même, devra être annulée, lorsque, sous l'apparence d'une vente, les parties n'auront réellement consenti qu'un acte pignoratif renfermant des stipulations usuraires. Il ne sera pas toujours facile pour le juge de reconnaître le déguisement et par suite l'existence d'une impignoration sous le voile de la vente. Il devra s'aider de présomptions ; les plus caractéristiques sont la vileté du prix et la relocation immédiate faite par l'acheteur apparent au prétendu vendeur, qui n'est en réalité le plus souvent qu'un emprunteur et qui reste ainsi en possession de la chose par lui vendue.

Le contrat pignoratif est très ancien ; Dumoulin le signalait à son époque et le désignait en ces termes : « *via aperta ad illicitum fœnus exercendum* (1) ». Loisel en parle également dans ses *Institutes Coutumières* (2) : « Vente d'héritage à faculté de rachat à vil prix, duquel l'acquéreur reçoit profit ou rente, à la raison de l'ordonnance, par bail à ferme par lui fait à son vendeur est réduite à rente rachetable. Et si tel contrat était fait par gens qui fussent coutumiers d'usures, il serait réputé usuraire ».

La cession de créance peut aussi dissimuler une fraude. Je vous vends une créance à un prix inférieur au prix nominal et je vous garantis néanmoins le paiement intégral à l'échéance : si la différence entre le prix nominal et le prix payé excède les intérêts légaux qui courent de l'époque de la cession à l'époque de l'échéance, il faudra reconnaître dans la convention un prêt usuraire (3).

Le contrat d'antichrèse est un acte de prêt avec gage d'immeuble : lorsque les fruits de l'immeuble donné en antichrèse excèdent les intérêts du capital prêté, il y a lieu à réduction, conformément aux dispositions de la loi de 1807 (4).

1. *De usuris*, Quæst, 56, n. 392.

2. Lib. IV, tit. I, règle II.

3. Agen, 28 janv. 1825, D. *Rép.*, *Prêt à intérêts*, § 219.

4. Montpellier, 21 novembre 1829, D. *Rép.*, *Prêt à intérêts*, § 208.

Le contrat de société peut aussi se prêter à une combinaison usuraire, lorsque la part de bénéfices attribuée à un associé en raison du versement qu'il a effectué dans la caisse sociale est une somme fixe et périodique, au lieu d'être variable et proportionnée aux bénéfices réalisés (1).

SECTION II. — Contrats de prêt affranchis de la limitation.

Nous venons de voir dans la section précédente que les dispositions limitatives du taux de l'intérêt ne s'appliquaient qu'au contrat de prêt, mais qu'elles atteignaient toutes les combinaisons usuraires que ce contrat pouvait dissimuler. Pour déterminer d'une façon complète le champ d'application de la loi de 1807, il nous reste à examiner les cas exceptionnels où le prêt à intérêt échappe à la limitation légale, où le taux maximum de cinq pour cent peut être dépassé.

1° La première exception concerne *les prêts aléatoires* : Nous en trouvons le principe dans la législation spéciale du prêt à la grosse aventure. En raison du caractère aléatoire de ce contrat, l'intérêt ou profit maritime était entièrement libre en France, même avant que le principe de la liberté

1. Guillouard, *Traité de la Société*, n. 48.

de l'intérêt conventionnel en matière commerciale ait été proclamé par la loi du 12 janvier 1886. Cette idée a été généralisée et appliquée à tous les prêts aléatoires, ainsi que l'attestent de nombreuses décisions de jurisprudence (1).

Une personne prête à une société civile et stipule qu'au cas où l'actif deviendrait insuffisant pour lui procurer un remboursement intégral, elle perdrait la différence. Nous ne sommes plus ici en présence du prêt prévu par la loi de 1807, mais d'une convention aléatoire dont les conditions sont laissées à la liberté des parties ; il est juste que le prêteur, exposé à perdre sa créance, puisse trouver une compensation des risques qu'il court dans le droit d'exiger un intérêt plus élevé. C'est ce que déclare la Cour de cassation : « Attendu que les lois qui prohibent la stipulation d'un intérêt excédant l'intérêt légal régissent les prêts purs et simples, et ne sauraient s'appliquer aux prêts mêlés de chances aléatoires... ; que cet aléa autorise le créancier à stipuler le paiement, pendant toute la durée de la société, d'intérêts de six pour cent et de droits de commission, qui sont la contre-partie de la perte possible de son droit de créancier (2)... »

1. Cass., 8 juillet 1851, D. P. 51, 1, 240 ; Douai, 24 janvier 1873, D. P., 74, 2, 203 ; Cass., 18 avril 1883, D. P. 84, 1, 25.

2. Cass., 6 décembre 1886, D. 87, 1, 312.

C'est en raison de son caractère aléatoire que la rente viagère peut être constituée au taux qu'il plaît aux parties contractantes de fixer. Cette faculté toutefois n'est pas illimitée et il y aurait lieu de prononcer la nullité du contrat de rente s'il était établi qu'il a été surpris par dol, ou qu'il dissimule une convention usuraire, en ce que, par exemple, les intérêts de plusieurs années ont été payés par anticipation, et qu'il a été stipulé qu'en cas de retard dans le paiement le capital serait exigible sur le champ et les intérêts échus acquis au crédi-rentier à titre d'indemnité (1).

2° La limitation ne s'applique pas aux *prêts ayant pour objet des choses mobilières autres que des sommes d'argent*, des denrées par exemple. On conçoit en effet que si l'argent a une valeur fixe, le prix des objets mobiliers et des marchandises est sujet à des variations fréquentes. Tel qui emprunte lorsque les denrées sont à un prix fort élevé rendra peut-être dans un temps où elles seront à bon marché. Il n'y aurait donc rien d'illicite dans la convention qui obligerait l'emprunteur de dix décalitres de blé à en rendre quinze l'année suivante : il pourrait parfaitement arriver d'ailleurs que les quinze aient moins de valeur que

1. Cass., 26 juin 1845, D. P., 45, 1, 360.

les dix qu'il a reçus. Il y a ici pour les deux contractants une chance égale de gain et de perte.

Le titre de la loi de 1807 « *Loi sur le taux de l'intérêt de l'argent* » confirme cette théorie qui ressort très clairement de l'étude des travaux préparatoires. Voici en effet comment s'exprimait le Conseiller d'Etat Jaubert dans l'exposé des motifs : « il est reconnu que *le taux excessif de l'argent* attaque la propriété dans ses fondements, qu'il mine l'agriculture, qu'il empêche les propriétaires de faire des améliorations utiles, qu'il corrompt les véritables sources de l'industrie, que par sa pernicieuse facilité de procurer des gains considérables il détourne les citoyens des professions utiles et modestes, enfin qu'il tend à ruiner des familles entières et à y porter le désespoir ».

Ce passage montre bien quelle était l'intention du législateur, c'est à l'élévation du taux de l'intérêt de l'argent qu'il voulait porter remède, c'était là son unique préoccupation.

M. Duvergier a essayé de soutenir l'opinion contraire : « Ce qui est bien autrement grave et décisif, dit-il, pour déterminer le véritable but de la loi, c'est sa relation avec les dispositions du Code civil. Elle en est le complément, elle est venue poser la limite annoncée par celles-ci. Elle embrasse donc toutes les matières que le Code comprend. Or l'article 1905 parle aussi expressément du prêt à

intérêt de denrées que du prêt d'argent. L'article 1907 ajoute que l'intérêt légal est fixé par la loi et que l'intérêt conventionnel peut excéder l'intérêt légal toutes les fois que la loi ne le prohibe pas. Il est évident que cela s'applique aux prêts de denrées comme aux prêts d'argent (1) ».

Cette opinion est restée isolée, Les considérations économiques et sociales qu'on fait valoir pour légitimer la limitation de l'intérêt de l'argent ne sauraient être invoquées dans les prêts d'autres choses mobilières qui sont excessivement rares. Il faut d'ailleurs appliquer à la loi de 1807, qui contient une exception à la liberté des conventions le principe de l'interprétation restrictive et ne la considérer que comme une « loi sur le taux de l'intérêt de l'argent ».

Il faudrait toutefois en décider autrement, s'il était prouvé que sous les apparences d'un prêt d'objets mobiliers, la convention déguisait en réalité un prêt d'argent usuraire. C'est ce qui arriverait, par exemple, si l'emprunteur, n'ayant aucun besoin des objets qui lui sont remis les revendait aussitôt pour se procurer l'argent qui lui est nécessaire : il y aurait lieu dans ce cas à l'application des dispositions de la loi de 1807.

3° Sont encore exemptés de la limitation légale,

1. *Du Prêt*, n. 279.

les *prêts faits par les monts-de-piété*. Ces établissements, où l'on prête de l'argent sur nantissement moyennant intérêt, tirent leur nom de l'esprit qui a présidé à leur fondation. Ce sont au début des personnes riches qui ont fourni les fonds nécessaires à leur création dans le but de faire aux nécessiteux des prêts gratuits en retenant seulement une légère redevance pour les frais de service. C'est en Italie, à Pérouse, que fut institué au quinzième siècle, le premier mont-de-piété, grâce à l'initiative d'un moine nommé Barnaba. Cet exemple fut suivi par la plupart des autres villes d'Italie et leurs monts-de-piété furent approuvés par des bulles apostoliques de 1464 à 1506. De là, l'institution s'étendit dans les Bays-Bas, dans le comtat d'Avignon et aussi dans la Flandre, le Hainaut, le Cambrésis et l'Artois. Il existe pour le mont-de-piété de Paris de nombreux règlements, surtout dans les années qui précédèrent la Révolution.

La Révolution de 1789, en proclamant d'une manière absolue le principe de la liberté de l'industrie, fit considérer comme des privilèges les droits exclusifs dont jouissaient en France les monts-de-piété. Un décret de la convention nationale du 4 puvîôse an II, ordonna une enquête sur leur utilité : « les comités de secours publics et des finances réunis, feront incessamment leur rapport

à la Convention sur la question de savoir s'il est utile au bien général de conserver les établissements connus sous la dénomination de monts-de-piété ».

Sous l'influence des événements, ils finirent d'ailleurs par ne plus avoir qu'une existence nominale : la mise en circulation du papier-monnaie en éloigna les capitaux craintifs et les capitalistes entreprenants cherchèrent un emploi plus lucratif de leurs fonds dans les maisons particulières de prêts sur gage dont la liberté du commerce de l'argent avait facilité l'ouverture.

Les monts-de-piété furent réorganisés par les décrets du 24 messidor an XII et du 8 thermidor an XIII. Aux termes de l'article 55 de ce dernier décret : « tous les six mois, le conseil d'administration réglera le taux des droits de prêts à payer par les emprunteurs, sauf la confirmation du ministre, sur l'avis du préfet du département, sans que le taux actuel puisse être augmenté ». L'article 56 ajoute : « le taux se composera, d'une part, de l'intérêt des sommes prêtées : d'autre part, des frais d'appréciation et de dépôt des nantissements et autres frais généraux de régie ».

Les monts-de-piété sont encore aujourd'hui sous l'empire de ces dispositions qui n'ont pas été abrogées : ils sont régis d'une façon générale par la loi du 24 juin 1851, qui dispose, dans son art. 2,

qu'un décret d'institution déterminera l'organisation de chacun d'eux et les conditions particulières de leur gestion.

Un décret des 24 mars-16 avril 1852 a réglementé l'administration du mont-de-piété de Paris. Aux termes de l'article 8, § 5 de ce décret, le conseil de surveillance est appelé à donner son avis sur la fixation du taux de l'intérêt des prêts et emprunts.

Le taux des prêts faits par les monts-de-piété varie beaucoup : il est cependant en général supérieur à 9 0/0. En 1889 il était à Calais de 12, 25 0/0, à Dunkerque et à Cambrai de 12 0/0. A Angers, conformément aux volontés du fondateur et des donateurs, les prêts sont consentis sans intérêt, sous une faible retenue fixée pour les frais de bureau. A Paris, le taux est de 6, 25 0/0 depuis 1892 pour les prêts sur titres au porteur.

4° *Les emprunts d'État* constituent encore une dérogation à la loi de 1807. Chaque fois que l'État emprunte au-dessous du pair, — ce qui est le cas habituel — il consent une opération usuraire. Lorsqu'il promet, par exemple, 5 francs de rente moyennant le versement de 85 francs, il emprunte en réalité à 5, 88 0/0 : en 1817 et 1818 les emprunts ont été ainsi contractés à un taux de 10 0/0. « Pourquoi cela ? Pourquoi emprunter au-dessous du pair ? Rien absolument ne justifie cette pratique.

On espère obtenir, par l'appât de la prime de remboursement un intérêt moins élevé : mais cette prime est très aléatoire ; l'État remboursera-t-il jamais ? En attendant cette prime est un encouragement à la spéculation ; plus elle est grande, plus sont grandes les chances de plus-value, plus se développe l'agiotage. L'emprunt au pair est plus sincère, plus simple et meilleur, et il est clair qu'il est toujours possible quand on offre aux capitaux une rémunération suffisante » (1).

5° *Les prêts faits dans les colonies* ne sont pas soumis à la limitation. La loi de 1807 n'y a pas été promulguée et les parties sont libres de fixer à leur gré le taux de l'intérêt.

En ce qui concerne l'Algérie une ordonnance des 7-18 décembre 1835 disposait que : « la convention sur le prêt à intérêt fait la loi des parties et que l'intérêt légal à défaut de convention, sera de 10 0/0 tant en matière civile qu'en matière de commerce ». Le taux de l'intérêt légal fut ensuite abaissée à 6 0/0 par la loi du 29 août 1881. Un décret du 29 janvier 1898 avait établi pour les prêts conventionnels un taux maximum de 10 0/0, il a été abrogé par la loi du 13 avril 1898 dont voici l'article 61 : « L'intérêt conventionnel en Algérie ne peut excéder 8 0/0 en matière civile et

1. Villey, *Traité élémentaire d'économie politique* (édit. 1885), p. 558.

commerciale. L'intérêt légal en matière civile et commerciale, fixé à 6 0/0 par la loi du 27 août 1881 est abaissé à 5 0/0 ». L'article 63 déclare applicable à l'Algérie la loi du 19 décembre 1850 sur l'usure.

Un décret du 21 avril 1898 consacre pour les établissements français de l'Océanie le principe de la liberté de l'intérêt conventionnel et fixe le taux de l'intérêt légal à 8 0/0 tant en matière civile qu'en matière commerciale.

6° Rappelons également qu'aux termes de l'article unique de la *loi du 12 janvier 1886*, les dispositions de la loi du 3 septembre 1807 relatives à l'intérêt conventionnel sont abrogées en matière de commerce ; nous aurons l'occasion de revenir sur cette question.

7° *L'application de la loi de 1807 avait été provisoirement suspendue à la suite des guerres du premier Empire.*

Un décret du 15 janvier 1814 avait autorisé jusqu'au 1^{er} janvier 1815 les prêts sur dépôts de marchandises, avec entière liberté, pour les prêteurs et les emprunteurs, de déterminer la quotité de l'intérêt. Le 18 janvier cette mesure fut complétée par un autre décret, qui suspendit d'une façon générale, l'application de la loi de 1807 jusqu'au 1^{er} janvier 1815.

CHAPITRE II

SANCTION DE LA LIMITATION DU TAUX DE L'INTÉRÊT EN MATIÈRE CIVILE

Après avoir étudié le sens et l'étendue des dispositions de la loi de 1807, nous allons voir par quelles mesures le législateur en a assuré le respect et puni la violation.

On désigne aujourd'hui sous le nom *d'usure* le fait d'exiger un intérêt supérieur au taux maximum de 5 0/0 fixé par la loi. Dans notre ancienne législation le mot *usure* avait une signification beaucoup plus étendue et s'appliquait à toute stipulation d'un intérêt quelconque, en dehors des cas exceptionnels où cette stipulation était considérée comme licite. L'élévation plus ou moins grande du taux n'entraînait en ligne de compte que pour déterminer l'importance de la répression.

Etait-il peu élevé, de 6 0/0, par exemple, alors que le taux légal était, en vertu du décret de 1725, du denier 20, c'est-à-dire de 5 0/0 ? le contrat était valable, mais les intérêts étaient réduits.

Etait-il beaucoup supérieur, par exemple, de

100/0? le contrat était radicalement nul, les cautions étaient libérées, les hypothèques anéanties. La seule ressource du prêteur était d'actionner l'emprunteur en restitution du capital, ou de la partie du capital qui n'avait pas été consommée.

L'ordonnance de Blois de 1579 édictait de plus une pénalité contre l'individu coupable d'un fait isolé d'usure : l'amende honorable, des amendes pécuniaires et le bannissement. En cas de récidive il encourait la confiscation de corps et de biens (1).

La répression de l'usure est aujourd'hui régie par les articles 3 et 4 de la loi de 1807, dont les dispositions ont été aggravées par la loi du 19 décembre 1850.

Nous étudierons dans deux sections distinctes la sanction civile et la sanction pénale de l'usure.

SECTION I. — Sanction civile.

Elle est ainsi formulée par l'article 3 de la loi de 1807 :

« Lorsqu'il sera prouvé que le prêt conventionnel a été fait à un taux excédant celui qui est fixé par l'article 1^{er}, le prêteur sera condamné par le tribunal saisi de la contestation à restituer cet

1. Chardon, *De l'usure dans l'état actuel de la législation*, ch. IV, p. 46.

excédent, s'il l'a reçu, ou à souffrir la réduction sur le principal de la créance ».

Remarquons tout d'abord que la stipulation d'intérêts usuraires n'a pas pour résultat de rendre nulle pour le tout la convention qui la contient ; la loi frappe la clause illicite, mais l'emprunteur ne peut se refuser à exécuter les autres clauses du contrat. Si, par exemple, il s'est engagé à payer 10 0/0 d'intérêts, il ne peut pas à l'échéance du premier terme exciper de la loi de 1807 pour s'abstenir de payer et forcer son prêteur à accepter le remboursement du capital, il a seulement le droit d'exiger que celui-ci se contente du taux légal de 5 0/0.

La nullité de la clause usuraire doit être invoquée par le débiteur ; le tribunal n'est pas tenu de la prononcer d'office et d'ordonner la restitution ou la réduction, chaque fois qu'il sera démontré que le taux légal a été dépassé. Si l'emprunteur consent à payer un intérêt exorbitant et néglige de recourir au remède que la loi met à sa disposition, le tribunal n'a pas à intervenir pour s'opposer à l'exécution de la convention. Mais si l'emprunteur par une demande principale, ou en se défendant contre les poursuites exercées par son créancier, oppose l'article 3 de la loi de 1807 et prouve qu'il a consenti un prêt dont le taux excède le maximum fixé par la loi, le tribunal doit ordonner

la restitution, si le paiement a eu lieu, et la réduction sur le capital si la dette n'est pas éteinte.

En vertu de cette disposition, non seulement la partie usuraire du contrat est nulle pour l'avenir, mais les versements qui ont été effectués en sus du taux légal doivent être remboursés. Si le capital n'a pas été remboursé, les sommes usuraires sont imputées sur le montant du capital qui sera réduit d'autant.

Mais quelle est la nature de cette imputation ? est-elle légale ou judiciaire ? Sous l'empire de la loi de 1807, cette question a soulevé de graves controverses ; elle présentait d'ailleurs une grande importance. En effet, l'imputation est-elle légale ? c'est du jour du versement que les sommes illicitement perçues produiront intérêt de plein droit. L'imputation est-elle judiciaire ? ce sera seulement à compter du jour de la demande en justice.

D'après l'opinion de la doctrine l'imputation devait être légale ; en servant des intérêts usuraires, *l'emprunteur avait payé l'indu*, de son droit de répétition naissait à son profit une créance contre son créancier, ces deux créances se compensaient de plein droit, d'où cette conséquence que les intérêts usuraires portaient intérêt de plein droit au profit de l'emprunteur du jour du versement.

La jurisprudence décidait au contraire, que,

lorsque les intérêts usuraires avaient été payés, il ne s'opérait pas de plein droit une compensation entre ces intérêts et la dette principale, ni une imputation de ces mêmes intérêts sur les sommes légitimement dues, mais que la compensation et l'imputation ne pouvaient s'opérer que s'il y avait eu de la part du débiteur une demande en restitution ou en réduction, et par l'effet du jugement de condamnation liquidant les sommes à restituer.

C'est cette solution qu'avait consacrée un arrêt de la Cour de Toulouse du 26 avril 1839, ainsi motivé : « La loi donne au débiteur qui a payé des intérêts usuraires la faculté de se plaindre et d'en demander le remboursement ou l'imputation, mais elle n'établit pas en sa faveur une créance indépendamment de toute manifestation de sa volonté et qui, à son insu, devienne susceptible de compensation, sa créance ne prend naissance que du jour où le juge a été saisi d'une contestation à ce sujet » (1).

La loi des 19-27 décembre 1850, a tranché la difficulté qui naissait de la rédaction de la loi de 1807 ; elle a adopté l'interprétation donnée par la doctrine. Voici son article premier : Lorsque dans une instance civile ou commerciale, il sera prouvé que le prêt conventionnel a été fait à un taux su-

1. Toulouse, 26 avril 1839, D. P., 39, 2, 266.

périeur à celui fixé par la loi, les perceptions excessives *seront imputées de plein droit* aux époques où elles auront eu lieu sur les intérêts légaux alors échus, et subsidiairement sur le capital de la créance. Si la créance est éteinte en capital et intérêts, le prêteur sera condamné à la restitution des sommes indûment perçues, avec intérêt du jour où elles lui auront été payées ».

Ainsi donc, au moyen de l'imputation, qui a lieu de plein droit, la compensation s'établit immédiatement entre les intérêts illégaux et les intérêts légaux, et si les intérêts légaux sont entièrement couverts par les versements usuraires, la compensation a lieu de plein droit sur le capital jusqu'à concurrence des paiements successifs.

Il est possible que le remboursement des intérêts usuraires ne soit pas pour l'emprunteur une réparation suffisante ; il a pu subir un préjudice spécial et distinct de celui résultant des perceptions usuraires elles-mêmes. Il pourrait dans ce cas obtenir des dommages-intérêts indépendamment de la restitution des intérêts indûment perçus, conformément à l'article 1382 du Code civil (1).

Il ne sera pas toujours facile à l'emprunteur de prouver qu'il a droit à restitution, parce qu'il a payé ou qu'il est exposé à payer des intérêts supé-

1. Montpellier, 11 mai 1869, D. P., 70, II, 73.

rieurs au taux légal. Nous avons vu sous combien de déguisements pouvait se dissimuler l'usure. L'acte de prêt lui-même ne contiendra jamais la preuve de l'intérêt usuraire : « Quel est l'usurier qui ne prend pas toutes les précautions convenables pour ne laisser aucune trace de l'abus auquel il se livre ? On ne peut donc pas supposer que le législateur, en voulant arrêter cet abus, ait en même temps voulu interdire l'usage des seuls moyens propres à le dévoiler » (1). Il y a donc lieu de faire ici l'application de l'article 1353, qui exclut les cas de dol et de fraude des dispositions sur la preuve testimoniale ; tous les moyens de preuve sont admis, non seulement la preuve littérale, l'aveu et le serment, mais même les simples présomptions dont l'appréciation est abandonnée au pouvoir discrétionnaire du juge.

Si le prêt usuraire était contenu dans un acte authentique, il est de jurisprudence que le principe posé par l'article 1341 sur la foi due aux actes authentiques serait inapplicable, et que le juge pourrait décider par appréciation des circonstances, que l'acte authentique constitue un prêt usuraire même s'il y est déclaré que le créancier n'a perçu que des intérêts au taux légal (2). Si cependant les faits constitutifs de l'usure étaient

1. Guillouard, page 221.

2. Paris, 2 mai 1823,

en contradiction expresse et formelle avec les énonciations de l'acte authentique, le principe de la foi due aux actes reprendrait son empire et il serait nécessaire de recourir à la procédure de l'inscription de faux (1).

Quelle est la *prescription applicable à l'action civile en restitution* ou en réduction accordée contre l'usure ? A défaut de disposition spéciale, il faut faire ici l'application du principe général de la prescription trentenaire. « Vainement objectera-t-on, dit M. Troplong, que, d'après l'article 1304, un contrat nul ne peut être attaqué que pendant dix ans, et que, pour obtenir la restitution, le débiteur doit avant tout faire tomber le contrat qui a été cause du paiement : je réponds que cet article n'est pas applicable. L'emprunteur n'a pas besoin d'attaquer le contrat ; il lui suffit de s'en prendre au fait, et de dire : j'ai trop payé, car j'ai payé 10 au lieu de 5 pour 100. Loin d'attaquer le contrat pour le faire tomber, il s'en empare pour prouver l'injustice dont il a été victime » (2).

Mais quel est le point de départ du délai de trente ans ? On a prétendu que la prescription ne commençait à courir qu'à partir du jour où s'était effectué le dernier paiement. Cette solution n'est pas justifiée, et comme le dit M. Troplong « quel-

1. Cass., 28 juin 1821, Sirey, 22, 1, 269.

2. Troplong, n. 401.

que défaveur que mérite l'usure, il ne faut pas exagérer les sévérités de la loi. L'action court du moment où l'indu payement a été fait » (1). Il en résulte que chaque paiement doit être l'objet d'une prescription spéciale.

SECTION II. — Sanction pénale.

La répression du délit d'usure est prévue par l'article 4 de la loi du 3 septembre 1807 et par les articles 2, 3, 4, 5, 6 et 7 de la loi du 19 décembre 1850.

1° *Nature du délit d'usure.*

« Tout individu, dit l'article 4 de la loi de 1807, prévenu de se livrer *habituellement* à l'usure, sera traduit devant le tribunal correctionnel... ».

Ce n'est donc pas le prêt usuraire en lui-même qui constitue le délit, mais sa répétition ; l'habitude est ici la condition essentielle. Je puis, par exemple, prêter 20.000 francs à un individu au taux de 20 0/0, sans m'exposer à être poursuivi devant le tribunal correctionnel ; il n'y a pas à tenir compte de l'importance de la somme prêtée et de l'élévation plus ou moins forte du taux exigé, un fait isolé, quel que soit sa gravité, ne constitue pas le

1. Troplong, n. 402.

délit. Si au contraire je prête à dix personnes différentes une somme de 2.000 francs au taux de 20 0/0, cette série de prêts constitue l'habitude et me rend passible des peines portées à l'article 4.

C'est une question très délicate de déterminer d'une façon certaine où commence l'habitude et par conséquent le délit. Le législateur n'ayant pas à ce sujet posé de règles fixes, il y a là une question de fait abandonnée à l'appréciation des tribunaux. Il est certain toutefois que la perception successive des intérêts usuraires d'un seul et même prêt, est insuffisante pour constituer le délit (1). La jurisprudence n'exige pas, pour qu'il y ait habitude, que le prêteur ait consenti un grand nombre de prêts usuraires, deux suffisent, sans qu'il y ait à rechercher s'ils ont été consentis à la même personne ou à des personnes différentes.

Doit-on considérer comme prêts nouveaux les renouvellements successifs d'un même prêt ? La question était autrefois controversée ; certains auteurs voyant dans la prolongation de délai obtenue par le débiteur une modification du premier contrat, plutôt qu'une nouvelle convention, ont soutenu la négative. La jurisprudence a consacré l'opinion contraire, à juste titre, il nous semble ; en effet à l'échéance du terme le créancier est libre

1. Cass., 4 mars 1826, D. P., 26, I, 243.

de disposer à son gré de son capital, s'il le laisse entre les mains de la même personne, il consent en réalité un nouveau contrat de prêt, c'est une nouvelle convention qui intervient, tant pour le terme accordé que pour les intérêts, bien que la convention repose sur les mêmes bases. La concession de délai serait pour les usuriers un moyen vraiment trop facile d'échapper aux poursuites (1).

2° Poursuite du délit d'usure.

En vertu du pouvoir général de rechercher les délits, qui leur est accordé par l'article 22 du Code d'instruction criminelle, les magistrats du ministère public peuvent poursuivre d'office le délit d'usure ; c'est pour eux non seulement un droit, mais un devoir qui leur est imposé par leurs fonctions. La loi du 19 décembre 1850, par son art. 1^{er}, facilite leur tâche en prescrivant aux greffiers des tribunaux civils de transmettre au Parquet dans le délai d'un mois, tout jugement constatant un fait d'usure, sous peine d'une amende qui ne pourra être moindre de seize francs, ni excéder cent francs.

Mais il est de principe dans notre législation que le droit d'agir qui appartient aux procureurs

1. Paris, 21 juillet 1826 ; Cr. rej., 15 avril 1826 ; 31 mars 1837 ; 23 mars 1838, D. *Rép.*, *Prêt.*, n. 271. Paris, 23 décembre 1880. D. P. 82, 4, 41 ; Bordeaux, 22 novembre 1893, D. P., 95, 2, 148.

de la République n'est pas exclusif de la faculté accordée à la partie lésée d'amener elle-même l'auteur du délit devant la juridiction répressive, ou d'intervenir comme partie civile dans les poursuites intentées par les magistrats. Cette règle doit-elle trouver son application dans la matière qui nous occupe ?

Signalons seulement en passant le cas de l'emprunteur qui n'a à se plaindre que d'un seul prêt usuraire ; il n'a évidemment aucun titre à appeler son prêteur devant le tribunal correctionnel, alors même qu'il pourrait prouver l'existence de prêts usuraires consentis à des tiers, en nombre suffisant pour établir l'habitude : « Attendu, dit la Cour de cassation (1), que si l'on prend séparément chacun des faits imputés au prévenu, ils ne peuvent par eux seuls constituer le délit d'usure ; et que, si l'on considère le délit complexe tel qu'il est spécifié par la loi, le dommage causé à chacune des parties lésées ne résulte plus du délit d'habitude d'usure, qui n'a d'existence que par l'ensemble des faits qui constituent cette habitude ».

Supposons maintenant que plusieurs prêts usuraires ont été consentis à la même personne ; leur nombre lui permet d'établir qu'elle a été victime de l'habitude d'usure de son prêteur, pourra-t-elle

1. Cass., 21 juillet 1841, *Sirey, pér.*, 41, 1, 842.

se pourvoir devant le tribunal correctionnel conformément à l'article 63 du Code d'instruction criminelle ? — La Cour de cassation a consacré sur ce point une exception à la règle générale ; elle décide que l'emprunteur lésé ne peut s'adresser qu'à la juridiction civile (1) : « Attendu que l'action civile en réparation d'un dommage causé par un fait quelconque de l'homme est, de sa nature, dans les attributions de la juridiction civile ; que les articles 1^{er} et 3 du Code d'instruction criminelle n'autorisent à en saisir les tribunaux de répression, que lorsque le fait d'où naît le dommage constitue un délit ; attendu que l'usure n'est pas, par elle-même un délit ; que ce caractère n'appartient qu'à l'habitude d'usure, lorsque les prêts usuraires ont lieu en matière civile ; que ce n'est point de cette habitude, fait complexe et moral, que résulte le préjudice souffert par la partie privée, mais bien des faits particuliers d'usure qui, pris isolément, ne peuvent être considérés comme des délits (2) ».

La solution admise par la Cour de cassation a soulevé de nombreuses critiques (3). L'habitude et la répétition des faits peuvent se produire, dit-on,

1. Cass., 21 juillet 1841, D. *Rép.*, *Prêt.*, n. 306 ; Cass., 23 mai 1868, D. P., 82, 1, 41 en note.

2. Cass., 20 janvier 1888, D. P., 88, 1, 329.

3. V. note de M. Villey, *Théorie du Code pénal*, de Chauvau et Hélie, 6^e édit. t. I^{er}, p. 246.

sans qu'il y ait pluralité de victimes, et lorsque des opérations usuraires se sont réitérées à diverses reprises et à des dates différentes entre le plaignant et le prévenu, de telle sorte que les faits traduisent et établissent l'habitude, c'est-à-dire le fait complexe et moral qui constitue le délit, on peut difficilement comprendre pourquoi l'action civile n'est pas recevable.

Est-il d'ailleurs exact de prétendre, comme le fait l'arrêt précité, que l'habitude d'usure est sans influence sur le préjudice subi par l'emprunteur ? Ce sera souvent l'habitude, qui, en rendant le prêteur plus audacieux et plus habile, amènera l'emprunteur à subir de plus fortes exigences et à accepter des taux plus élevés et ne pourrait-on pas soutenir avec autant de raison, que c'est précisément de l'habitude d'usure de son créancier que l'emprunteur est victime et qu'on ne doit pas dans ces conditions le priver d'un droit qui appartient à toute personne victime d'un délit ?

Quoiqu'il en soit de ces objections, la Chambre criminelle a consacré trop fréquemment et trop récemment son opinion sur ce point, pour qu'on puisse supposer, de sa part, la possibilité d'un revirement.

3° Complicité.

A défaut de prescriptions spéciales sur cette matière dans les lois concernant l'usure, il faut

se reporter au principe général posé par l'article 59 du Code pénal : « Les complices d'un crime ou d'un délit seront punis de la même peine que les auteurs mêmes de ce crime ou de ce délit, sauf les cas où la loi en aurait disposé autrement ».

La Cour de cassation a fait l'application de ce principe dans un arrêt du 30 août 1838 (1) en décidant que les époux communs en biens qui sont convaincus de s'être rendus coupables, soit comme auteurs, soit comme complices l'un de l'autre du délit d'habitude d'usure, doivent être condamnés chacun à une amende distincte, et non pas solidairement à la même amende. Le 14 décembre 1838 (2), elle statuait de même à l'égard de deux associés : « Attendu que la communauté d'intérêts entre ceux qui se rendent coupables du délit d'usure, comme par exemple s'ils sont associés, ne peut pas autoriser les tribunaux à ne prononcer qu'une amende et à se dispenser d'apprécier la culpabilité personnelle de chacun des prévenus et à se borner à prononcer une seule amende solidaire contre tous ».

Il est bien certain, que le délit d'usure ne se composant pas d'un fait unique, mais d'une série de faits, d'une habitude, il faudra, pour que la complicité soit punissable, qu'elle présente elle-

1. Cass., 30 août 1838, D. P., 38, 1, 392.

2. Cass., 14 décembre 1838, D. P., 39, 1, 46.

même ce caractère. Si le complice n'avait coopéré qu'à un seul fait, il ne pourrait pas être inquiété ; il ne sera pas nécessaire toutefois qu'il ait participé à tous les faits reprochés à l'auteur principal, il suffira qu'on établisse la complicité relativement à un nombre de prêts assez important pour constituer l'habitude. Un usurier pourra, par exemple, être condamné pour dix prêts usuraires, alors que son complice le sera en raison de son concours à cinq de ces prêts seulement.

Ici se présente une difficulté à propos de l'application de la peine.

L'article 59 du Code pénal punit les complices de la même peine que les auteurs du délit, l'application de ce principe en matière d'usure paraît devoir mener à des conséquences profondément injustes.

En effet, pour déterminer l'amende applicable à l'auteur du délit, il faut, aux termes de l'article 4 de la loi de 1807, réunir les capitaux de tous les prêts usuraires qu'il a souscrits, la moitié du chiffre total ainsi obtenu, donnera le maximum de l'amende que le juge peut prononcer ; puisque la même peine doit être appliquée au complice et à l'auteur principal, on arrive à ce résultat, que le complice verra sa peine aggravée pour des faits auxquels il est resté étranger, qu'il paiera peut-

être pour dix prêts, alors qu'il est intervenu dans cinq seulement.

Il est essentiel de remarquer tout d'abord que le Code pénal en prescrivant aux juges de condamner le complice à la même peine que l'auteur principal, s'est occupé uniquement de la nature de la peine sans rien préciser en ce qui concerne le quantum. La peine de complice peut donc être plus forte ou moins forte que celle de l'auteur et d'ailleurs le système des circonstances atténuantes permet toujours aux juges de proportionner la peine du complice à sa faute.

Il n'est pas possible cependant de laisser entièrement à l'arbitraire des tribunaux la quotité de l'amende : la loi doit au moins en fixer le maximum. Quel sera-t-il en ce qui concerne le complice ? Il n'y a que deux solutions possibles : le calculer sur la moitié des prêts usuraires faits par l'auteur principal, ou sur la moitié des prêts usuraires dans lesquels est intervenu le complice. C'est évidemment cette dernière solution qui doit être préférée : elle sauvegarde le principe et n'aboutit pas, comme la première, à une injustice, en rendant le complice responsable d'actes qu'il n'a pas commis.

4^o *Preuve du délit d'usure.*

Le juge de répression dispose, en matière de

délit d'usure, de la plus grande latitude pour le choix des moyens propres à former sa conviction.

Il est libre notamment de n'avoir aucun égard aux titres représentés par le prévenu, lors même que ces titres seraient des actes authentiques et que les sommes prêtées excéderaient 150 fr. (1). Le ministère public a également le droit de faire entendre comme témoins les parties lésées elles-mêmes; elles seront ainsi appelées à disposer dans leur propre cause et contre leurs propres actes (2). Il appartiendra aux magistrats d'apprécier le degré de confiance qu'ils doivent accorder à ces dépositions, en tenant compte des exagérations que la haine et les rancunes peuvent inspirer en pareil cas.

L'existence même du contrat de prêt, dont le délit d'usure est inséparable, peut être établie par la preuve testimoniale; le délit d'usure se forme en effet avec l'acte et dans l'acte même du prêt et se confond originairement avec lui. Il est donc nécessaire que la preuve testimoniale destinée à établir le délit, puisse établir le contrat qui le renferme et dont il ne peut être séparé (3).

1. Cass., 2 décembre 1813, Dalloz, *Rép.*, *Prêt*, n. 283; Crim. rej., 26 novembre 1858, D. P., 59, 1, 40; Bordeaux, 22 novembre 1893, D. P., 95, 2, 148.

2. Crim. rej., 13 février 1880, D. P., 80, 1, 237.

3. Arrêt précité, 28 nov. 1893.

5° *Pénalités.*

Aux termes de l'article 4 de la loi de 1807 : « tout individu qui sera prévenu de se livrer habituellement à l'usure, sera traduit devant le tribunal correctionnel et, en cas de conviction, condamné à une amende qui ne pourra excéder la moitié des capitaux qu'il aura prêtés à usure ». L'article 2 de la loi du 19 décembre 1850 a ajouté à cette peine, un emprisonnement de six jours à six mois, et l'article 5 l'a encore aggravée en décidant que : « dans tous les cas et suivant la gravité des circonstances, les tribunaux pourront ordonner, aux frais du délinquant, l'affiche du jugement et son insertion par extrait dans un ou plusieurs journaux du département ».

La loi a indiqué le maximum de l'amende : la moitié des capitaux prêtés à usure ; elle n'a pas fixé le minimum et il en résulte que la plus grande latitude est laissée aux juges sur ce point. Ils pourront l'abaisser à la somme qu'ils jugeront convenable, sans pouvoir descendre toutefois au-dessous de 1 fr. qui est la limite extrême.

Pour établir ce maximum et permettre de constater qu'il n'a pas été dépassé, il est nécessaire que, dans les jugements ou arrêts de condamnation pour délit d'habitude d'usure, toutes les sommes dont le prêt est reconnu usuraire soient énon-

cées (1). Il n'est pas indispensable que le taux auquel l'argent a été prêté soit mentionné ; la déclaration que la plupart des prêts ont été faits à un taux supérieur au taux légal est suffisante (2), il importe peu en effet de savoir de combien il a été dépassé, puisque la pénalité doit être la même.

Les renouvellements d'un même prêt usuraire doivent-ils compter pour le calcul de l'amende ? Nous avons vu, qu'au point de vue de l'existence du délit, chaque renouvellement est considéré comme un prêt nouveau, la jurisprudence a décidé qu'il doit en être de même dans la supputation de l'amende. Cette solution peut avoir pour résultat d'élever le chiffre des capitaux à des sommes très considérables et de rendre l'amende de beaucoup supérieure à la moitié des capitaux prêtés : en effet en faisant un prêt de 10.000 francs renouvelé cinq fois, au total 50.000 francs, je n'ai réellement prêté que 10.000 francs et je puis encourir une amende de 25.000 francs.

Si sévère que puisse paraître ce calcul progressif de l'amende, qui aboutit à une véritable confis-

1. Crim. cass., 12 novembre 1819, 7 mai 1824, Dalloz, *Rép., Prêt*, n. 344 ; Crim. cass., 13 mai 1897, D. P., 98, 1, 207.

2 Crim. rej., 26 novembre 1858, D. P., 59, 1, 40 ; 14 novembre 1862, D. P., 63, 5, 394 ; 13 février 1880, D. P., 80, 1, 237.

cation au profit du fisc, il est absolument conforme au texte de l'article 4 de la loi de 1807.

Lorsque le prévenu est reconnu coupable à la fois d'usure habituelle et d'escroquerie, l'article 4 de la loi de 1807 prononce contre lui, outre l'amende, un emprisonnement qui ne peut excéder deux ans. La loi du 19 décembre 1850 a aggravé cette pénalité en décidant dans son article 4 que : « s'il y a eu escroquerie de la part du prêteur, il sera passible des peines prononcées par l'article 405 du Code pénal, sauf l'amende qui demeurera réglée par l'article 2 de la présente loi ».

Cet article contient une dérogation au principe formulé par l'article 365 § 2 Code I. C., à savoir que : « en cas de conviction de plusieurs crimes ou délits la peine la plus forte doit seule être prononcée ». Y aurait-il lieu au cumul des peines, si le délit d'usure était lié à un autre délit, par exemple à l'abus de confiance ? L'affirmative semble résulter de l'intention du législateur ; en effet, lors de la promulgation de la loi de 1807, le mot « *escroquerie* » avait une signification beaucoup plus compréhensive (1) que celle qui lui a été

1. L'article 35 du titre II de la loi du 22 juillet 1791 punissait comme escrocs : « ceux qui par dol, ou à l'aide de faux noms, ou de fausses entreprises, ou d'un crédit imaginaire, ou d'espérances et de craintes chimériques auraient abusé de la crédulité de quelques personnes et escroqué la totalité ou

donnée par l'article 405 du Code pénal, et la restriction du sens légal du mot n'a pu porter atteinte à la loi de 1807 et à l'esprit du législateur de cette époque. Cette manière de voir a été consacrée par la jurisprudence (1).

6° *Récidive.*

L'article 3 de la loi du 19 décembre 1850 a encore comblé une lacune de la loi de 1807 en s'occupant de la récidive en matière de délit d'usure : « en cas de nouveau délit d'usure, le coupable sera condamné au maximum des peines prononcées par l'article précédent, et elles pourront être élevées jusqu'au double sans préjudice des cas généraux de récidive prévus par les articles 57 et 58 du Code pénal. Après une première condamnation pour habitude d'usure, le nouveau délit résultera d'un fait postérieur même unique, s'il s'est accompli dans les cinq ans à partir du jugement ou de l'arrêt de condamnation ».

Cet article est en opposition évidente avec l'article 1^{er} de la loi de 1807 qui ne voit le délit d'usure que dans l'habitude ; cette habitude ayant été punie par une première condamnation ne devrait pas pouvoir servir d'élément pour en justifier une se-

partie de leur fortune... » Merlin, *Rép.*, *Escroquerie*, tome IV, p. 844.

1. Crim. rej., 4 février 1860, D. P., 61, 1, 93 ; 14 novembre 1862, D. P., 63, 5, 394 ; 14 mai 1880, D. P., 81, 1, 239.

conde. C'est dans le but de sauvegarder la société que cette dégradation aux principes a été admise : « parce qu'elle répondait mieux aux nécessités d'une répression efficace en matière d'usure, à la pensée morale de la loi de 1807 et à la juste réprobation qu'inspire à tous la coupable industrie de l'usure habituelle » (1).

La loi a toutefois fixé un délai de cinq ans pour que le fait unique puisse servir de base à une condamnation ; passé ce délai le droit commun reprendra son empire, l'habitude redeviendra la condition essentielle pour constituer le délit.

7° Prescription.

La loi de 1807, pas plus que celle de 1850, ne contenant de dispositions sur cette matière, il faut appliquer au délit d'usure la prescription prévue par l'article 638 C. I. C., la prescription de trois ans. Mais quel sera le point de départ de la prescription ? Soutenir que tous les faits devront avoir été commis depuis moins de trois ans, pour que la poursuite soit possible, ce serait rendre illusoi-res les pénalités contre l'usure ; on arriverait très rarement en effet à établir l'habitude et l'usurier pourrait se livrer à des exactions en quelque sorte chroniques, avec l'assurance de l'impunité la plus complète.

1. V. la discussion, D. P., 54, 4, 16.

La majorité des auteurs a adopté et la jurisprudence a consacré la solution suivante : pour que l'ensemble des faits qui constituent le délit puisse être atteint par l'action répressive, il faut que cet ensemble se soit accompli sans qu'à aucune époque un intervalle de trois ans en ait interrompu la continuité, car « ce laps de temps, suffisant pour couvrir le délit perpétré, l'est nécessairement aussi pour couvrir les faits qui doivent servir d'éléments au délit non encore consommé » (1). Le dernier prêt fait par l'usurier et remontant à moins de trois ans, doit donc être considéré comme ayant interrompu la prescription de tous les anciens faits d'usure, même de ceux qui remontent à plus de trois ans, pourvu que les uns et les autres ne soient pas séparés par un intervalle de trois années (2).

La réception d'intérêts usuraires doit-elle être considérée comme constituant un fait d'usure et la prescription doit-elle courir du jour du paiement ou du jour du prêt ?

« De deux choses l'une, dit M. Petit, (3) si c'est le paiement et non le prêt qui constitue le fait d'usure, on est irréprochable jusqu'au paiement ;

1. Crim. rej., 30 décembre 1853, D. P., 53, 5, 461 ; Crim. cass., 14 novembre 1862, D. P., 63, 5, 394.

2. Bordeaux, 22 novembre 1893, D. P. 95, 2, 148.

3. Petit, p. 162.

si, au contraire, c'est le prêt qui est répréhensible, si c'est le prêt qui est la contravention à la loi, c'est du jour du prêt que doit courir la prescription ». Ce système paraît très logique, que défend en effet la loi de 1807 ? de prêter à un taux usuraire, le ⁶¹ paiement n'est que la conséquence du prêt, en quelque sorte le produit du délit. Nous ne pensons pas cependant qu'il réponde à l'esprit de la loi de 1807 et M. Chardon (1), dans son ouvrage sur le dol, a soutenu l'opinion contraire. Il estime que la prescription ne commence à courir que du jour où le prêteur a reçu la dernière somme produite par les prêts usuraires ; jusqu'au paiement intégral le délit est en quelque sorte en perspective et c'est alors seulement qu'il se réalise (2).

1. Chardon, p. 120.

2. Bordeaux, 8 août 1850, D. P. 55, 2, 232 ; Crim. rej. 2 février 1866, D. P., 66, 5, 484.

TROISIÈME PARTIE

Critique de la législation française actuelle du taux de l'intérêt en matière civile, au point de vue économique et au point de vue juridique.

Nous avons suivi le taux de l'intérêt dans ses diverses transformations ; après avoir retracé son histoire, nous avons étudié les règles auxquelles il est actuellement soumis en France et à l'étranger, nous arrivons au point le plus délicat de ce travail, la critique de la législation française actuelle au double point de vue de l'économie politique et du droit.

CHAPITRE PREMIER

AU POINT DE VUE ÉCONOMIQUE.

Pour apprécier la valeur de l'intervention du législateur dans la question du taux de l'intérêt, il est tout d'abord nécessaire de connaître exactement la nature économique de l'argent et de l'intérêt, et les causes qui en déterminent la valeur. Si en effet le prix de l'argent, comme le prix de toute chose, est soumis à des lois naturelles qui le font varier suivant les temps, les lieux, les circonstances et les hommes, on est obligé de conclure que le législateur émet une prétention injustifiée en lui assignant des limites.

SECTION I. — Qu'est-ce que la monnaie ?

La monnaie est une marchandise intermédiaire, qui sert d'instrument commun à tous les échanges.

La forme primitive de l'échange a été l'échange direct d'un produit ou d'un service contre un autre service ou produit ; c'était le troc. Mais les trocs

en nature offraient dans la pratique de nombreuses difficultés ; pour parvenir à une transaction, il était nécessaire de déterminer la valeur des produits à échanger, opération difficile faute d'une commune mesure ; il fallait de plus la concordance de deux besoins simultanés, l'accord de l'homme en état de procurer un objet et de celui qui recherchait le même objet au même moment..

A une époque très reculée, le sens pratique des peuples a résolu ce problème en adoptant une marchandise intermédiaire pouvant servir d'équivalent et de commune mesure aux autres marchandises. Plusieurs produits ont été successivement choisis pour remplir ce but ; les anciens Grecs se servirent d'abord du bétail et Homère nous dit que l'armure de Diomède valait neuf bœufs et celle de Glaucus cent. Le bœuf était alors l'unité monétaire et les moutons servaient de monnaie divisionnaire, comme aujourd'hui les cuivres pour les échanges de petite valeur. Mais cette marchandise présentait de grands inconvénients : outre son poids elle pouvait ne pas convenir à tous et n'était pas susceptible de division. Quelques peuples emploient encore aujourd'hui pour monnaie des marchandises spéciales. Les clous, dit M. Chevalier, servent de monnaie habituelle aux environs de Graissessac (Hérault). Le sel et le poivre sont monnaies en Abyssinie, la morue sèche

à Terre-Neuve, les fourrures dans le Nord, le cuir en Russie jusqu'à Pierre 1^{er}, le sucre, le tabac en certaines colonies. Le tabac a même eu cours forcé en Virginie en 1618 ! Nous pourrions citer d'autres exemples ; rappelons seulement que nous-mêmes nous employons les timbres-postes comme monnaie pour le paiement des petites sommes.

L'emploi des métaux comme monnaie est très ancien ; Hérodote attribue cette innovation aux Lydiens, d'autres aux Egyptiens ou aux Indiens, les Grecs revendiquent également l'honneur d'en avoir eu les premiers l'idée. Si la pratique constante de tous les peuples parvenus à un certain degré de civilisation a choisi l'or et l'argent pour remplir les fonctions de numéraire, ce n'est pas que ces métaux y soient aptes à l'exclusion de tous autres produits, c'est parce qu'ils réunissent plus complètement les conditions désirables. Les autres métaux présentent tous des défauts qui ont fait repousser leur emploi ; le platine, par exemple, a un trop grand poids sous un faible volume ; les pierres précieuses employées dans l'Inde se fractionnent trop difficilement.

Les métaux précieux offrent de grands avantages ; ils ont une valeur intrinsèque considérable, de telle sorte qu'une quantité quelconque d'or monnayé et un lingot d'or du même poids et du même titre auront une valeur égale aux yeux du com-

merce qui peut aisément les transformer en objets d'art et en bijoux. Ils sont faciles à garder et à transporter et n'exigent pas comme les grains, par exemple, des frais considérables d'emmagasinage et de locomotion ; en effet 80 ou 100 grammes d'argent représentent la valeur de 80.000 grammes de blé et de 110.000 grammes de vin. Ils sont inaltérables et ne sont pas susceptibles de se détériorer par le fait seul du temps ; c'est ainsi qu'on retrouve encore intactes les statuettes d'or et les monnaies anciennes. Ils sont homogènes, leur valeur est identique, quelque soit leur origine ; l'or de Transylvanie est le même que celui du Brésil ou de l'Australie. Ils sont facilement divisibles sans diminution de valeur, qualité très rare que ne possède pas, par exemple, le diamant, qui coupé en quatre perd 99 pour 100 de sa valeur. Ils ont une couleur et un son *sui generis*, qui permettent de les distinguer aisément des compositions similaires et mettent le public en garde contre la fraude.

Le défaut des métaux précieux c'est que leur valeur est sujette à des variations à raison de l'activité plus ou moins grande de l'exploitation des mines, des procédés d'extraction plus ou moins perfectionnés et des hasards de la découverte ; ils subissent à ce point de vue le sort commun à toutes les marchandises.

L'argent est une marchandise ! Que de discussions a soulevées cette idée et que d'erreurs sa négation a fait consacrer ! Les partisans de la limitation du taux de l'intérêt sont obligés pour justifier l'intervention du législateur et les mesures extraordinaires qu'il a édictées, de reconnaître à l'argent une nature exceptionnelle. Nous ne nous étendrons pas longuement sur cette question, il nous suffira de rechercher si l'argent a le même caractère, la même nature que les divers produits qui font l'objet des transactions humaines.

On appelle marchandise tout ce qui se vend, tout ce qui se loue, en un mot tout ce qui se transporte d'un lieu à un autre, s'échange et sert au trafic. Quelles choses vend-on ? Toutes celles qui ont une valeur. Or l'argent a sa valeur propre, augmentée des frais que nécessite son extraction ; il sert de matière première à de nombreuses industries, on en fait des bijoux, des vases, des objets divers ; on le pèse souvent, et notamment quand on fait des paiements importants, ce qu'on ne ferait pas s'il ne tirait pas sa valeur de son poids et de son titre. L'argent s'achète d'ailleurs dans toutes les parties du monde et partout il est considéré comme une marchandise, il n'a pu perdre ce caractère par ce seul fait qu'il est devenu instrument d'échange et qu'à sa valeur réelle et absolue on a ajouté une valeur de convention.

Puisqu'il est destiné à remplacer toutes les marchandises, il en résulte qu'il joue le même rôle qu'elles, et Turgot disait avec raison que toute marchandise est monnaie et que toute monnaie est marchandise.

L'argent a donc un double caractère : c'est d'une part un intermédiaire servant à l'échange, et de l'autre un capital productif de revenu, soumis au principe de l'offre et de la demande, et dont le prix est sujet à des variations fréquentes, comme nous allons maintenant l'établir.

SECTION II. — Qu'est-ce que l'intérêt.

L'intérêt est le prix de l'usage d'un capital prêté.

« On distingue quelquefois d'une façon complète, l'intérêt de l'argent de l'intérêt des capitaux immobiliers, loyer ou fermage. Nous pensons que l'intérêt de l'argent n'est qu'un cas particulier du loyer des capitaux et lorsqu'il s'agit de déterminer les causes des variations auxquelles il est soumis, ces distinctions ne doivent pas exister. Les lois auxquelles obéissent ces variations sont générales et s'appliquent à l'intérêt de l'argent, comme au loyer de tous les capitaux.

Si on s'occupe le plus souvent de l'intérêt de l'argent, c'est que la plupart des prêts se font en numéraire pour la plus grande commodité des contractants: Le prêteur transforme le capital qu'il veut prêter en monnaie dont la valeur ne sera pas discutée et dont il trouvera facilement le placement chez un emprunteur qui la transformera de nouveau en un produit quelconque. La monnaie remplira son rôle ordinaire qui est de faciliter les échanges en se substituant momentanément aux produits. Si la monnaie n'existait pas, le prêt se ferait en nature et l'intérêt, ou plutôt le loyer, qui serait convenu, se fixerait d'après les mêmes lois » (1).

L'intérêt se compose de deux éléments : *une indemnité* pour la privation que le prêteur éprouve en abandonnant la jouissance de son capital, c'est à proprement parler le *loyer du capital*, et une *prime d'assurance*, à raison des risques qu'il court de ne pas être intégralement remboursé de ce capital et même quelquefois de le perdre en totalité.

§ 1^{er}. *Du loyer.*

Le capital étant du travail épargné et accumulé, du travail dont l'auteur aurait eu le droit de re-

1. Saugrain, *Des variations du taux de l'intérêt*, thèse pour le doctorat, p. 1 et 2.

cueillir aussitôt le fruit, mais qu'il a préféré soustraire à une consommation stérile pour l'employer à produire de nouveaux travaux, doit être rémunéré. Il y a à ce point de vue un certain mérite à sacrifier la satisfaction du moment à une pensée d'avenir, à se priver, même en vue d'une compensation ultérieure, de la jouissance immédiate qu'on aurait pu retirer de son travail.

Le prélèvement exigé de l'emprunteur se trouve justifié par le service que lui rend l'argent, quel qu'en soit la destination, que ce soit la réalisation d'une idée ou d'une ambition, d'un désir ou d'un agrément (1). C'est avec infiniment de raison que Montesquieu disait, à propos de l'argent : « celui qui a besoin de ce signe doit le louer, comme il fait de toutes les choses dont il a besoin » (2).

Rien n'est moins fixe que le loyer de l'argent, sa valeur varie sans cesse, non seulement en raison de la quantité absolue du capital que la loi ne peut augmenter ni diminuer d'un chiffre, mais aussi selon la plus ou moins grande facilité avec laquelle les capitaux pourront être transportés d'un point à un autre et mis à la disposition des emprunteurs.

1. Bentham, *Défense de l'usure*.

2. *Esprit des lois*, livre XXII, ch. XIX.

Reisenthel

§ 2. *Des risques.*

L'emprunteur devenant propriétaire du capital prêté peut en disposer à son gré et le capitaliste n'est jamais certain de rentrer dans la possession de ses fonds. Pour compenser cette perte éventuelle le prêteur s'assure le bénéfice d'une série de petites annuités régulièrement payées qui s'ajoutent au loyer du capital : c'est *la prime du risque*, qui est essentiellement variable.

« Le loyer des capitaux est, en quelque sorte, la partie *réelle* de l'intérêt, celle qui se règle sur la valeur des choses, sur l'état du marché, et l'assurance en est la partie *personnelle*. Le risque change avec les circonstances et avec la situation et le caractère des emprunteurs. Il est à peu près nul dans les prêts que l'on fait sur lettres de change ou sur billets à ordre revêtus de plusieurs bonnes signatures. Il s'aggrave en face d'un emprunteur qui ne donne que sa garantie, et c'est dans la proportion du défaut de solidité de la garantie que le prêteur élève la prime du risque. Cette faiblesse de la garantie peut être atténuée par la confiance, ou exagérée par la défiance du prêteur. Il y a là un élément d'appréciation qui, à force d'être personnel, touche de près à l'arbitraire... Il se refuse à toute règle, même pour un jour, même pour un

cas donné : c'est une affaire d'opinion, une [question de chances individuelles. Il n'y a rien là qu'on puisse généraliser au point d'en faire, soit un principe économique, soit un article de loi. L'élément de risque résiste encore plus que celui du loyer à toute tentative qui aurait pour objet de fixer ou de limiter l'intérêt de l'argent (1). »

L'étendue du risque dépend de plusieurs causes.

C'est d'abord le *crédit de l'emprunteur*, la confiance qu'il inspire et qui repose, soit sur des sûretés personnelles, comme son caractère, ses antécédents, son honorabilité, soit sur des sûretés réelles, comme des gages ou des hypothèques.

L'emploi auquel sont destinés les capitaux a également une importance considérable ; plus les résultats de cet emploi seront aléatoires plus les risques seront grands. C'est ainsi que les fonds prêtés à un propriétaire foncier et destinés à une exploitation agricole seront peu exposés, tandis que ceux avancés à un commerçant seront quelquefois à la merci d'une variation de cours et susceptibles d'être engloutis dans une ruine complète. C'est cette considération qui a d'ailleurs, à toute époque, justifié dans le prêt maritime, non seulement la perception d'un intérêt, mais encore l'élévation du taux de cet intérêt. La loi de 1807 en

1. Léon Fauchet, *Dict. d'Economie politique*, v^o Intérêt.

a tenu compte également en fixant un taux différent à l'intérêt suivant le caractère civil ou commercial de l'emprunt.

La *durée* du temps pour lequel le prêt sera consenti influera aussi sur le taux de l'intérêt, le prêteur court moins de risques, lorsque le remboursement est à brève échéance.

A côté de ces risques spéciaux qui varient dans chaque prêt, suivant la personnalité de l'emprunteur et l'emploi auquel sont destinés les capitaux, il y a des conditions générales qui, dans un même pays, influent sur le taux de tous les prêts. Au premier rang se trouve la *sécurité publique*, qui existe lorsque le gouvernement est fort et respecté, que l'ordre et la tranquillité sont assurés à l'intérieur et à l'extérieur. Lorsque la confiance disparaît, en temps de troubles et de révolutions, les capitalistes, plutôt que d'exposer leurs fonds les conservent, et le taux de l'intérêt s'élève dans des proportions considérables.

Les *lois de procédure* peuvent avoir également une influence sur l'élévation de la prime des risques ; les créanciers se montrent d'autant moins exigeants que les moyens mis à leur disposition pour obtenir leur remboursement sont plus sûrs et plus rigoureux. A ce point de vue, si les dispositions coercitives trop sévères ont parfois l'inconvénient de frapper des débiteurs plus malheureux

que responsables, elles sont finalement et en règle générale plutôt favorables, aux emprunteurs. « Les contraintes établies contre les débiteurs insolvables, dit J. B. Say (1), ont presque toujours été regardées comme contraires à ceux qui ont besoin d'emprunter, elles leurs sont favorables. On prête plus volontiers et à meilleur marché, là où les droits du prêteur sont plus solidement appuyés par les lois... Je ne prétends pas cependant recommander les rigueurs de l'emprisonnement : emprisonner un débiteur c'est lui ordonner de s'acquitter et lui en ravir les moyens ». Nos lois de procédure devraient être améliorées et dégagées de formalités longues et coûteuses, qui élèvent la prime du risque en rendant plus difficile la réalisation du gage et qui sont surtout regrettables lorsqu'il s'agit de prêts modiques, car les frais de contrainte deviennent facilement supérieurs à la créance elle-même.

SECTION III. — L'offre et la demande.

La cause la plus importante de variation du prix de l'argent, c'est incontestablement la mobilité perpétuelle du rapport entre l'offre et la de-

1. *Traité d'économie politique*, 5^e éd., 1826. t. II, p. 313.

mande des capitaux. Il faut se garder ici de commettre une confusion et ne pas traduire capitaux par argent, car l'abondance ou la rareté du numéraire ne peut pas avoir d'influence permanente sur le taux de l'intérêt ; elle diminue ou augmente sa valeur, sa puissance d'achat, mais cette diminution ou cette augmentation porte aussi bien sur l'argent payé à titre d'intérêt que sur l'argent prêté à titre de capital. L'influence produite sur le taux de l'intérêt par l'abondance ou la rareté du numéraire ne peut être que temporaire, l'affluence sur le marché d'une grande quantité d'argent fait baisser le taux de l'intérêt à cause de la concurrence que se font les possesseurs d'argent pour lui trouver un placement. Mais ce résultat sera passager ; le taux de l'intérêt ne dépend pas de l'offre et de la demande d'argent, mais de l'offre et de la demande du capital sous toutes ses formes. Le numéraire n'est en effet qu'un instrument de circulation et son abondance ou sa rareté ne peut avoir d'influence permanente, ni sur la production, ni sur la répartition des richesses.

Quels sont les phénomènes qui déterminent la quantité de *l'offre*, qui font à certaines époques arriver en abondance les capitaux sur le marché, à d'autres les rendent rares, et diminuent ou augmentent ainsi les prétentions des capitalistes ?

C'est d'abord l'intensité de la *production* ; l'of-

fre varie avec la quantité et la qualité des agents naturels qui sont utilisés et avec la somme de travail utile qui est dépensée.

Rien n'est plus variable que la quantité d'agents naturels utilisés et surtout que leur pouvoir de production. La mise en exploitation de terres qui n'ont pas encore été cultivées, donne au début sans beaucoup de travail et sans engrais des récoltes abondantes et peut amener une augmentation de l'offre; mais lorsque les terres s'épuisent, il faut pour en obtenir le même produit leur restituer sous forme d'engrais les principes constitutifs qui ont été dépensés dans les récoltes précédentes. L'offre augmentera également par la découverte de mines nouvelles qui permettront d'obtenir plus facilement de plus grandes quantités de minerais.

La quantité de travail appliqué à la production fait varier l'offre et conséquemment le taux de l'intérêt à raison de l'intelligence, de l'habileté et de la diligence des travailleurs et aussi de la durée moyenne du travail; il est à croire que la réduction obligatoire de la journée de travail à huit heures aurait pour effet de diminuer la production et d'élever le taux de l'intérêt.

Il ne suffit pas de produire, il faut savoir conserver et *l'épargne* est une des principales causes des variations du taux de l'intérêt; non pas l'épargne qui conserve les capitaux pour les dépenser

ensuite pour des besoins personnels en consommations improductives, mais celle qui économise pour augmenter les capitaux et en tirer de nouveaux produits. Ceux qui épargnent de la sorte n'ont souci que du revenu ; si le taux de l'intérêt s'abaisse, leurs chances de profits diminuent, ils accumulent moins de capitaux et l'offre devient moins considérable. L'épargne est d'autant plus développée dans un pays que les qualités morales y sont plus grandes ; la prévoyance est un fruit de la civilisation.

Quels sont maintenant les phénomènes qui font varier la quantité de *la demande* ? qui font que tantôt les emprunteurs se présentent nombreux et veulent beaucoup de capitaux et que tantôt, au contraire, ils se présentent en petit nombre et en demandent peu ?

L'accroissement des ressources des consommateurs peut amener une augmentation de la demande des capitaux destinés à des consommations improductives, mais ceci ne se produira que lorsqu'une cause quelconque aura accru le produit net et la rémunération des divers éléments de la production. Il en est de même des variations provoquées par les changements de prix des produits : il faut y voir une conséquence plutôt qu'une cause.

La demande augmentera surtout à raison des profits que peut réaliser l'emprunteur avec les

capitaux empruntés. L'élévation des profits peut dépendre de bien des causes : de l'activité industrielle qui sera beaucoup plus grande dans un pays neuf où tout est à créer, d'inventions nouvelles et de perfectionnements de matériel, d'une consommation extraordinaire de capitaux à la suite d'un désastre : guerre, incendie, inondation, etc...

Il est à remarquer que les perfectionnements industriels agissent à la fois sur l'offre et sur la demande des capitaux. Ils entraînent des dépenses considérables et nécessitent parfois la transformation complète du matériel industriel ; la locomotion à vapeur a eu ce résultat. Elle a amené l'immobilisation d'un grand nombre de capitaux, l'augmentation brusque de la demande et par suite une élévation du taux de l'intérêt. Mais les perfectionnements amènent d'autre part un accroissement de production qui développe l'offre et abaisse en conséquence le taux de l'intérêt.

La hausse persistante ne se produirait que si la consommation improductive, excitée par la baisse des prix, s'exagérait et nécessitait des frais de production plus élevés. Mais les consommateurs limitent leurs dépenses et l'accroissement de consommation d'un objet spécial ne se produit qu'au détriment de la consommation d'objets similaires. La baisse surviendra donc fatalement, car les nou-

velles inventions diminuent les frais de production.

L'exportation des capitaux rendue plus active par l'expansion coloniale des grandes nations européennes offre aux capitalistes de nouveaux débouchés et a pour effet de relever le taux de l'intérêt. C'est ainsi que des sommes considérables ont été employées à la création de chemins de fer et d'industries variées en Algérie, en Tunisie, dans l'Afrique Australe : « D'après les calculs de M. Giffen, les anglais ont pour plus de 50 milliards de valeurs étrangères, et nous estimons que les français en possèdent bien au moins pour 25 milliards (1) ».

Mais à la diminution de l'offre et à l'élévation du taux en France correspond nécessairement une baisse du taux dans les pays où les capitaux ont été exportés : il en résulte que peu à peu le taux de l'intérêt s'uniformise dans les divers pays.

Nous venons de voir à quelles lois économiques obéissent les variations du taux de l'intérêt, nous avons constatés que ces lois sont multiples et complexes et qu'il est impossible d'en prévoir l'action et d'en mesurer la puissance. En présence de phénomènes aussi changeants à qui doit être confié le soin d'apprécier les conditions du prêt à intérêt, d'en déterminer le taux ? Le législateur paraît

1. Leroy-Beaulieu, *Traité d'Economie politique*, 1895, t. II, p. 162.

avoir commis une grosse erreur en assumant cette tâche.

« Si la loi veut essayer de suivre l'intérêt dans ses variations perpétuelles, elle devra être modifiée tous les jours et à toutes les heures, et sera en outre parfaitement inutile, puisque son rôle se bornera à la constatation d'un fait existant en dehors et indépendamment d'elle, semblable au thermomètre qui indique l'état de la température, sans produire un degré de plus de chaleur ou de froid. Si au contraire elle se borne à établir un maximum invariable, avec l'intention de s'y fixer et de ne tenir aucun compte des temps et des lieux, elle devient un lit de Procuste, l'injustice est organisée en système, et nous avons le règne de l'égalité la plus désastreuse, celle qui, sans égards pour la différence des tailles, consiste à faire courber toutes les têtes sous un arbitraire et impitoyable niveau. Inutile ou injuste, voilà le dilemme dont la loi limitative ne peut sortir (1) ».

N'est-il pas plus naturel et plus logique d'abandonner aux parties contractantes, la détermination du taux de l'intérêt ? Elles seules peuvent apprécier exactement dans le prêt le point précis où l'avantage disparaît et la perte commence, en tenant compte des circonstances particulières au

1. Lair, *Les lois sur l'intérêt*, p. 26.

contrat et de l'état général du marché. « Elles peuvent se tromper, dira-t-on : sans doute, mais l'erreur est-elle une mauvaise chance spéciale au prêt, ou bien une condition générale de notre nature destinée à être redressée sans cesse par les enseignements de l'expérience, et veut-on supprimer le libre arbitre sous prétexte d'en empêcher les écarts (1) ?

Nous allons établir maintenant que les lois limitatives du taux de l'intérêt, qui méconnaissent les principes de l'économie politique, constituent de plus une exception injustifiée aux principes généraux du droit.

1. Lair, *op. et loc. cit.*

CHAPITRE II

AU POINT DE VUE JURIDIQUE.

Notre législation a proclamé d'une façon générale la règle de la liberté conventionnelle, l'article 1134 du Code civil porte en effet que les conventions tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites. L'autorité n'intervient dans les transactions particulières que pour en assurer l'exécution, pour faire respecter les engagements librement consentis. Les seules exceptions apportées à ce principe ont pour but de sauvegarder l'intérêt général, l'ordre public et les bonnes mœurs. Autant il est nécessaire, au point de vue de la sécurité publique, qu'il existe des lois répressives des crimes et des délits, autant il est inopportun pour le législateur, de tracer autour des transactions humaines un cercle infranchissable. Outre le préjudice qui en résulte pour les intérêts matériels, il y a là au point de vue moral et philosophique une entrave à la liberté, un obstacle aux progrès de la civilisation, une sorte d'injure à l'intelligence humaine.

« La liberté sans doute doit être réglée, mais de telle sorte qu'elle se retrouve sous la règle, et c'est plutôt dépraver que perfectionner notre nature, que de nous réduire à n'être dans l'ordre intellectuel et dans l'ordre moral que des machines bien organisées (1). »

Pourquoi la loi de 1807 a-t-elle soustrait le prêt à intérêt à l'application de la règle générale posée par l'article 1134 ? Je puis en toute liberté louer, aliéner, hypothéquer un immeuble qui m'appartient ; je puis trouver dans une location un intérêt annuel de 10 0/0, revendre une maison à un prix double du prix d'achat et réaliser de la sorte un bénéfice de 100 pour 100, toutes ces opérations sont parfaitement licites. Mais si je donne à ma *chose* une autre forme, si je convertis mon immeuble en argent, en essayant d'en tirer un profit identique, je me rends coupable d'un délit et passible d'amende et de prison. Comment expliquer cette exception au droit commun, cette atteinte à la liberté des conventions ?

Les dispositions limitatives du taux de l'intérêt ne sont pas justifiées, elles sont de plus inutiles et mêmes dangereuses.

1. M. Jules Simon, *Le Devoir*, IV^e partie, chap. I^{er}, p. 342.

SECTION I. — La limitation n'est pas justifiée.

Pour légitimer l'intervention du législateur, les partisans des mesures restrictives invoquent d'abord la conservation sociale, ils rappellent les désordres que l'exagération de l'usure a produits dans l'antiquité, les soulèvements du peuple Romain, ses retraits sur le Mont-Sacré et sur le Mont-Aventin.

Nous trouvons cet argument dans l'exposé des motifs de la loi de 1807, présenté au corps législatif par le conseiller d'Etat Jaubert : « Dans tous les temps les nations civilisées se sont occupées de l'intérêt de l'argent... Il est reconnu que le taux excessif de l'argent attaque la propriété dans ses fondements, qu'il mine l'agriculture, qu'il empêche les propriétaires de faire des améliorations utiles, qu'il corrompt les véritables sources de l'industrie, que par sa pernicieuse facilité de se procurer des gains considérables, il détourne les citoyens des professions utiles et modestes ; enfin qu'il tend à ruiner des familles entières et à y porter le désespoir...

Le principe qui domine tout c'est celui de la conservation de l'ordre social. Toutes les fois qu'un objet a un rapport direct et immédiat avec

la société, il faut que la loi empêche que le corps social ne soit troublé par les actes des particuliers. Sans doute la propriété est un droit sacré, mais l'exercice de ce droit est soumis à la loi. A côté du principe qui veut que chacun puisse user de sa chose, il y en a un autre non moins vrai, c'est qu'il importe à l'Etat que les fortunes ne soient pas dilapidées, que les familles ne soient pas dépouillées et que le besoin d'un moment n'autorise pas un homme adroit à s'emparer d'une propriété à vil prix ».

Ce réquisitoire est exagéré et Jaubert a tracé des excès de l'usure, un tableau trop sombre. On venait de faire du système de la liberté une expérience malheureuse de 1793 à 1807, jamais le taux n'avait été plus élevé pour le malheur des emprunteurs. Mais ces abus n'ont pas été la conséquence de la liberté, ils s'expliquent par les circonstances que la France a traversées à cette époque. Le crédit et la confiance étaient nuls, la guerre était en permanence à l'extérieur, les troubles civils avaient désorganisé la propriété et ruiné le commerce et l'industrie. La crise des assignats, la banqueroute de 1802, la position critique de la Banque, le dépérissement de l'agriculture etc., telle était la situation de la France à cette époque, que M. Laborde a si justement dénommé *la terreur financière*. Lorsque fut promulguée la

loi de 1807, les troubles avaient cessé, l'argent avait reparu et le taux de l'intérêt avait sensiblement diminué ; ce n'est donc pas la loi limitative qui a mis fin aux excès signalés par Jaubert.

Quant à l'argument tiré de l'histoire il n'est pas très concluant. Il n'est pas possible d'établir une assimilation entre les peuples de l'antiquité et la France moderne ; il est d'ailleurs à remarquer que l'usure a fait plus de ravages à Rome, où la réglementation existait, que dans la Grèce, où le prêt était affranchi de toute entrave, et qu'elle n'a jamais sévi plus cruellement que pendant les longs siècles où le prêt à intérêt étant formellement prohibé, le commerce de l'argent était devenu le monopole des juifs.

La seconde considération que font valoir les défenseurs de la loi de 1807, est la nécessité de protéger l'emprunteur contre les exigences d'un prêteur impitoyable qui abuse de sa faiblesse ou de ses besoins pour lui imposer des conditions désavantageuses. Cette conception est exagérée ; le prêteur n'est pas toujours l'usurier avide que l'on se plaît à dépeindre, il existe beaucoup de capitalistes consciencieux qui ne demandent qu'à prêter leur argent à des taux convenables. Le capital, à part les cas exceptionnels où son origine est malhonnête, représente la récompense du travail, le fruit de l'ordre et de l'économie, il n'est pas juste

d'en limiter la valeur en rendant son placement plus difficile et moins avantageux.

« Le prêteur, dit M. Michel Chevalier, quelque égoïste qu'il puisse être, représente un grand intérêt social. Il représente le capital que des écoles désordonnées ont pu appeler l'infâme capital, mais qui, aux yeux de l'homme politique, de l'homme d'Etat, comme aux yeux de l'économiste, est le grand levier des améliorations publiques, la matière première des entreprises des Etats, comme de celles des particuliers.... La conservation du capital est quelque chose d'indispensable à la société et d'essentiel à sa marche progressive. Par conséquent l'homme qui garde le capital et le fait valoir, qui le fait rentrer après l'avoir prêté, et qui, à cette fin, se montre même sévère, rend service à lui-même, bien entendu, mais aussi à ses concitoyens, même sans penser à eux. Il est beaucoup plus intéressant que le prodigue. »

L'emprunteur n'est pas toujours digne de la sollicitude que lui témoigne le législateur ; la ruine est souvent le résultat de la dissipation et de l'inconduite. Le prodigue, qui engloutit dans de folles dépenses la fortune que ses parents ont laborieusement édifiée à force de travail et d'économie, est entouré de mesures de protection et de garanties qu'il ne mérite assurément pas. Le Code a institué pour le protéger contre lui-même, le conseil

judiciaire. Ces mesures ne sont-elles pas suffisantes et n'est-il pas regrettable de limiter le taux de l'intérêt uniquement pour empêcher de jeunes fous d'emprunter à plus de 5 0/0 ?

Cette catégorie d'emprunteurs n'est d'ailleurs pas la plus nombreuse et la loi n'a pas à s'en préoccuper. Il en est de plus digne de pitié ; ce sont, par exemple, des gens honnêtes qui séduits par des spéculations malheureuses se trouvent réduits à la misère, des pauvres d'esprit qui ont été victimes de leur crédulité et de leur maladresse, des jeunes gens dont on a indignement exploité l'inexpérience ou les passions et qui encouragés par des complaisances coupables ont inconsidérément dépensé leur patrimoine. Ces situations sont plus intéressantes et le législateur a le devoir de s'en préoccuper.

Etait-il nécessaire, pour leur assurer une protection efficace, de porter atteinte à la liberté conventionnelle en limitant d'une façon générale le taux de l'intérêt ? — Evidemment non, le mineur trouvait dans l'article 406 du Code pénal une garantie contre « quiconque aurait abusé de ses besoins, de ses faiblesses ou de ses passions, pour lui faire souscrire à son préjudice, des obligations, quittances ou décharges, pour prêt d'argent ou de choses mobilières, ou d'effets de commerce, ou de tous autres effets obligatoires, sous quelque

forme que cette négociation ait été faite ou déguisée ».

Quant au majeur jouissant de la plénitude de ses droits et de ses facultés, le seul cas où l'intervention de la loi en sa faveur soit justifiée, c'est lorsque sa volonté n'a pas été libre, que son consentement a été vicié par erreur, dol ou violence. Le Code civil a prévu ce cas en décidant « qu'il n'y a point de consentement valable, si le consentement n'a été donné que par erreur, ou s'il a été extorqué par violence ou surpris par dol », (art. 1109) et en prononçant la nullité des obligations ainsi contractées.

Le législateur de 1807 s'est attaché à une fausse notion de l'usure. L'usure consiste à abuser des faiblesses de l'emprunteur, à exploiter ses besoins, à le tromper par des manœuvres déloyales pour lui faire accepter des conditions onéreuses. « Je me suis demandé, disait M. Léon Say, s'il n'y avait pas lieu de chercher la définition de l'usure, non pas dans le taux de l'intérêt, mais dans les manœuvres qui pouvaient accompagner le prêt. » Cette idée est parfaitement exacte : le taux élevé de l'intérêt ne suffit pas à lui seul pour constituer un acte immoral, on ne s'explique pas qu'il soit poursuivi comme un délit.

A raison de l'extrême mobilité du prix de l'argent, le taux légal peut se trouver supérieur au

taux réel, qui varie suivant les circonstances, et il peut se faire que le prêteur, tout en se conformant au taux légal, ait à se reprocher à lui-même d'être trop exigeant. Le taux fixé par la loi est en effet, dans chaque cas particulier, trop fort ou trop faible ; il n'est jamais exact, parce qu'il n'est qu'un taux moyen.

Qu'est-ce en effet qu'une moyenne ? « C'est une abstraction sans réalité, une résultante utile à connaître comme constatation de fait ; mais *sans application aux cas particuliers et menteuse pour chacun d'eux*. Formée de chiffres obtenus dans des conditions diverses, et diverse comme ces situations, la moyenne, évidemment, diffère de chacun d'eux et ne répond par conséquent à aucune des situations. Voici deux hommes, l'un prêtant à 5 l'autre à 7 0/0, dans des conditions différentes et chacun d'eux avait raison : faites les prêter tous les deux au taux moyen de 6 0/0, et ce chiffre moyen, quoiqu'il représente les deux autres, sera faux et nuisible dans les deux cas ; ici on blessera l'emprunteur, là, le prêteur. Un habit coupé sur la moyenne n'irait qu'à peu de tailles ; une ration calculée sur la moyenne ne satisferait que peu d'estomacs (1). »

Comment la loi a-t-elle été amenée à consacrer

1. Frédéric Passy, *Leçons d'économ. polit.*, p. 60.

le taux moyen de 5 0/0. On a prétendu trouver sa raison d'être : « dans la proportion annuelle du travail total produit par un homme et par tous les hommes en général ».

« Un homme, dit-on, a valu économiquement parlant, ce qu'il a gagné pendant toute la durée de son existence, et l'on peut établir en moyenne que son gain annuel a été le résultat de la division de cette somme totale par le nombre d'années pendant lesquelles il a, non pas vécu, mais travaillé... Si l'on assemble la vie d'un grand nombre d'hommes on verra que la moyenne de leurs années de travail, limitée par des causes nombreuses et diverses, ne dépasse pas dans les temps ordinaires plus d'une vingtaine d'années. Le bénéfice fait pendant la vie entière doit donc être réparti sur ces vingt ans : c'est-à-dire que le bénéfice d'une année est du vingtième de la somme totale : ce qui équivaut à 5 0/0. L'expression 5 0/0 provient d'un tout autre ordre d'idées que celui de désigner une rémunération proportionnelle au travail... Elle n'indique donc autre chose, sinon qu'en moyenne le travail d'un homme rapporte, pendant une année de travail, le vingtième de ce qu'il aura gagné pendant sa vie entière (1). »

Ce système est fort ingénieux, mais il repose sur

1. Marin-Darbel, *L'usure et sa définition*, p. 281, 282, 383.

une argumentation plus fantaisiste que scientifique et ne saurait être sérieusement admis. Ce qui est certain, c'est que le taux de l'argent varie sans cesse et que la fixation d'un maximum est une atteinte aux règles de la justice. On a proposé pour se rapprocher davantage du taux vrai, de substituer au taux maximum uniforme de la loi de 1807, *une série de taux maxima différents*, suivant les principales catégories de prêts, les diverses classes d'emprunteurs et les contrées, taux maxima dont la quotité pourrait être modifiée à certains intervalles d'après les indications générales du marché financier et les changements dans la valeur de l'argent (1).

Une semblable proposition est la condamnation de la législation qui l'a rendue possible ; outre les difficultés sans nombre auxquelles aboutirait en pratique ce système, il a le tort de méconnaître la notion même de la *Loi*, dont l'essence est d'être aussi générale et aussi immuable que possible. D'ailleurs la tarification légale resterait toujours injuste, elle ne pourrait être modifiée aussi rapidement que les circonstances qui font varier le taux de l'intérêt, et le taux légal serait forcément supérieur ou inférieur au taux réel.

Les partisans de la loi de 1807 essaient pour la

1. Paul Cauvès, *Précis du cours d'économie politique professé à la Faculté de droit de Paris*, t. II, p. 120 (éd. 1882).

justifier de trouver dans notre législation d'autres exemples d'entraves apportées à la liberté contractuelle et au droit de propriété ; ils citent d'abord l'expropriation. Mais aucune assimilation n'est possible avec le taux de l'intérêt ; l'expropriation est motivée par des raisons d'ordre public, elle intéresse directement l'Etat, beaucoup plus que le prêt à intérêt, qui ne concerne que les particuliers. A raison de sa gravité, elle entoure les intéressés de nombreuses garanties pour leur assurer une juste et préalable indemnité et les préserver de toute lésion ; elle a pour résultat de substituer à un immeuble ou à un droit immobilier une somme d'argent dont le propriétaire pourra disposer en toute liberté. Il n'en est pas de même pour le prêteur qui ne peut tirer parti de sa chose et dont on limite les bénéfices.

On invoque également la rescision de la vente pour cause de lésion de plus des sept douzièmes pour justifier le principe de la réglementation. Mais cette garantie accordée au vendeur s'explique parce qu'elle suppose une erreur dans le consentement, elle a d'ailleurs pour but de protéger le vendeur seul, tandis que la limitation du taux de l'intérêt sacrifie celui qui représente le vendeur, c'est-à-dire le prêteur, qui, non seulement se

1. Paul Cawis, *Précis d'économie politique proposé à la Faculté de droit de Paris*, t, II, p. 120 (éd. 1882).

trouve dépossédé de l'objet prêté, mais n'a pas le droit de s'indemniser au delà d'une certaine mesure. Il n'y a donc pas d'analogie entre les deux situations.

Ce n'est pas d'ailleurs ce principe de la réglementation légale que nous critiquons, mais son application au taux de l'intérêt. La nature et les effets du contrat de prêt ne justifient pas l'atteinte que le législateur de 1807 a porté à la règle générale posée par l'article 1134.

SECTION II. — La limitation est inutile.

Quelle est l'efficacité des mesures restrictives ? « La sanction légale, disait Michel Chevalier (1), est une toile d'araignée que le premier venu peut écarter du bout du doigt. » Cette critique est profondément juste ; aucune loi n'a été plus souvent et plus facilement contredite, éludée et violée, que la loi de 1807, et ce n'est pas le reproche le moins grave que l'on puisse lui adresser.

Nous avons étudié dans la seconde partie de ce travail les nombreuses exceptions, que le législateur lui-même avait dû consacrer au principe de la limitation du taux de l'intérêt. Outre les viola-

1. *Moniteur*, 30 mars 1862.

tions légales, il en est d'autres que la jurisprudence a dû admettre ou tolérer, et de plus nombreuses encore, pratiquées par les usuriers avec tant de ruse et d'adresse, que les tribunaux sont impuissants à les réprimer et que la sanction pénale est devenue, ainsi que nous l'avons vu, à peu près illusoire.

La loi du 12 janvier 1886 en proclamant la liberté du taux de l'intérêt en matière commerciale a fourni à la fraude de nouvelles facilités. Comment distinguer en effet l'opération civile de l'opération commerciale ? Cette question est extrêmement délicate et les travaux préparatoires de la loi ne l'ont pas élucidée.

« On nous dit, déclarait M. Laroze, à quel signe allez-vous reconnaître une affaire commerciale et la distinguer d'une affaire civile ? Et l'honorable M. Truelle paraissait vous représenter comme un monstre effroyable cette nécessité de distinguer entre les prêts commerciaux et les prêts civils. Eh bien ! Je lui répondrai avec la pratique du palais que cette distinction s'opère tous les jours et qu'elle s'opère très facilement. Il y a non seulement des textes de loi qui font connaître ce qu'on entend par le mot de *commerçant* et par celui d'acte de commerce, mais il y a encore aujourd'hui une formidable jurisprudence qui guide le magistrat dans la distinction dont il s'agit.....

« et au besoin l'égare, interrompt spirituellement M. Andrieux, rapporteur ». M. F. Passy s'écriait : « Je mets M. Laroze au défi, malgré sa haute compétence, d'établir nettement la distinction entre le prêt civil et le prêt commercial ».

M. Jozon déclarait : « nous n'avons pas cru devoir définir ce qu'on entend par prêt civil ou par prêt commercial. La définition serait trop difficile. Elle exigerait de longues explications et resterait malgré tout incomplète » à M. Labiche qui lui demandait : « Qu'est-ce qu'un acte de commerce ? » ce même député répondait : « On n'a jamais pu le savoir ».

La jurisprudence et la doctrine sont indécises et confuses sur la solution à donner à cette difficulté ; plusieurs systèmes ont été proposés.

D'après une première opinion, la nature du prêt doit dépendre de la qualité des parties ; mais les partisans de cette doctrine, d'accord sur le principe, se sont divisés quand il s'est agi de l'application. Les uns ont soutenu que c'était à la *qualité de l'emprunteur* qu'il fallait s'attacher : « Les fonds livrés au commerce ; dit M. Troplong, rapportent à l'emprunteur négociant plus qu'ils ne rapportent à l'emprunteur civil. Il est donc équitable que le prêteur profite de cette différence. Le prêt de commerce est d'ailleurs soumis à toutes les chances dont le négoce peut être affecté. Il doit donc à rai-

son de ces chances, produire de plus grands avantages. Enfin les fonds prêtés à un commerçant pour son commerce deviennent commerciaux. Pourquoi donc répugnerait-on à voir ici une matière commerciale (1) ». ? D'autres se réfèrent à la *qualité du prêteur* et considèrent comme commercial tout prêt fait par un commerçant, même à un non-commerçant et pour cause civile. C'est une application du vieil adage de Stracchia: « *pecunia mercatoris plus valet quam pecunia non mercatoris* ». Les profits étant plus considérables dans le commerce, il est juste, dit-on, que le commerçant puisse prêter à un intérêt plus élevé, sans qu'il y ait à tenir compte de la profession de l'emprunteur, ou de la destination des fonds. Il n'est pas nécessaire que l'acte soit commercial *ex utraque parte*, il suffit que le prêteur fasse acte de commerce en prêtant et c'est ce que fait le commerçant qui donne son argent à titre de prêt (2).

La deuxième opinion qui réunit de nombreux suffrages et qui nous paraît la mieux justifiée s'attache pour déterminer la nature du prêt à la *destination que les fonds doivent recevoir*, sans te-

1. *Du Prêt*, n. 362, Lyon, 20 novembre 1857, Sirey, 58, 2, 699. Aubry et Rau, IV, § 396, texte et note 25. p. 606. — Compar. Cassation, 10 mai 1837, Sirey, 37, 1, 1008 ; Bourges, 3 mars 1854, Sirey, 54, II, 234.

2. Cassation, 27 février 1864, Sirey, 64, I, 341. — Compar. Besançon, 15 décembre 1855, Sirey, 56, II, 504.

nir compte de la qualité des parties contractantes. Elle a été très bien exposée dans un arrêt de la Cour de Bourges, qui contient en même temps la réfutation du premier système et que nous allons reproduire : « Considérant en droit que la loi du 3 septembre 1807 sur le taux de l'intérêt de l'argent, loi de pur arbitraire et restrictive de la liberté des conventions doit s'entendre dans le sens le plus large, et s'interpréter, en cas de doute, en faveur du stipulant ; que ladite loi, sans s'expliquer sur la qualité des personnes, dispose en termes généraux que l'intérêt ne pourra excéder cinq pour cent en matière civile et six pour cent en matière commerciale ;

Que si l'on recherche les motifs de cette différence dans le taux de l'intérêt de l'argent, on doit reconnaître que le législateur a considéré, d'une part, que les bénéfices ordinaires du commerce permettaient plus facilement au commerçant de supporter un taux plus élevé que ne le permettaient au simple propriétaire les revenus de la propriété, et, d'autre part qu'il était juste de faire jouir d'un plus grand avantage celui qui court plus de risques, c'est-à-dire celui dont les capitaux sont exposés aux chances des entreprises commerciales ;

Considérant qu'il ne résulte ni de termes, ni de l'esprit de la loi précitée, l'interdiction absolue

pour le prêteur non commerçant de recevoir un intérêt excédant 5 0/0 ; qu'il en résulte au contraire qu'il peut valablement stipuler en sa faveur un intérêt de 6 0/0, lorsque la matière est commerciale ;

Considérant que pour déterminer le caractère de la matière, c'est plus particulièrement à l'objet auquel doivent être employées les sommes prêtées qu'il faut s'attacher, et qu'il suffit qu'elles soient ou doivent être appliquées à des spéculations ou entreprises commerciales pour que la matière soit réputée commerciale ;

Considérant que lorsqu'un commerçant emprunte des sommes d'argent, il est toujours censé le faire pour les besoins de son commerce, à moins qu'il n'y ait preuve du contraire ; qu'il suit de là que les prêts d'argent qui lui sont faits, même par des non commerçants, sont des prêts en matière de commerce, et qu'il est licite par conséquent aux prêteurs, qu'ils soient commerçants ou qu'ils ne le soient pas, de stipuler un intérêt de 6 0/0, qui est le taux légal du commerce (1). »

Une exception importante doit être faite cependant en faveur de toute une catégorie de commer-

1. Bourges, 27 janvier 1857, Sirey, 58, II, 695 ; Cassation, 21 avril 1852, Sirey, 52, I, 511 ; Cassation, 5 janvier 1859, Sirey, 59, I, 220 ; Limoges, 25 juillet 1865, Sirey, 65, 2, 284. Pont, *Petits contrats*, n. 277.

çants, les banquiers : tout prêt fait par un banquier est commercial, quelles que soient la qualité de l'emprunteur et la destination des fonds. Le banquier fait du prêt un véritable commerce ; il doit, pour faire face à ses obligations, tenir à la disposition de ses clients des capitaux souvent considérables, cet argent peut rester longtemps improductif et il est légitime que le banquier trouve dans un intérêt plus élevé la compensation des risques et des frais auxquels l'expose son commerce. Il serait bien difficile d'ailleurs à un banquier de se renseigner sur la destination des fonds qu'il prête (1).

La distinction établie par la loi de 1886, entre les prêts civils et les prêts commerciaux est en pratique très difficile à observer ; la *lettre de change* permet aux prêteurs de dissimuler la véritable nature du prêt. L'article 632 du Code de commerce, répute acte de commerce... entre toutes personnes la lettre de change... Est-ce à dire que la simple souscription d'une lettre de change suffit à commercialiser le prêt dont elle est la reconnaissance ? Evidemment non : « Attendu, dit la

1. Cassation, 29 avril 1868, Sirey, 68, 1, 281 ; Bordeaux, 27 avril 1869, Sirey, 70, II, 23 ; Cassation, 10 janvier 1870, Sirey, 70, 1, 157 ; Douai, 24 janvier 1873, Dalloz, 74, 1, 203 ; Cassation, 16 janvier 1888, Dalloz, 88, 1, 69 ; Tribunal d'Evreux, 26 décembre 1889, et Rouen, 22 mars 1890, *Pandectes Françaises*, 92, II, 4.

Cour de cassation, que les juges saisis d'une prévention d'usure ont le droit et le devoir, pour l'application de la loi du 12 janvier 1886, et l'égale observance des deux dispositions bien distinctes qu'elle contient, de rechercher dans *les faits de la cause*, le caractère civil ou commercial du prêt, *quelles que soient les apparences* dont ils ont été entourés, *et la forme* même dont ils ont pu être revêtus » (1).

Il n'en est pas moins vrai que la fraude sera difficile à démasquer, et qu'il sera souvent impossible à l'emprunteur d'établir par les circonstances de la cause que le prétendu prêt commercial n'est en réalité qu'un prêt civil.

Pourquoi d'ailleurs cette différence de traitement entre les prêts civils et les prêts commerciaux ? Leur nature économique est la même et si la liberté convient aux uns, elle doit également convenir aux autres. L'importance plus ou moins grande des risques n'est pas une raison suffisante, car : « il y a des emprunteurs non négociants, dont la solvabilité fait courir aux prêteurs plus de risques que les tempêtes » (2).

La distinction établie par la loi de 1886 n'est donc pas justifiée et elle a le grand tort de rendre illusoire la répression de l'usure en matière civile.

1. Cassation, 14 mai 1886, *Pand. fr. pér.*, 86, 1, 153.

2. Sainte-Beuve, *Moniteur*, du 30 juin 1850.

Les demi-mesures sont toujours mauvaises, elles ont pour but de satisfaire tout le monde et elles ne satisfont généralement personne ; il est à souhaiter que le législateur complète sa réforme en proclamant la liberté des conventions aussi bien pour les prêts civils que pour les prêts commerciaux. « Quel intérêt peut-on bien avoir, disait M. Bozérian, à rester dans cette pénombre qui profite aux hommes d'affaires ainsi qu'aux avocats, et qui est la source des difficultés et des procès ? (1) »

On ne s'explique pas la raison d'être d'une loi qu'il est si facile d'éluder et qui se trouve désarmée dans presque tous les cas où elle devrait sévir. L'usure n'a certainement pas diminué de nos jours ; dans toutes les villes il existe des usuriers qui sont connus comme tels et s'enrichissent dans leur coupable industrie sans qu'il soit possible à la justice de les atteindre. Les statistiques établissent une moyenne d'environ *quinze poursuites pour usure par année et pour toute la France*. Ce résultat est suffisamment éloquent, il est la condamnation de la loi de 1807 ; car, comme le disait Turgot l'inobservation de la loi : « diminue le respect que les citoyens devraient avoir pour tout ce qui porte ce caracière » (2).

Monsieur Guillouard essaie de la justifier de ce

1. Débats parlementaires, Sénat, p. 1230.

2. Turgot, *Mémoire sur les prêts d'argent*.

Reisenthel

reproche et prétend « qu'elle sert d'abord à avertir les hésitants et ils sont nombreux, ceux qui ne sont pas absolument mauvais, que le commerce de l'argent n'est pas un commerce libre, et que l'usure place celui qui la pratique sous le coup de poursuites correctionnelles ; lorsque la loi religieuse et la loi morale sont impuissantes, la crainte du châtement, de la flétrissure qui s'attache dans l'opinion publique à la condamnation pour usure en retiendront beaucoup » (1).

La crainte est parfois bonne conseillère, mais sa voix risquera fort de n'être pas écoutée en présence de l'impunité presque assurée du délit d'usure.

SECTION III. — Sa limitation est dangereuse.

Les dispositions restrictives du taux de l'intérêt ne sont pas seulement inefficaces, elles ont pour résultat d'aggraver la situation des emprunteurs qu'elles prétendent protéger. « Avant de voter la loi de 1807, le législateur, disait au Sénat Michel Chevalier, aurait bien dû lire, parmi les fables de La Fontaine une des plus jolies, celle de l'ours et l'amateur des jardins, ou un honnête animal,

1. Guillaouard, *Du Prêt*, p. 143.

l'ours, voulant protéger une estimable personne, l'amateur des jardins, contre la piqure des mouches qui l'obsédaient, lui lance un pavé à la tête. Il y a de cela, il y a de l'histoire de l'ours dans la loi de 1807 » (2).

En resserrant le prêt à intérêt dans des liens trop étroits, elle a eu pour résultat d'en détourner les gens honnêtes et d'en laisser le monopole à ceux-là précisément qu'elle voulait combattre, les exploiters sans conscience, les professionnels de l'usure. Les capitalistes respectueux de la loi, plutôt que de l'enfreindre, cherchent à l'étranger des placements plus productifs et laissent ainsi le marché libre aux spéculateurs moins scrupuleux, qui n'ayant plus à craindre la concurrence, élèvent leurs prétentions. Les emprunteurs pressés par le besoin d'argent sont obligés de les subir, ils auraient pu peut-être emprunter à 7 ou 8 0/0, si la loi n'avait pas cru devoir leur accorder une protection funeste, ils doivent se résoudre à accepter 15, 20 ou 25 0/0. « Les lois extrêmes dans le bien font naître le mal extrême, disait Montesquieu, on paiera pour le prêt de l'argent et pour le danger des peines de la loi (1). »

Les pénalités édictées contre l'usure amènent des exigences plus grandes chez les usuriers ;

1. Séance du 30 mars 1862.

2. *Esprit des lois*, liv. XXII, chap. XXI.

l'intérêt qu'ils réclament doit être suffisant pour les indemniser des condamnations auxquelles ils s'exposent et les dédommager du mépris dont les couvre l'opinion publique, il contient en quelque sorte une prime d'assurance.

Et pourtant le besoin d'argent est souvent irrésistible ; les malheureux momentanément relevés au prix d'énormes sacrifices se verront tôt ou tard acculés à la ruine, parce que la loi interdit aux capitalistes, sous peine de cesser d'être honnêtes, de prêter au taux courant, lorsque ce taux est supérieur, même légèrement, au taux légal. Fatale protection que celle de la loi de 1807 : « Ne peut-elle pas se réduire, disait M. Lherbette, à celle dont on accablerait un homme pressé par la faim, à qui l'on dirait : tu mourras plutôt que de payer ce morceau de pain son prix, parce que ce prix est au-dessus de mon estimation. Là comme presque partout, c'est la protection qui tue et la liberté qui vivifie » (1).

Il est toute une catégorie d'emprunteurs auxquels la législation actuelle est particulièrement préjudiciable, ce sont les habitants des campagnes. La liberté du taux de l'intérêt en matière commerciale a pour effet de faire affluer les capitaux vers les placements commerciaux, qui sont

1. Séance du 9 mars 1836, *Moniteur*, p. 438

plus rémunératoires, et de les détourner de plus en plus de l'agriculture, qui en manque pourtant depuis trop longtemps. Les cultivateurs se trouvent ainsi plus que jamais à la merci des usuriers.

C'est toujours un principe dangereux que de tolérer l'intervention du législateur dans les conventions des particuliers et d'entraver en pareille matière la liberté individuelle ; pourquoi la loi s'interpose-t-elle entre l'emprunteur et le prêteur et n'intervient-elle pas entre les détenteurs du capital sous ses autres formes et ceux qui désirent se substituer momentanément à leurs droits ? On ne comprend pas bien pour quelle raison l'intérêt est la seule redevance qui puisse être qualifiée d'excessive et sanctionnée comme telle. Le locataire pourrait lui aussi réclamer la protection de la loi pour le défendre contre l'élévation des loyers qui est parfois exorbitante, surtout dans la capitale. M. Michel Chevalier en faisait la réflexion : « Il y a dans la population de Paris, disait-il, des personnes qui verraient avec plaisir le gouvernement intervenir dans la fixation des loyers des appartements. L'élévation extraordinaire des loyers est quelque chose de bien regrettable, et cependant elle est irrémédiable si ce n'est avec le temps » (1). On craint que la réglementation en

1. Sénat, 30 mars 1862.

pareille matière ne tourne au désavantage des locataires, en détournant les capitaux qui, attirés par l'élévation des profits, se dirigent vers l'industrie de la bâtisse et tendent à la ramener vers la baisse. Cette objection s'applique avec autant de force à la réglementation du prêt à intérêt : les entraves apportés à la circulation de l'argent diminuent les offres et aggravent finalement la position de l'emprunteur.

Les défenseurs des lois limitatives prétendent que l'emprunteur n'est pas libre vis-à-vis du capitaliste : « L'argent, dit M. Guillaud (1), représente pour l'ouvrier sans travail le pain quotidien, qu'il doit se procurer à tout prix pour faire vivre les siens, pour le laboureur les animaux ou les ustensiles agricoles nécessaires à l'exploitation du fonds qu'il cultive, pour le propriétaire endetté le moyen d'éviter la saisie et la vente de ses biens que poursuit un créancier impitoyable. Est-ce que cet ouvrier, ce laboureur, ce propriétaire sont placés sur un pied d'égalité avec le capitaliste qui veut leur imposer sa loi et est-il bon de les laisser traiter librement, c'est-à-dire au taux qu'il plaira au prêteur de leur imposer » ?

Ces idées sont profondément justes, mais le prêt à intérêt n'est pas le seul contrat où l'une des par-

1. p. 143.

ties subisse les lois de la nécessité, de la lutte pour la vie ; il est imprudent de chercher un remède à cet état de choses dans la réglementation arbitraire des conventions, c'est une tendance regrettable de notre époque de vouloir substituer le contrôle de l'État à l'initiative individuelle. On peut aller loin dans cette voie qui mène au socialisme et aujourd'hui que les questions ouvrières ont acquis une si grande importance, inspirant d'excellentes réformes, mais servant aussi de prétexte à toutes les convoitises et d'enseigne à tant d'utopies, il est peut-être téméraire d'exagérer l'inégalité dans laquelle l'ouvrier se trouve vis-à-vis du capitaliste.

Que lui répondra-t-on, lorsqu'il viendra dire : ce salaire qui est pour ma famille le pain quotidien, je ne puis le débattre en pleine indépendance, je suis condamné à subir les exigences de mon patron, et qui se tournant vers l'État il réclamera sa protection ? Après les heures de travail, ce sera le taux du salaire lui-même qu'il faudra réglementer.

C'est une chose fâcheuse que l'intervention de l'État dans la gestion des fortunes pour les surveiller et les remanier ; on s'habitue à le voir limiter la part de chacun, attribuer d'office à l'un ce qui appartient à l'autre et on finit par ne plus considérer la propriété comme un droit antérieur reconnu et sanctionné par le législateur, mais comme une création artificielle de la loi. C'est vers

une liberté toujours plus complète que doivent
tendre les efforts d'une civilisation qui progresse,
d'une législation qui se perfectionne.

CONCLUSION

Les adversaires de la limitation du taux de l'intérêt ont jusqu'à ce jour échoué dans leurs efforts ; il est très difficile de lutter contre une législation entrée depuis si longtemps dans nos mœurs, et qui compte, avec le prestige d'une jurisprudence de près d'un siècle, des partisans convaincus et des défenseurs éloquents parmi les maîtres de la doctrine.

La loi de 1807 a résisté à de nombreux assauts. En 1836 (1) M. Lherbette demandait en vain son abrogation ; quelques années plus tard, lors de la proposition de M. de St-Priest, qui aboutit à la loi de 1850 aggravant les pénalités en matière d'usure, M. Sainte-Beuve fit une nouvelle tentative qui échoua devant l'Assemblée nationale (2).

Soulevé de nouveau en 1862, à la suite d'une pétition adressée au gouvernement par les chambres de commerce de plusieurs grandes villes : Paris, Lyon, le Havre, Bordeaux, Strasbourg, la question fut l'objet d'une enquête dirigée par M. de

1. *Moniteur universel*, n° du 10 mars 1836.

2. *Moniteur universel*, n° du 29 juin 1850.

Parieu, conseiller d'Etat et membre de l'Institut Dix-huit séances furent consacrées à l'audition de soixante-treize témoins ; les résultats de cette enquête furent favorables au principe de la liberté du taux de l'intérêt, mais le gouvernement ne donna pas suite à ce projet de réforme.

En 1871, M. Limpérani proposa à l'Assemblée nationale l'abrogation de la loi de 1807, comme remède à la crise financière occasionnée par la guerre. Le projet fut pris en considération, le rapporteur M. Sacaze déposa son rapport en 1874, ses conclusions tendaient au rejet de la proposition, mais l'Assemblée se sépara avant d'avoir pu s'occuper de la question.

Présenté de nouveau le 20 mai 1876 par M. Truelle il fut une seconde fois pris en considération, mais ne put aboutir par suite de la dissolution de la Chambre.

Le 11 novembre 1881 il fut repris par son auteur qui lui fit obtenir le même accueil et M. Andrieux nommé rapporteur présenta son rapport le 4 mars 1882, il concluait à la liberté complète du taux de l'intérêt. Après une longue discussion, qui occupa les séances des 11 et 13 mars, la Chambre adopta par 275 voix contre 159 un amendement de M. Laroze limitant aux matières commerciales seulement l'abrogation des lois de 1807

et de 1850 ; le projet ainsi modifié est devenu la loi du 12 janvier 1886.

Cette réforme partielle est destinée à être complétée tôt ou tard et étendue aux prêts civils.

Le jour où le législateur aura ainsi couronné son œuvre, il préviendra par de sages mesures les abus possibles de la liberté et garantira les emprunteurs contre les fraudes et les injustices des prêteurs : « Quand l'économie politique dit que la loi sur l'usure est une loi contraire aux principes, elle ne dit pas qu'il ne faut pas étendre dans le Code pénal le cercle des escroqueries » (1). A l'exemple des législations étrangères il pourra édicter des pénalités contre ceux qui abusent de l'inexpérience, de la légèreté, de la faiblesse ou des passions de l'emprunteur.

Il pourra également atteindre par une sanction sévère tous les déguisements, toutes les combinaisons ayant pour but de dissimuler le taux véritable de l'intérêt. Cet article ne ferait que compléter l'article 1907 du Code civil, qui exige la fixation par écrit de l'intérêt conventionnel, prescription excellente qui arrête souvent par crainte de l'opinion publique le capitaliste porté à pressurer le malheureux, en spéculant sur sa détresse et en lui faisant accepter des stipulations d'intérêt exa-

1. Baudrillart, *Manuel d'économie politique*, p. 358.

gérés. Ce ne serait plus l'usure arbitraire créée par la loi de 1807, mais l'usure véritable qui est une variété du vol, *quæ in furto comprehenditur*.

La faculté du remboursement anticipé accordée à l'emprunteur, suivant des conditions déterminées, pour les prêts d'une certaine durée et dépassant un certain chiffre constituerait également une mesure de protection très efficace.

Grâce à ces divers tempéraments la liberté de l'argent ne tarderait pas à triompher des préventions qu'elle rencontre encore, elle permettrait le développement dans les villes et dans les campagnes d'institutions de crédit, qui, par l'heureux effet de la concurrence, lutteraient plus efficacement contre l'usure que les restrictions dont une longue expérience a suffisamment démontré l'impuissance. « Proclamons enfin que les hommes sont maîtres d'eux-mêmes et de ce qu'ils ont tirés d'eux-mêmes que le travail passé et le travail actuel sont nécessaires l'un à l'autre et juges au même titre des conditions qu'ils se font mutuellement. Proclamons que là où la force n'intervient pas, il ne saurait y avoir abus; que ce qui est librement accepté n'est pas imposé; que ce qui est motivé n'est pas arbitraire; et donnons pour tout dire un gage de plus à ces opinions libérales et élevées qui respectent l'homme, respectent ses actes, et, en lui maintenant la direction de ses affaires et la

spontanéité de ses décisions, entendent lui conserver en son entier la responsabilité de son sort (1). »

1. F. Passy, *Leçons d'économie politique, faites à Montpellier.*

VU :

Le président de la thèse,
CH. MASSIGLI.

VU PAR LE DOYEN :

GLASSON.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le vice-recteur de l'Académie de Paris,
GRÉARD.

BIBLIOGRAPHIE

- AUBRY et RAU, Cours de Droit civil français, 1879, t. 4.
BAUDRY-LACANTINERIE, Précis de Droit civil 1895, 5^e éd., t. I,
n. 897 et s. t. III, n. 832 et s.
BAUGAS, du prêt à intérêt, 1889, in-8.
HENRI BEAUNE, Droit coutumier français, les contrats p. 351,
et s.
CAILLEMER, Des intérêts, 1861, in-8.
DETOURBET, La loi de 1807 et la liberté du taux de l'intérêt
1866, in-8.
DULAC, La liberté de l'usure, Lyon, 1864, in-8.
DULAURENS, Des lois et des préjugés en matière d'usure, 1863,
in-8.
GUILLOUARD, Traité du prêt, 1893, 1 vol. in-8.
LAIR, Les lois sur l'intérêt examinées au point de vue de
l'économie politique, de l'histoire et du droit, 1864, in-8.
LUCAS, De l'usure et de la liberté du prêt à intérêt, Rennes,
1867, in-8.
MARQUET, Etude sur la liberté du taux de l'intérêt, 1875, in-8.
MERSIER, De l'intérêt, de sa légitimité et de la nécessité de
l'affranchir du maximum, 1867, in-8.
PÉRIN, L'usure et la loi de 1807, 1865, in-8.
PETIT, Traité de l'usure, 1840, in-8.
PLANTADE, De la liberté du taux de l'intérêt, Toulouse, 1865,
in-8.
POUJOL, Du prêt à intérêt et de l'usure libre, Montpellier,
1864, in-8.
RENAULT-PARIS, Un mot sur l'usure, Poitiers, 1825, in-8.
ROMIGUIÈRE, Du prêt à intérêt, de l'usure et de la loi du 3 sep-

tembre 1807, 1858, in-8 ; De l'abrogation de la loi du 3 septembre 1807 sur l'usure, 1862, in-8.

E. SALVERTE, Du taux de l'intérêt de l'argent, 1824, in-8.

SAUGRAIN, Des variations du taux de l'intérêt, Paris, 1896, in-8.

La liberté du taux de l'intérêt (Damoye), Journal du Notariat 12-16 décembre 1874.

Nécessité de l'abrogation de la loi du 3 septembre 1807, (A. G. B.) journal le Droit, 1-2 mars 1875,

De la liberté du taux de l'intérêt et de l'abrogation de la loi du 3 septembre 1807 (E. Duval) Journal le Droit, 10, 11, 14, 15 juin 1875.

L'enquête sur l'intérêt de l'argent (Wolowski) Revue critique, t. XXI, p. 235 et s.

L'enquête sur la législation relative au taux de l'intérêt de l'argent (Pellet) : Rev. critique, t. XXXIII. p. 96 et s.

Annuaire de Législation étrangère, année 1874, p. 696, année 1875, p. 490 et 860 ; année 1877 p. 216 et s., p. 488, année 1880 p. 77 et s., p. 262 et 263, année 1887, p. 662 et s., p. 699, année 1888, p. 720 et 773 année 1890, p. 513, 1893, p. 81 et s., p. 618 et 619, p. 700.

Bulletin de la Société de Législation comparée, année 1880, p. 316 et s., année 1880, p. 423 et 424.

TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION	1
------------------------	---

PREMIÈRE PARTIE

ETUDE HISTORIQUE ET COMPARATIVE DES LÉGISLATIONS SUR LE TAUX DE L'INTÉRÊT

CHAPITRE PREMIER. — <i>Le taux de l'intérêt dans l'antiquité.</i>	3
§ 1. Hindous	3
§ 2. Hébreux	4
§ 3. Egyptiens et Assyriens	7
§ 4. Grecs :	8
CHAPITRE II. — <i>Le taux de l'intérêt à Rome</i>	11
§ 1. La loi des XII tables	12
§ 2. Prohibition du prêt à intérêt	20
§ 3. Législation impériale.	22
CHAPITRE III. — <i>Doctrine de l'Eglise sur le prêt à intérêt.</i>	25
CHAPITRE IV. — <i>Le taux de l'intérêt pendant le Moyen-Age et jusqu'à la Révolution</i>	29
Prohibition du prêt à intérêt.	29
1 ^o Exceptions territoriales (foires de Champa- gne et de Lyon).	31
2 ^o Exceptions personnelles (Juifs et Lombards).	33
CHAPITRE V. — <i>Le taux de l'intérêt pendant la période intermédiaire.</i>	39
CHAPITRE VI. — <i>Le taux de l'intérêt sous le Code civil</i>	42
Reisensthal	43

CHVPIRE VII. — <i>Le taux de l'intérêt dans les législations étrangères actuelles</i>	47
SECTION I. — Pays dans lesquels le taux est complètement libre	48
§ 1. Allemagne	48
§ 2. Autriche-Hongrie	53
§ 3. Russie.	56
§ 4. Angleterre	60
§ 5. Belgique	61
§ 6. Italie	62
§ 7. Espagne	63
§ 8. Suisse.	64
§ 9. Portugal	65
§ 10. Hollande	65
§ 11. Norwège	65
§ 12. Brésil et Chili.	66
SECTION II. — Pays dans lesquels la liberté du taux de l'intérêt est incomplète ou nulle	66
§ 1. Suède	66
§ 2. Danemark	67
§ 3. Monténégro	67
§ 4. Monaco	67
§ 5. Egypte	68
§ 6. Etats-Unis	68
§ 7. Canada	68

DEUXIÈME PARTIE

LÉGISLATION FRANÇAISE ACTUELLE DU TAUX DE L'INTÉRÊT EN MATIÈRE CIVILE

Loi du 31 septembre 1807, Qu'est-ce que la retenue?	71
Dispositions transitoires	76
Prêts consentis à l'étranger.	77

CHAPITRE PREMIER. — <i>Limitation du taux de l'intérêt en matière civile.</i>	80
SECTION I. — Contrats soumis à la limitation.	80
1 ^o Elle vise uniquement les intérêts dus en vertu d'un prêt.	80
2 ^o Elle atteint dans le prêt les intérêts usuraires déguisés.	85
3 ^o Elle atteint les prêts usuraires dissimulés sous d'autres contrats.	96
SECTION II. — Contrats de prêts affranchis de la limitation.	101
1 ^o Prêts aléatoires.	101
2 ^o Prêts de denrées.	103
3 ^o Prêts faits par les monts-de-piété.	105
4 ^o Emprunts d'État.	108
5 ^o Prêts faits dans les colonies.	109
6 ^o Prêts commerciaux.	110
7 ^o Application de la loi de 1807 suspendue provisoirement à la suite des guerres du Premier Empire.	110
CHAPITRE II. — <i>Sanction de la limitation du taux de l'intérêt en matière civile.</i>	111
SECTION I. — Sanction civile.	112
SECTION II. — Sanction pénale.	119
1 ^o Nature du délit d'usure.	119
2 ^o Poursuite du délit d'usure.	121
3 ^o Complicité.	124
4 ^o Preuve du délit d'usure.	127
5 ^o Pénalités.	129
6 ^o Récidive.	132
7 ^o Prescription.	133

TROISIÈME PARTIE

CRITIQUE DE LA LÉGISLATION FRANÇAISE ACTUELLE DU TAUX DE L'INTÉRÊT EN MATIÈRE CIVILE.

CHAPITRE PREMIER. — <i>Au point de vue économique.</i>	138
SECTION I. — Quest-ce que la monnaie?	138
SECTION II. — Qu'est-ce que l'intérêt?	143
§ 1. Du loyer.	144
§ 2. Des risques.	146
SECTION III. — L'offre et la demande.	149
CHAPITRE II. — <i>Au point de vue juridique.</i>	157
SECTION I. — Elle n'est pas justifiée.	159
SECTION II. — Elle est inutile. Violations de la loi. Distinction des prêts civils et des prêts com- merciaux.	169
SECTION III. — Elle est dangereuse.	178
CONCLUSION.	185
BIBLIOGRAPHIE.	190

ERRATUM

Page 62, § 5, Belgique, dernier alinéa, *lire* : Ajoutons qu'une loi du 20 décembre 1890 a abaissé le taux de l'intérêt légal à 4 1/2 0/0 en matière civile et à 5 1/2 0/0 en matière commerciale.

